Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe

Jean-Antoine Amé-Noël Libre de couleur de Guadeloupe (1769-1845)

Gérard Lafleur

Numéro 161-162, janvier-avril-mai-août 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1036810ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1036810ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lafleur, G. (2012). Jean-Antoine Amé-Noël : libre de couleur de Guadeloupe (1769-1845). *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (161-162), 1–75.
<https://doi.org/10.7202/1036810ar>

Jean-Antoine Amé-Noël

Libre de couleur de Guadeloupe (1769-1845)

*Gérard LAFLEUR*¹

INTRODUCTION

Les études sur la société guadeloupéenne des XVIII^e et XIX^e siècles, ont généralement mis en valeur deux classes antagonistes : les blancs et les esclaves. Les libres de couleur, classe intermédiaire sont généralement oubliés ou considérés comme marginaux ou périphériques. Cependant, ils constituèrent une part de plus en plus importante de la société en étant présents dans tous les corps intermédiaires, notamment le commerce et l'agriculture. Ils obtinrent l'égalité complète avec les blancs par l'arrêté du 12 novembre 1830² et purent à ce moment, en théorie, également intégrer les postes administratifs. Élément prépondérant dans les événements liés à la Révolution française, ayant obtenu de fait, l'égalité avec les blancs, dès 1791, les principaux acteurs dans les combats qui marquèrent la fin de cette période étaient issus de cette classe sociale. Cependant le retour à l'Ancien Régime les relégua à nouveau dans un rang intermédiaire.

Au moment où le système servile et la société coloniale dans son ensemble se trouvaient en pleine crise et en pleine transformation, au moment aussi, où l'édifice social mis en place par plus d'un siècle et demi de pratique était ébranlé par les coups qui lui étaient portés par les abolitionnistes et par l'émancipation des esclaves dans les îles britanniques, Jean-Antoine Amé-Noël, libre de couleur, apparut paradoxalement, comme le symbole de cet ordre qui ne voulait pas mourir.

1. Docteur en histoire, trésorier de la Société d'Histoire de la Guadeloupe.

2. L'arrêté du 12 novembre 1830 supprime les anciennes lois discriminatoires entre blancs et libres de couleur.

Personnage emblématique, il est cité à plusieurs reprises par Victor Schoelcher, le grand abolitionniste, comme un faire-valoir à ses théories philosophiques. Il est vrai qu'il s'agissait d'une personne hors du commun. Libre de couleur, il s'est hissé au sommet de la hiérarchie sociale malgré les handicaps dus à ses origines. Avec l'acquisition de l'habitation Bologne, il était entré dans l'aristocratie ou plutôt la ploutocratie qui dominait le monde colonial.

Le fait que cette habitation fut située dans le chef-lieu de la colonie, mettait en lumière sa réussite sociale et son rôle de contre-exemple dans une société perçue comme clivée et immuable.

Il lui avait fallu des qualités rares, une persévérance hors du commun et sans doute beaucoup de chance pour arriver à se hisser à ce niveau.

Dans un monde sans pitié pour le faible, il lui avait fallu faire preuve, aussi, d'une âpreté au gain qui ne souffrait aucune faiblesse dans les affaires, y compris dans la gestion des esclaves.

Son tombeau qui se trouve sur l'habitation Bologne dans lequel il repose en compagnie de sa première épouse, Jeannette Marie, actrice également de leur fortune commune, témoigne de l'importance que le couple avait acquise et du symbole représenté par la sucrerie qui s'est transformée après sa disparition en usine puis en distillerie.

Alors que l'on a souvent tendance à décrire une société bipolaire, entre blancs et noirs, cette étude se focalise sur une famille de libres de couleur et sur son environnement depuis l'Ancien Régime jusqu'à l'effondrement du système basé sur l'esclavage. Elaboration d'une fortune construite peu à peu à travers et malgré les événements politiques que la Guadeloupe a connus.

En suivant ses démêlés avec ses esclaves, puis ceux de son neveu qui avait hérité de l'habitation, on perçoit l'ambiance sociale et politique à l'approche de l'émancipation définitive des esclaves puis au moment de leur liberté définitive.

I — JEAN-ANTOINE AMÉ-NOËL, CONSTRUCTION D'UNE FORTUNE

A. *L'environnement familial et social*

Jean-Antoine Amé-Noël, le personnage principal de notre étude, est né le 19 mai 1769 dans le milieu des libres de couleur de la Côte-sous-le-Vent. Il fut baptisé 13 jours plus tard, le 1^{er} juin 1769, dans l'église paroissiale de Saint-Joseph de Vieux-Habitants. La cérémonie fut l'occasion de mettre en valeur les liens de ses parents avec les principales familles de la paroisse, les plus puissantes et les plus anciennes. Liens familiaux du côté paternel comme du côté maternel. Il est né du légitime mariage du sieur Noël Hamon, métis et de dame Henriette Lebrun, quarteronne³. Les

3. La date et le lieu de naissance sont indiqués dans son acte de décès. A la date indiquée, dans le registre de catholicité de Vieux-Habitants, il n'est pas fait mention du baptême de Jean-Antoine. Le registre ayant été recopié, les actes concernant les esclaves et les libres de couleur ont été supprimés. Une quarteronne étant né d'un blanc ou blanche et d'un mulâtre ou mulâtresse, nous pensons plutôt à un père blanc et une mère mulâtresse. Cependant un extrait du registre de baptême de la paroisse de Saint-Joseph a été remis au notaire le 28 janvier 1841 (voir note suivante et documents annexés)

deux parents étaient donc des mulâtres reconnus par leurs géniteurs et bien installés dans la paroisse. Rappelons que les libres de couleur se trouvaient dans une situation juridique intermédiaire qui n'empêchait pas l'acquisition et la possession de biens et d'esclaves mais qui les limitait au niveau des possibilités d'acquisition de titres prestigieux, comme conseillers. Cette situation fut de plus en plus une source de frustrations, notamment au XIX^e siècle car elle maintenait un statut d'infériorité par rapport aux blancs, autre statut juridique. Si on peut imaginer qu'au début de la colonisation et dans la première moitié du XVIII^e siècle, cela pouvait être supportable, après la Révolution française qui changea la situation, les libres de couleur, de plus en plus nombreux aspiraient à l'égalité complète avec les Blancs. Les individus de la troisième classe, sans droits, les esclaves, qu'ils fussent métissés ou non étaient qualifiés de nègres.

Comme nous y avons fait allusion plus haut, le nom des parents de Jean-Antoine, indiquent des mulâtres et des libres depuis plusieurs générations. Au début de la colonisation, les enfants issus des relations entre blancs et noirs, prenaient le nom du père. Plus tard, cette habitude fut combattue, notamment au XIX^e siècle et les prénoms des affranchis servirent souvent de noms de famille⁴. Le mariage des parents, qui a été célébré dans l'église de Vieux-Habitants le 20 novembre 1753, amène des indications sur leur milieu social. Tous deux sont déclarés comme enfants naturels, mais les pères sont connus et indiqués. Le marié, Noël Hamon est fils naturel du sieur Jean-Baptiste Hamon et de Rose Noël, natif de la paroisse et la mariée, Henriette, fille naturelle de Mathurin Le Brüin, capitaine de milice et de Catherine Birtout (ou Boitout)⁵. Ce sont donc, comme on a l'habitude de le dire aux Antilles, des « enfants en dehors », c'est-à-dire des enfants adultérins mais tacitement et dans ce cas, officiellement, reconnus par la communauté paroissiale et par conséquent, villageoise.

Ainsi Hamon, nom du père devint un nom de famille et Noël, son prénom devenu le nom de la maman, devint le nom de famille de Jean-Antoine et de son frère Mathurin. Plus tard, le nom de famille de Jean-Antoine, devint Amé-Noël, Amé étant sans doute la déformation d'Hamon⁶.

La maman de Jean-Antoine portait le nom d'une famille blanche présente dans la paroisse dès les débuts de la colonisation. Philippe Le Brun, le premier portant ce nom faisait partie du Conseil souverain en 1659⁷. Il est noté comme capitaine de milice de la paroisse en 1664, date du

4. A ce propos, la Guadeloupe fut la première à se signaler par l'arrêt du Conseil du 15 novembre 1763, « car l'abus consistant à donner le nom de leur père blanc à des illégitimes de couleur est préjudiciable à la sûreté de l'Etat et à l'honneur des familles. » Voir mon article *Affranchissements et noms patronymiques en Guadeloupe* in *Généalogie et histoire de la Caraïbe*, n° 224, avril 2009, p. 5866-5871.

5. Le grand-père du marié, Jean-Baptiste Hamon, habitant à Bouillante, est décédé dans cette paroisse à environ 60 ans, le 08 août 1757. Le grand-père de la mariée était Jacob Le Brüin, lieutenant de milice, décédé à Vieux-Habitants le 31 mai 1728. *Généalogie et Histoire de la Caraïbe*, n° 194, juillet-août 2006, pp. 4912-4914. *Ascendance Noël et Michaud en Guadeloupe*.

6. A propos des noms voir mon article *Affranchissements et noms patronymiques en Guadeloupe*, in *Généalogie et Histoire de la Caraïbe*, bulletin n° 224, avril 2009, p. 5866-5871.

7. LACOUR M. A. : *Histoire de la Guadeloupe*, Basse-Terre, 1855, Tome 1, p. 137.

premier dénombrement de la population de la Guadeloupe⁸, et en 1671⁹, il était propriétaire de deux habitations sur la Montagne Du Plessis, sur les hauteurs de la paroisse à la limite de la paroisse de Baillif. La famille était protestante et alors que beaucoup de ses coreligionnaires émigrèrent après l'application de la Révocation de l'Edit de Nantes aux Antilles en 1687, la plus grande partie des membres de la famille choisit de se convertir au catholicisme afin de conserver des biens et trouver une tranquillité auprès des autorités religieuses (et politiques)¹⁰. Henriette Lebrun qui avait conservé le nom de famille était qualifiée de quateronne, ce qui signifie que son père était blanc et sa mère mulâtresse.

Ainsi, les deux parents et leurs enfants, vont bénéficier d'un réseau familial influent et fortuné, c'est-à-dire, possesseur de terres et leur corollaire, d'esclaves, ce qui les aidera dans leurs affaires. D'ailleurs, le parrain et la marraine de Jean-Antoine, étaient eux-mêmes issus de cette classe sociale dominante, formée des familles blanches importantes de la paroisse et de la Côte sous le vent. Le parrain, Jean-Baptiste Le Sueur, était capitaine de milice, le personnage le plus important de la paroisse. Il avait succédé à son grand-père et était un allié de la famille. La marraine, Antoinette de Saillans, était issue également du même milieu¹¹. L'enfant a été nommé Antoine par le parrain, masculin du prénom de la marraine et son nom usuel, Jean-Antoine, allie le parrain et la marraine. Quand on se rappelle qu'à cette époque et plus tardivement, les liens entre parrains, marraines et filleuls étaient très forts et équivalaient et même supplantaient les liens paternels et maternels, on se dit que l'enfant, bien que métis, était bien entouré et avait de gros atouts dans la société créole où les rapports personnels étaient non seulement importants, mais primordiaux. Sa famille proche et les collatéraux possédaient des biens, des terres autour de Vieux-Habitants, Village et Bouillante et tous étaient intégrés à l'économie de plantation dominante.

Il fréquenta sans doute la petite école de la paroisse tenue par les religieux car il savait parfaitement lire, écrire et compter. Sa signature et son appartenance à la franc-maçonnerie indiquent une pratique courante de l'écriture contrairement à ce qui a pu être écrit et colporté¹².

Il eut donc une vie de petit mulâtre dans sa paroisse d'origine en contact avec une société inégalitaire dont il apprit les codes et les failles pour mieux s'en servir dans sa vie d'adulte. Nous n'avons, naturellement pas de précisions sur son enfance et son adolescence, mais seulement des témoignages postérieurs qui tentèrent d'expliquer l'inexplicable aux yeux

8. ANOM : G¹469, Dénombrement de la Guadeloupe, 1664.

9. ANOM : G¹468, Dénombrement et terrier de la Guadeloupe, 1671.

10. A ce propos voir mon ouvrage : *Les protestants aux Antilles françaises du vent sous l'Ancien Régime*, Société d'Histoire de la Guadeloupe, Basse-Terre, 1988.

11. ADG : 2^F3/133, M^e Mollenthien. 28 janvier 1841, Dépôt par le Sieur Amé-Noël de son acte de naissance et de baptême. L'extrait du registre de baptême est du 26 juillet 1790 et il a été déposé le 28 janvier 1841, alors qu'Amé-Noël allait se remarier. Il s'agissait de mettre à l'abri une pièce très importante à ses yeux.

12. Le procureur Fourniols indiqua à tort, tout en mettant en valeur ses préjugés de race, qu'il obtint les renseignements concernant la marche de ses affaires auprès de son neveu car écrit-il : « Amé-Noël eut été peu capable de me les fournir lui-même. Cet homme d'une grande simplicité n'a jamais su et n'a même jamais compris le besoin de savoir lire et écrire..... » Marc-Alexandre Fourniols : *L'esclavage à Basse-Terre et dans sa région en 1844...* p. 30. Commenté par Gérard Lafleur. Société d'histoire de la Guadeloupe, Basse-Terre, 2000.

de ses contemporains, lorsqu'il s'agissait des origines et de la construction de sa fortune.

À la suite de son procès en 1839, le gouverneur Jubelin rapporta ce qui se disait sur cette origine et dans lequel il y avait sans doute une grande part de vérité car nous retrouvons ces mêmes éléments à plusieurs sources : « Amé-Noël est lui-même l'artisan de sa fortune. D'abord pêcheur, plus tard propriétaire de larges filets appelés seines, il sut par son activité, son intelligence et une stricte économie se créer de nombreuses ressources. Quelques contemporains d'Amé-Noël donnent une autre origine à sa fortune. À une époque déjà reculée, deux bâtiments de guerre armés en flûtes et chargés d'argent, se seraient perdus sur la côte de Bouillante dans une anse appelée depuis Anse des Galions (il s'agit de l'Anse à la Barque que nous n'avons jamais vue notée ainsi)¹³. Amé-Noël et plusieurs esclaves plongeurs auraient fait à leurs profits le sauvetage du numéraire, mais cette tradition paraît quelque peu fabuleuse et il est plus naturel d'attribuer l'aisance dont il jouit à sa propre industrie... »

Le début de l'histoire paraît exact. Il est confirmé en 1844 par le procureur Fourniols qui répétait que son premier métier avait été en relation avec la pêche. Au soir de sa vie, il l'avait trouvé ramillant les filets et dirigeant une entreprise de pêche. Vivant jeune auprès de la mer, il participa sans doute comme tous ceux qui s'y trouvaient aux « coups de senne »¹⁴ et il vit rapidement les profits à en tirer en dirigeant ces opérations. Il devint, entrepreneur de pêches à la seine et il accumula suffisamment de fonds pour investir dans des terres. Alors qu'il n'avait que 18 ans, il acquit une petite habitation caféière à Village. On peut imaginer, que sa famille avait les moyens de lui avancer des fonds pour acquérir canots et filets.

Dans la légende qui se propagea pour expliquer une aisance sinon une fortune qui semblait extraordinaire pour un libre de couleur en 1839, il y avait amalgame entre le vrai et le faux comme toujours quand il faut justifier des moyens financiers acquis de façon plus ou moins légale. Nous le verrons, ses moyens vont croître pendant la Révolution et les flûtes auxquelles le gouverneur faisait allusion, se sont échouées volontairement à l'Anse à la Barque en 1810 alors qu'elles étaient poursuivies par l'escadre anglaise. Il est vrai qu'elles transportaient 400 000 F. en or¹⁵. Qu'est devenu cet or ? Les sources disponibles n'en parlent plus, et l'échouage a eu lieu tout près de l'habitation d'Amé-Noël, à l'Anse à la Barque. La Guadeloupe ayant été ensuite occupée par les Anglais, cet or a disparu et plus personne n'en a reparlé. Il est donc possible que les

13. Certainement l'Anse à la Barque. La rivière Saint-Louis devenue Rivière des Pères dans sa partie basse, porta dans les origines de la colonisation le nom de Rivière des Galions en souvenir de l'échouage de galions espagnols avant l'occupation de l'île par les Français. Ce nom émigra vers l'actuelle rivière des Galions, nom qui remplaça celui de Rivière des Galets, son nom originel alors que la première prit le nom de Rivière des Pères. Voir le R. P. Breton ou mon ouvrage *Gourbeyre : Une commune de Guadeloupe*, éditions Karthala, Paris, 1997.

14. Lorsque la seine est mise en place par les pêcheurs professionnels, tous ceux qui le veulent peuvent participer à la pêche en tirant la seine. Ils ont droit à quelques poissons en récompense de leurs efforts.

15. Voir mon ouvrage *Bouillante : Cœur de la Côte sous le Vent*, Ed. Karthala, 2004, p. 138-140.

habitants et donc Amé-Noël aient pu le récupérer d'autant que les flutes étaient coulées à peu de distance de la côte et à dix mètres de fond¹⁶.

Ses alliances matrimoniales se firent naturellement dans le même milieu constitué de mulâtres, libres de couleur, possédant des biens et liés fortement aux blancs-pays de la zone. Lorsque Jean-Antoine, épousa Jeannette Marie, chaque famille était propriétaire et les futurs époux établirent un contrat de mariage, le 19 janvier 1788, devant M^e Lana-pèze¹⁷, par lequel ils créaient une communauté dans laquelle chacun amenait des biens qui sont décrits avec des clauses très précises. (Elle avait 17 ans et lui 19 ans)

Jeannette Marie est née à Bouillante en 1771, fille naturelle d'Angélique Marie. Elle est décédée le 14 janvier 1833 à son domicile située rue d'Enfer (actuelle rue L'Herminier) à Basse-Terre intra-muros¹⁸.

Jean-Antoine amenait une propriété de 9 200 £ dont il avait payé 3 010 £ et il devait donc encore 6 180 £.

Jeannette, quant à elle, amenait 2 117 £ 10 sous forme de billet à ordre que son aïeule maternelle Magdeleine Marie lui avait donné. Celui-ci avait été émis le 28 mai 1787, par Jean-Baptiste Hamon, à l'ordre de la grand-mère de la mariée payable en mars 1789. Plus deux esclaves, Thérèse, négresse créole et Zabeth, évaluées chacune à 1 900 £, un bœuf, 264 £ une vache et sa suite, 364 £. De plus, le sieur Nicolas Jourdain, à cette occasion, lui donna un carré de terre à prendre à côté de son établissement dans le quartier de Bouillante tout en se gardant un droit de préemption au cas où le jeune couple désirerait le vendre un jour. Cela valait 600 £. Soit un total de 7 095,10 £.

Il semble que Jeannette Marie ait eu des liens importants avec Nicolas Jourdain, époux de Catherine Rose Marsolle, car nous le retrouvons dans des transactions avec la famille Noël. Peut-être sa fille adultérine, sa fille « en dehors » comme on dit aux Antilles ? Elle était issue d'une lignée de femmes seules, dont le prénom Marie était devenu le nom patronymique, sa grand-mère s'appelant Magdeleine Marie, sa mère Angélique Marie et elle-même Jeannette Marie. Son mariage rompait la chaîne des femmes seules et la faisait entrer dans la respectabilité sociale, symbole de réussite qu'il fallait maintenant concrétiser par l'accumulation de biens matériels, notamment de la terre et des esclaves pour la mettre en valeur. Le billet à ordre montre que les deux familles étaient en relations d'affaires, ce qui permit sans doute aux deux jeunes mariés de se rencontrer.

Jean-Antoine Amé-Noël, de plus, lui donna un douaire préfix de 1 000 £ en toute propriété dans le cas où ils n'auraient pas d'enfant et dans la jouissance seulement de cette somme dans le cas contraire¹⁹.

16. Ces dernières années, les épaves ont été retrouvées et dégagées en partie par une école de plongée.

17. Le contrat n'a pas été retrouvé. La date et sa référence sont indiquées lors de l'inventaire des biens à la suite du décès de Jeannette Marie. .

18. ADG : 5 Mi5 (R 20) : Registre d'état civil de Basse-Terre le 15 janvier 1833, déclarants Jean Monlouis, commerçant et Joseph Honoré Amé-Noël, « cousin par alliance de la décédée » en réalité son neveu par alliance.

19. Douaire : « Ce que le mari donne à sa femme en faveur du mariage qu'il contracte et qu'elle en jouisse en cas qu'elle lui survive. » Douaire préfix ou conventionnel : « celui qui consiste en une somme déterminée par les conventions matrimoniales. »

Un préciput, c'est-à-dire un avantage donné au survivant, consistant en une somme de 500 £ (270,27 F.) en argent ou meubles, un valet ou servante, un cheval enharnaché, un lit garni, une armoire, un buffet avec le linge et hardes à l'usage du survivant, en outre, pour l'épouse ses bagues et bijoux, et pour l'époux, ses armes et équipement de guerre²⁰.

B. Amé-Noël dans la Révolution.

a. Une politique d'acquisitions.

Comme nous l'avons signalé, en 1787, Amé-Noël avait acheté une petite habitation caféière à Village. Sa superficie était modeste ; huit carrés deux tiers en deux parties, dont sept étaient plantés en caféiers et bananiers et le reste en friche, en deux portions, l'une de six carrés deux tiers et l'autre de deux carrés. La première portion avait été achetée à Noël Gaillard et la deuxième à Jean-François Dagomel.

A 18 ans, Jean-Antoine se lance dans une politique d'acquisition de terre, premier pas vers la respectabilité. Abandonne-t-il ses activités de pêche ou garde-t-il les deux activités en parallèle ? La deuxième possibilité nous semble la plus probable car il resta toute sa vie en relation avec la mer et avec la pêche, comme nous le verrons plus loin.

Il se constituait un domaine terrien en commençant modestement par 8 carrés deux tiers dans un territoire peu recherché et planté d'une culture secondaire bien moins prestigieuse que la canne à sucre qui faisait le véritable notable. Sa propriété comportait une maison en bois incorruptible²¹ de 36 pieds de long (env. 12 m) sur dix-huit de large (env. 6 m), couverte en essentes avec une terrasse de 36 pieds de long (environ 12 m) et dix-sept de large (env. 5m ½), carrelée. Il s'agissait donc d'une caféière traditionnelle avec sa terrasse pour le séchage et la manipulation du café. Une case à moulin (à bêtes évidemment à cet endroit) et seulement deux cases à nègres et 6 esclaves, qui seront indiqués tous marrons au moment de la revente en 1793²². L'origine, nègres de Guinée, c'est-à-dire nés en Afrique, montre un atelier constitué de fraîche date mais le fait qu'il soit entièrement marron, dénote une mauvaise ambiance dans l'habitation ou peut être une protestation devant le changement de propriétaire²³. On peut aussi penser que devant l'anarchie causée par les affrontements entre les partisans de la Révolution, les « patriotes » et ceux qui étaient pour le maintien du statu quo les « planteurs », les esclaves en aient profité pour tenter de recouvrer leur liberté alors que la rumeur courait les campagnes que celle-ci était acquise et non annoncée ou imminente.

20. Contrat de mariage du 19 janvier 1788, repris par M^e Mollenthien lors de l'inventaire des biens le 4 juin 1834. ADG : 2^E 3/114 (Les premières feuilles manquent).

21. Par bois incorruptible on désigne le tendre-à-caillou (nom francisé du caraïbe) qui est une sorte d'acacia (mimosa arborea ou acacia muricata) que l'on utilisait pour les pièces qui étaient en contact avec l'eau. Il était assez rare qu'une maison entière soit construite avec ce bois coûteux, dur et difficile à travailler.

22. Les esclaves sont les suivants : Melée, négresse de Guinée, 30 ans, Paul, nègre de Guinée, 30 ans, Ignace, nègre créole, 32 ans, Marie-Claude, négresse créole, 33 ans, Agathe, mulâtresse, 60 ans, Romain, nègre de Guinée, 25 ans.

23. ADG : E 2/151 M^e Duhaguet, Mn. 42, le 1^{er} novembre 1793.

Il n'était pas attaché à cette première habitation car, comme nous le verrons plus loin, il l'échangea assez rapidement contre une partie de la dette qu'il avait contractée dans l'acquisition d'une habitation plus importante. Le 26 juillet 1793, alors que sa résidence officielle était encore Vieux-Habitants, il acquit la moitié d'une habitation caféière qui appartenait en indivision à Thomas Moreau Dufresne d'une part et à Raphaël Lesueur et son épouse, Geneviève Lépinard d'autre part. Il s'agissait de la succession de Joseph Lesueur, père de Raphaël qu'il l'avait obtenue par jugement de la sénéchaussée de Basse-Terre, à une date qu'il dit avoir oubliée, sans doute depuis un assez long temps. Il avait ensuite constitué une société pour sa gestion avec Dufresne Moreau, devant le notaire Vauchelet à une date qu'il dit avoir aussi oubliée. Amé-Noël acheta donc la part de Raphaël Lesueur et de son épouse et devait s'entendre avec Dufresne Moreau pour la continuation de la société étant entendu que ce dernier n'avait pas payé la totalité de ce qu'il devait à Raphaël Lesueur. Il ne lui avait réglé que dix neuf mille livres. Le reste était encore dû.

Cette habitation caféière s'étendait sur 81 carrés²⁴ dont 15 plantés en café et le surplus en cacao, bananes ou bois debout²⁵. Elle était bornée à l'est par les terres du citoyen Marsolle (Pierre), à l'ouest par les terres du citoyen Pierre Duflau, au sud par la rivière Bourceau et au nord par les terres du citoyen Morandais.

Cette habitation était donc située sur les hauteurs du lieu que l'on nomme actuellement Poirier, à Pigeon. Sur l'habitation se trouvait un moulin à café, mû par l'eau de la rivière Bourceau et une « poêle à farine », c'est-à-dire une platine pour fabriquer la farine de manioc nécessaire à la nourriture des 26 esclaves qui étaient compris dans la vente²⁶.

Le vendeur étant en instance de séparation des biens, la valeur de la moitié de l'habitation étant de 75 000 livres, l'acquéreur s'engageait à régler à la citoyenne Geneviève Lesueur (née Lépinard) « ses droits selon la liquidation qui sera faite incessamment en justice et que l'on évalue à soixante et quelques milles livres... »

Le mode de règlement de ces droits, défini par le notaire, est assez original ; « Six mille livres qui suivra le mariage de chacun des enfants de ladite citoyenne Lesueur, de manière qu'elle ne pourra jamais exiger plus de six mille livres chaque année quand même elle marierait plusieurs enfants la même année... » En définitive, en dehors des mariages des enfants, l'acquéreur réglera des annuités de six mille livres jusqu'à la liquidation de la somme due en 1799 « jusqu'à parfait paiement des droits qui seront liquidés en justice à telle somme qu'ils puissent monter. »

Les intérêts lui seront payés en nature « en denrées ou marchandises dont elle pourra avoir besoin pour sa consommation. »

24. Un carré vaut environ 1 ha. Un pas de la Guadeloupe valant 0,9744 m, un carré de 100 pas de côté valait 0,9744 ha.

25. Bois debout : forêt.

26. Les esclaves sont nommés : Bruno, Laurent, Bernadine, Marcelle, Jean Fleuri, Lucie, Charles, Henriette, Jean-François, Euraine, Désirée, Adélaïde, Catherine, Rosalie, Anne-Rose, Paul, Ignace, Eurnelie, Marie Claude, Sans souci, Orphion, Joseph Moco, Margotoune, Agathe, Prosper et Alexandre.

D'autre part, Amé-Noël prenait en charge les dettes de Raphaël Lesueur et s'engageait à régler 1^{er}, aux mineurs Duval leur créance hypothécaire « capital, intérêts et frais, à telle somme qu'elle puisse monter, »

2^{ème} au citoyen Gentil Migaliand, de la Martinique, la somme de six mille livres...

3^{ème} à la veuve Joseph Lesueur, six mille livres...

Et comme cela excédera et de beaucoup, la somme de soixante quinze mille livre, montant de la vente, Raphaël Lesueur cédait ses droits sur les sommes dues par Dufresne Moreau pour le reliquat de sa première vente, soit cinquante cinq mille livres.

Amé-Noël s'engageait à hypothéquer tous ses biens présents et à venir afin de garantir l'exécution du contrat, lequel a été signé chez Mme Lesueur, à Pigeon²⁷. MM. Gilbert Desmarais²⁸, l'un des plus importants personnages du quartier, habitant sucrier et Simon Guichard, également important habitant, ont été les témoins requis comme experts. Mme Lesueur, a déclaré ne savoir signer et la signature de son mari montre qu'il savait à peine écrire. Par contre, la signature d'Amé-Noël nous indique une pratique de l'écriture et son appartenance à la franc-maçonnerie²⁹.

Cet acte met en valeur plusieurs aspects de la vie courante sur la Côte-sous-le-Vent. Les habitants vivaient quasiment en autarcie des denrées produites par l'habitation. Ainsi, Madame Lesueur, demandait que les intérêts lui soient réglés en nature « en denrées ou marchandises dont elle pourra avoir besoin pour sa consommation. » Elle liait également, le mariage de ses enfants avec le paiement des annuités car elle se retrouvait sans moyens pour assumer les frais occasionnés dans ces circonstances.

Quant à l'acheteur, nous voyons qu'il n'hésitait pas à investir dans une habitation importante, en hypothéquant ses biens et en acceptant des conditions particulières qui lui demandaient une gestion rigoureuse de ses comptes. Par contre, cela met en lumière le fait que les vendeurs étaient de piètres gestionnaires. La mésentente dans le couple n'avait sans doute pas favorisé une saine gestion de l'habitation. Il est vrai, que l'acheteur a sans doute pensé que c'était le moment de profiter des difficultés des vendeurs et des incertitudes politiques pour obtenir des avantages financiers. Il montre, ainsi, qu'il était décidé à rester sur place, quoiqu'il arrivât, décision qu'il aura l'occasion de mettre en pratique assez rapidement.

Ses engagements étaient sans doute trop importants pour ses revenus, aussi, dès le 1^{er} septembre suivant, il décida d'alléger ses dettes envers Mme Gabrielle Lesueur, en lui cédant sa petite caféière de Village. Celle-ci fut estimée à 46 000 livres alors qu'elle avait été évaluée à 9 200 £ lors de son achat. Il faisait donc une plus-value 400 % en la revendant 5 fois le prix d'achat. Cela donne un rendement de 6 133 £ par an, soit 36 800 £ en 6 ans, sans compter le montant des récoltes de café pendant ce laps

27. L'acte suivant, indique que Mme Lesueur est domiciliée à Pigeon, paroisse de Bouillante.

28. Gilbert Desmarais qui émigra en Martinique après la reconquête de la Guadeloupe par Victor Hugues, ne rentrera qu'en 1802 et fut nommé président de la cour d'appel de Basse-Terre. Voir mon ouvrage *Bouillante...* op. cit. p.130.

29. ADG : E2/151, M^e Duhaguet, Mn 34, le 26 juillet 1793.

de temps. Mais dans ces conditions, les revenus des récoltes paraissent secondaires le revenu du capital se montant à 66 % l'an³⁰.

Ces 46 000 £ venaient en déduction des soixante et quelques milles livres, représentant sa dot et qu'il s'était engagé à lui verser dès que le divorce serait prononcé, l'instance de séparation des biens ayant été interrompue par la loi sur le divorce. Le notaire précisait bien que Raphaël Lesueur agissait pour sa femme et que cette dernière seule en aurait la propriété (Cette prise de possession officielle interviendrait dès que leur divorce serait prononcé). Le curé de Bouillante, Jérôme Girolami, également franc-maçon et sans doute de la même obédience et de la même loge qu'Amé-Noël³¹, fut requis comme expert et témoin de la transaction³².

En contrepartie, le même jour, et dans la foulée, Amé-Noël acquit la seconde moitié de l'habitation de Pigeon qui lui avait été vendue par Raphaël Lesueur. Cette seconde moitié appartenait à Thomas Moreau Dufresne, mais comme nous l'avons vu, il ne l'avait pas encore complètement payée à Raphaël Lesueur qui avait transporté sa créance sur Amé-Noël, à charge pour lui d'en régler le montant à sa femme et à ses enfants.

Un montage financier lui permit de devenir le seul propriétaire. Moreau Dufresne avait acheté la demi-habitation pour 70 000 £ et n'avait donné qu'un acompte de 9 078 £ à Joseph Lesueur, le premier propriétaire et avait pris une hypothèque pour le reste.

Amé-Noël, accepta de payer 3000 £ de plus comme « indemnité ou pot de vin³³ ».

Il régla 14 078 £ de la façon suivante :

Déduction de 8 400 £ pour le prix de 4 esclaves que Moreau Dufresne garda pour lui, Bernadine, Marcel, Mariette, cabres et Prosper, mulâtre sans doute, ses enfants adultérins quoiqu'il en soit, des esclaves très proches de celui qui tenait à les conserver³⁴.

1 950 £ pour un billet à ordre sur Jean-Baptiste Rodigneau payable au frère d'Amé-Noël, Mathurin Noël qui l'a endossé au profit du vendeur,

1 850 £ pour un billet à ordre payable par Mathurin Noël,

Et 1 878 £ un mandat payable en mars 1795 également par Mathurin Noël.

Le prix de cette vente se trouvait donc réduit à 58 922 £ à payer au citoyen Raphaël Lesueur ou plutôt à ses créanciers dont les hypothèques étaient affectées à l'habitation, et notamment à Joseph Lesueur, le père, déduction faite de 9 078 £ déjà payées et 16 010 £ de capital dû à la mineure Marie Anne Rose Langlois payable à sa majorité ou émancipation par mariage.

Cela met en lumière la stratégie de l'acheteur, soutenu par sa femme, étant mariés sous le régime de la communauté, mais aussi de toute la

30. On peut penser aussi que lors de l'achat, partie de la somme a été payée sans inscription dans l'acte.

31. Jérôme Girolami fut un des rares curés qui resta pendant toute la Révolution avec l'abbé Foulquier, tous deux francs-maçons. Ils se cachèrent pendant toute cette époque.

32. ADG : E2/151 : M^e Duhaguet, Mn 4, le 1^{er} novembre 1793.

33. Il semble que l'expression « pot de vin » n'ait pas tout à fait le même sens qu'actuellement.

34. On peut remarquer que tous ces esclaves sont métissés. On peut donc supposer que l'acheteur était très proche de ceux-ci.

famille, puisque le frère d'Amé-Noël est partie prenante dans l'acquisition. Cette habitation était beaucoup plus grande et importante que celle de Village : 81 carrés avec 26 nègres dont, le notaire précisait que l'acheteur, Amé-Noël, renonçait à « exercer aucun recours contre le vendeur pour les nègres dont la plus part sont présentement marrons et qui dès le moment sont aux risques de l'acquéreur³⁵ ».

Nous remarquons que pour les deux habitations, celle de Village et celle de Pigeon, les ateliers étaient marrons. Cela n'est pas étonnant et montre l'ampleur des désertions à l'occasion des événements révolutionnaires. Ces transactions eurent lieu dans une période troublée au moment où « patriotes » et « planteurs » se combattaient négligeant les esclaves qui virent bien qu'ils pouvaient en profiter pour s'éloigner de leur situation misérable. On peut aussi supposer que ce marronnage était dû au changement de propriétaire, les esclaves n'ayant que cette possibilité pour montrer leur mécontentement et leurs craintes devant la nouveauté amenée dans leur vie quotidienne.

Peu de temps après, Victor Hugues à la tête des forces révolutionnaires françaises, avec l'aide des esclaves libérés par le décret du 4 février 1794 proclamé le 7 juin suivant, reconquit la Guadeloupe sur les Anglais et leurs alliés français.

L'ordre rétabli, Victor Hugues désira avoir un état de la colonie en ce qui concerne les habitations et surtout la population capable de les conserver et de les mettre en valeur. Il ordonna la réalisation de dénombrements pour toutes les communes. Le premier recensement est daté du 1^{er} Vendémiaire an V de la République, soit le 22 septembre 1796³⁶.

Nous y retrouvons l'habitation Amé-Noël sur laquelle 22 personnes furent dénombrées : l'habitant Amé-Noël, son épouse Jeannette Marie et un adolescent, Daniel Bertin³⁷ noté dans la colonne de 14 à 21 ans. Les trois sont qualifiés de « rouges » c'est-à-dire, mulâtres, en réalité les anciens libres de couleur. Les autres, 11 adultes (5 hommes et 6 femmes) plus 2 adolescents et 6 enfants sont inscrits dans la colonne des « noirs », les anciens esclaves, juridiquement libres. Un des hommes, Antoine dit Majouca était noté pêcheur³⁸, les autres cultivateurs. L'une, Zabeth, l'esclave amenée par Jeannette lors de son mariage, était infirme.

Pour le dénombrement de l'année suivante, le nombre total des personnes présentes resta le même, seuls deux adolescents furent inscrits dans la colonne des adultes.

Apparemment, les 26 esclaves qui étaient attachés à l'habitation lors de son rachat n'étaient pas rentrés de marronnage car on ne retrouve pas leurs noms parmi ceux qui étaient indiqués. Où étaient-ils passés ? Ont-ils profité des affrontements pour s'affranchir ? Sont-ils entrés dans l'armée coloniale, voie royale de l'affranchissement et de l'ascension

35. ADG : E2/151 M^e Duhaguet, le 1^{er} novembre 1793, Mn 43.

36. ADG : 1Mi36 (R1) ou ANOM : G1 500 : Etat nominatif des citoyens de tout âgecommune de Bouillante, 1^{er} Vendémiaire an cinquième

37. Amé-Noël conserva de bonnes relations avec la famille Bertin car son commandeur en 1839 s'appelait Bélonie Bertin. Voir plus bas.

38. Nous remarquons que la pêche est toujours présente autour de Jean-Antoine Amé-Noël. Les ressources de la mer constituant un apport non négligeable et un secours en cas de catastrophes climatiques ou politiques.

sociale pour les plus entreprenants³⁹ ? Sont-ils tout simplement passés dans un territoire voisin ? On ne peut le savoir, la dernière solution étant la moins vraisemblable, les esclaves créoles préféraient rester dans la colonie qui les avait vus naître ou dans laquelle ils avaient passé le plus clair de leur temps, car ils y avaient leurs habitudes, leurs relations et leurs familles, tous nécessaires pour la survie dans les conditions les moins précaires possibles.

Lors de cette période trouble, Jean-Antoine Amé-Noël ne restait pas inactif, mais apparemment, ne se mêla pas aux groupes politiques et militaires. Il s'occupait de ses affaires et profitait des opportunités qui lui étaient offertes.

A cette époque, Victor Hugues organisa la guerre de course contre les navires marchands anglais et américains, estimant que c'était un moyen de continuer la guerre contre les Anglais dans le bassin caribéen. Il estimait également, qu'il était légitime de capturer les navires marchands américains qui aidaient les ennemis de la France en ravitaillant les îles britanniques. Les bateaux capturés étaient menés dans les ports neutres et surtout à Basse-Terre où la cargaison était vendue aux enchères ainsi que le navire. C'est ainsi que le citoyen Guines avait acquis du corsaire particulier La Mort⁴⁰, le bateau *La Mathilde*, lors d'une vente aux enchères, à la troisième adjudication le 3 Prairial an VI. Il avait été déclaré de « bonne prise » par le tribunal le 25 Floréal. Trois jours après son acquisition il revendit *La Mathilde* à Amé-Noël pour une somme qui est laissée en blanc par le notaire. Il prit donc possession du bateau qui était ancré en rade de Basse-Terre⁴¹.

Vingt et quatre jours plus tard, le 24 Prairial, il revendait le navire qui avait été rebaptisé *Le Revenant* au citoyen Pierre Chevalier résidant dans la commune de Sainte-Anne, pour 2 640 Livres, en faisant sans doute au passage, un bénéfice substantiel⁴².

Jean-Antoine Amé-Noël profitait de toutes les occasions pour faire des affaires. Est-il intervenu dans la course comme commanditaire ou comme acteur ? On peut supposer qu'il intervint dans les deux rôles, étant familier du milieu maritime. Cependant, connaissant ses aptitudes pour les affaires, il a dû se contenter du rôle de commanditaire ou de spéculateur sur les prises⁴³.

A Bouillante même, il se chargeait de la gestion de son habitation mais aussi de celle de ses voisins et notamment de l'habitation voisine de la sienne, celle de la veuve Marsolle après le décès de son mari, Pierre. Lors de l'établissement des dénombrements de 1796 et 1797, nous constatons que celle-ci se trouvait au-dessous de la sienne. Victor Schœlcher en parla dans son ouvrage, *Des colonies françaises : Abolition*

39. L'armée coloniale, révolutionnaire, était formée en grande partie d'esclaves qui avaient rejoint les troupes de Victor Hugues. Ils combattirent dans toute les Antilles et une partie de ceux-ci se trouvèrent aux côtés de Louis Delgrès tandis qu'une autre se rangea avec Pélage aux côtés de Richepance lors de la résistance menée par Louis Delgrès en mai 1802.

40. Il s'agit naturellement d'un nom de guerre. Nous n'avons pas retrouvé trace de cette prise et de ce corsaire dans les documents qui concernent spécifiquement la course.

41. ADG : E2/165, M^e Vauchelet, Mn 103, le 3 Prairial an VI.

42. ADG : E2/165 M^e Vauchelet, Mn 111, le 24 Prairial an VI.

43. Nous n'avons retrouvé que l'acte qui est cité ci-dessus. On peut supposer que la spéculation sur les prises se fit sans qu'il n'y ait de traces écrites.

immédiate de l'esclavage. Il écrivait : « Nous tenons de l'obligeance de M. Lignières un vieux morceau de papier tout percé des vers et daté du 9 floréal an VIII de la République, qui prête une force terrible aux plaintes des colons par un rapprochement singulier. Le voici dans son intégralité.... »

Suit un tableau de répartition des revenus de la récolte de café en fonction du rang des cultivateurs, 2 parts pour le chef, 1 part pour les récolteurs et $\frac{1}{2}$ part pour les enfants, et des jours travaillés. Et il poursuit : « Donc personne n'en peut douter, la liberté régnait à la Guadeloupe, le travail libre s'y pratiquait. Les cultivateurs avaient le quart du produit net, et ils se le partageaient entre eux au prorata de leur travail, et avec cette précision d'ordre et de justice propre à la grande école républicaine. Le propriétaire leur faisait des avances qui se rembouraient sur ce que chacun avait à toucher. Le compte est net, clair et précis. Eh bien ! De quel nom est-il signé ? Quel est l'homme qui tout jeune encore servait si bien la cause de l'émancipation en dirigeant avec adresse le travail des nouveaux libres, en les rétribuant avec équité ? ... Quel nom ? Amé-Noël ! ... celui-là même dont les traitements cruels envers un nègre ont retenti par l'Europe entière, il y a quelques années ! Est-ce lui le vrai coupable, ou la société qui le corrompt, en lui rendant des esclaves ?⁴⁴ » Schœlcher avait trouvé dans Amé-Noël, un exemple qui confortait son avis sur le genre humain dans la lignée de la philosophie du « bon sauvage ». Ce n'était pas l'homme qui était mauvais mais le système qui corrompait l'homme.

Il est vrai qu'il s'agit du discours d'un militant qui, en 1842, est au service de la cause de l'abolition de l'esclavage, mais, par ce témoignage, nous percevons un homme, Amé-Noël, qui a une formidable capacité d'adaptation en fonction des événements. Alors que beaucoup s'adonnaient à des activités politiques et militaires, lui, construisait patiemment sa fortune, car, on peut supposer qu'il ne se chargeait pas de la gestion de l'habitation de son voisin sans compensation pécuniaire en argent ou en nature.

b. Achat de l'habitation La Duché à Village

Le 17 Ventôse an X soit le 8 mars 1802⁴⁵, au moment où la colonie connaissait de grandes perturbations et où l'avenir était très incertain, Amé-Noël acheta la caféière *La Duché*, qui marquait une nouvelle étape dans la construction de sa fortune. Catherine Rose Marsolle épouse divorcée de Nicolas Jourdain vendit 18 carrés $\frac{1}{2}$ à Amé-Noël et Mathurin Noël. Cette parcelle correspondait à la partie de la caféière quelle avait conservée à la suite de son divorce. A l'origine, cette caféière située à Lamarre (Village) se composait de 25 carrés $\frac{1}{2}$ mais le 6 ventôse an X,

44. Victor Schœlcher : *Des colonies françaises : Abolition immédiate de l'esclavage*, Reproduction de l'édition de 1842, Société d'histoire de la Guadeloupe, 1976, p. 179-181, note 2. Il fait allusion au procès de 1839 contre Amé-Noël, sa concubine et son commandeur accusés de meurtre avec tortures envers un de ses esclaves. Voir plus bas.

45. En mars 1802, la Guadeloupe était dirigée par Pélage et Richepance était en route pour « rétablir l'ordre » dans la colonie.

(25 février 1802) le Sieur Jourdain avait vendu à sa mère, Marguerite Agnès Petit veuve de Nicolas Jourdain son père, 6 carrés plantés en café.

La vente faite par Catherine Rose Marsolle comprenait la terre, les plantations, les bâtiments, les ustensiles et les esclaves⁴⁶ pour 62 000 £. Le carré qui avait été donné à Jeannette Marie, épouse de Jean-Antoine Amé-Noël s'intégrait à leur nouvelle propriété. Le tout était acheté 62 000 £ soit 14 000 £ comptant et le reste en 6 annuités de 6 000 £⁴⁷.

Un peu plus tard, le 5 Nivôse an XIV, (26 décembre 1805), Nicolas Jourdain vendit en propre à Amé-Noël, une portion de terre de 29 carrés appelée La Duché sur les hauteurs de Village. Bordé au nord par les terres de Jean Hamon, (un parent d'Amé-Noël ?) et au sud par la Ravine de Petite Anse⁴⁸, et le reste de la portion de terre dite Lamarre de 7 carrés plantée en caféiers, bordée au sud par la Ravine des Femmes⁴⁹, le tout pour 66 000 £ coloniales. La situation de cette caféière, au-dessus de Village et proche de la Rivière Beaugendre, était propice à la culture du café, et notamment du café moka connu sous le nom de « Ti café » qui était vendu généralement un tiers de plus que l'arabica. Le vendeur lui devait déjà 18 583 £ 6 sous⁵⁰ qui vint en déduction, il lui remit 12 416 £ 14 sous en espèce et le reste, soit 35 000 £ sera payé par annuités de 5 000 £ chacune, le premier terme étant prévu pour le mois de ventôse an XV.

Dans la foulée, il procédait à un échange d'habitation avec le sieur et la dame Jean-Baptiste Séigny Lacaze qui leur cédaient leur habitation caféière de Bouillante formée en deux parties, le haut 9 carrés et le bas 11 carrés, les bâtiments, ustensiles et esclaves contre une habitation dite Laviard, de 50 carrés, située à Sainte-Rose mais qui n'avait ni bâtiments, ni plantations. Amé-Noël se trouvait débiteur de 40 000 £ (90 000 £ - 50 000 £) Mais comme M. et Mme Séigny Lacaze lui devaient 37 181 £ 6 sous, Amé-Noël leur régla immédiatement les 2 818 £ 13 sous qui restaient.

Enfin, le 10 juin 1817, Jean et Elisabeth Elisade leur vendaient une portion de terre de 9 carrés qui bornaient les terres d'Amé-Noël sur les hauteurs de Village.

Nous voyons donc que la Révolution et la période qui suivit y compris l'occupation anglaise de la Guadeloupe, furent très favorables aux activités d'Amé-Noël. On ne sait pas pour quelles raisons les habitants lui devaient des sommes importantes, on ne peut faire que des supputations. Qu'ont-ils fait de ces fonds dans cette période troublée ? Les ont-ils utilisés pour préparer leur éventuel refuge dans les territoires étrangers et notamment britanniques ?

Alors que la tourmente révolutionnaire n'était pas encore terminée, et que l'armée coloniale dirigée par Pélage avait pris le pouvoir en renvoyant Lacrosse, Amé-Noël n'hésitait pas à investir dans des caféières

46. On parle d'esclaves alors que les cultivateurs étaient juridiquement libres.

47. L'ensemble fut complètement payé le 12 août 1811. (Après le naufrage des flutes à l'Anse à la Barque !)

48. Cette limite nous donne une idée de sa position géographique.

49. Idem. Cela situe la propriété sur les hauteurs de Village, ce qui est précisé dans l'acte de vente, au-delà de l'endroit appelé actuellement « Gros Figuier ».

50. On peut donc supposer qu'Amé-Noël avait prêté de l'argent à Nicolas Jourdain sans doute son beau-père non officiel.

et à spéculer sur les terres à café qui vont faire le fondement de sa fortune :

c. Achat de l'habitation Bologne

L'achat d'une habitation sucrière faisait rentrer son propriétaire dans une aristocratie terrienne prestigieuse, d'autant qu'il s'accompagnait de l'achat d'esclaves sur lesquels les maîtres avaient tous pouvoirs, ce qui sera de moins en moins vrai. D'ailleurs, comme à Bouillante, quelques habitants continuaient à produire de la canne à perte, les bénéfices du café qui était cultivé sur les hauteurs, comblant les pertes⁵¹.

Amé-Noël va entrer dans ce même processus en achetant une habitation sucrière prestigieuse par son passé et son emplacement près du chef-lieu de la colonie, tout en gardant ce qui lui avait permis d'accumuler des capitaux, ses caféières de Bouillante.

L'habitation Bologne avait été créée en 1654 par un hollandais arrivé du Brésil nommé Vanneybergen ou Vanneybergue. Sa veuve avait épousé Pitre Bologne qui laissa son nom à la sucrerie. Celle-ci fut acquise au milieu du XVIII^e siècle, le 10 juillet 1764, par Jean-Baptiste Dupuy-Desillets qui l'ajoutait à son domaine qui s'étendait sur toute la Montagne Bellevue. Le 31 mars 1784 sa veuve la loua à Jacob Lesueur et trois ans plus tard, la vendit à Gabriel Elein Lesueur. Lors de la période révolutionnaire les Lesueur restèrent sur place mais le chef de famille, Gabriel mourut laissant la sucrerie à sa veuve Marie Thérèse Marsolle et à ses trois enfants, Gabriel, Jean-François et Nicolas. Au moment des troubles qui accompagnèrent le retour à l'Ancien Régime, l'habitation entra dans des turbulences, la propriétaire la louant à divers locataires qui se montrèrent incapables de la gérer correctement ce qui l'obligea à en reprendre la gestion⁵². Le partage ayant été fait le 27 fructidor an XII (15 septembre 1804) les enfants devaient prendre en charge les dettes de leur mère à divers créanciers, 151 298 livres et ils s'engageaient à lui payer une rente annuelle de neuf mille livres. Nicolas se chargea de la gestion de l'habitation et procéda à plusieurs ventes de parcelles pour pouvoir faire face à ses obligations. Quand il mourut en 1819, son frère Jean-Baptiste François Lesueur prit la suite. Il indemnisa la veuve de son autre frère, Marie-Christine Brie et revendit la sucrerie quatre ans plus tard à Gaëtan Valeau junior, son beau-fils. Du prix de la vente (600 000 Livres coloniales) fut soustraite la dot de sa fille Marie-Thérèse qui n'avait pas été payée. Le nouveau propriétaire qui était le représentant d'une maison de commerce assainit les finances de l'habitation qui devint l'appendice de la maison de commerce.

Comme le commerce était sa principale et lucrative activité, Gaëtan Valeau junior était désireux de revendre l'habitation sucrière. C'est à ce moment que se présenta Jean-Antoine Amé-Noël qui avait augmenté sa fortune grâce à ses caféières de Bouillante, et peut-être, comme la rumeur l'affirmait, grâce à l'or des flutes échouées à l'Anse à la Barque. Il désirait

51. A ce propos voir mon ouvrage : *Bouillante, cœur de la Côte sous le vent* ...op. cit.

52. Voir mon article in *Bulletin de la Société d'histoire de la Guadeloupe*, n° 103, p. 75-110 : « La distillerie Bologne : Du sucre au rhum. » et pour la famille Bologne, n° 152, « L'environnement familial et social du chevalier Saint-Georges. » p. 119-124

se diversifier, les caféiers produisant moins en raison de la maladie, la rouille, qui les avait atteints⁵³. Et comme nous l'avons signalé plus haut, devenir propriétaire sucrier apparaissait comme le summum d'une ascension sociale.

Le 26 mai 1830, donc, Amé-Noël acheta une habitation dont le foncier avait connu quelques vicissitudes mais qui avait été ensuite reconstitué. Il comprenait les terres de l'habitation Bologne (100 carrés) de la petite habitation La Coulisse, et trois autres portions de terre, le tout faisant 120 carrés, soit 113 ha 96 a 23 ca et 9 centièmes.

Sur l'habitation se trouvaient naturellement tous les éléments de la sucrerie ; les bâtiments d'habitation et industriels, le moulin, une sucrerie avec seulement 4 chaudières⁵⁴, une purgerie, une étuve, et la masse canal captant l'eau de la Rivière des Pères qui alimentait le moulin à sucre, le moulin à grager (râper) le manioc, et une manioquerie. Un cachot en maçonnerie et 31 cases à nègres couvertes de paille. Dans la purgerie, l'alambic avec sa couleuvre en cuivre.

La vente comprenait également des animaux de trait : 22 bœufs « dont deux non encore domptés, les uns en assez bon état et les autres exigeant beaucoup de soins », neuf vaches et quatorze suites⁵⁵, six mulets en bon état et les esclaves, 36 hommes, 32 femmes et vingt-deux enfants, filles et garçons. Parmi les esclaves, le sieur Valeau désirait conserver l'un d'entre eux, Joseph, qu'il se proposait de remplacer par un ou une autre esclave. Au moment de la conclusion de la vente, il présenta une esclave, Françoise, qui fut acceptée par Amé-Noël en remplacement de Joseph.

Dans la transaction il était prévu qu'Amé-Noël se substituerait à Gaëtan Valeau en faveur de son beau-père, Jean-Baptiste François Lesueur, en lui fournissant annuellement, cinq cents livres pesant (environ deux cinquante kilogrammes) de beau sucre brut au début du mois de mai de chaque année et un boucaut de rhum, à partir de 1831 jusqu'au paiement complet de l'achat.

Le prix était fixé à 800 000 livres coloniales soit 432 432 francs qui seront réglés par une traite de 27 027,02 F. tirée au 12 du mois suivant à l'ordre du Sieur Gaëtan Valeau sur les sieurs Camau et compagnie, négociants à Pointe-à-Pitre. Une autre traite de la même somme sur la maison Monlouis et compagnie de Basse-Terre payable immédiatement et une autre sur le même payable en novembre prochain. Le reste sera payé par annuités de 32 432,43 F au premier juin des années suivantes jusqu'en 1840, la dernière annuité de 27 027,07 le premier juin 1841.

Ainsi, Amé-Noël entrait dans l'aristocratie locale en devenant habitant-sucrier⁵⁶. Cela montrait concrètement, à l'ensemble de la société coloniale, son succès et sa position exceptionnelle.

53. Au début du XIX^e siècle les caféiers de Guadeloupe furent atteints par deux maladies, l'anguille de la racine pour ceux des terres calcaires et la rouille pour ceux des terres volcaniques. Voir mon article : « La culture du café en Guadeloupe du XVII^e au XIX^e siècle. » Bulletin de la Société d'histoire de la Guadeloupe, n° 145.

54. Normalement, un équipage comprend 5 à 6 chaudières. Le fait qu'il n'y ait que 4 indique une petite sucrerie dans laquelle les opérations de fabrication sont moins sophistiquées (2 opérations sont effectuées dans la même chaudière).

55. Les suites étant les veaux et les génisses.

56. ADG : 2Mi67 (R3). Registre de transcription des actes de mutation, Vol. 1 n° 34, 25 mai 1830.

Le paiement des différentes mensualités connut quelques difficultés, aussi, le 14 mars 1839, un nouveau contrat fut rédigé par le notaire, constatant les retards et calculant les intérêts produits par ces retards.

Le 26 novembre de l'année suivante, Amé-Noël ayant fourni du sucre et du café au sieur Gaëtan Valeau junior, le bilan en est fait à nouveau devant M^e Mollenthiel, le créancier se trouvant à Pointe-à-Pitre était représenté par Antoine Auguste Chaulet⁵⁷. Par cet acte, nous nous rendons compte que le débiteur avait de grandes difficultés pour faire face à ses obligations. Une grande partie de ses récoltes en sucre et en café, fut remise au Sieur Gaëtan Valeau junior, lequel en tant que négociant avait les moyens de les exporter au meilleur prix. Cependant, ces fournitures ne permettaient de solder qu'une partie du capital dû car elles ne couvraient que les intérêts. La part du capital diminuait difficilement⁵⁸.

On sent donc un propriétaire en difficulté et cela explique, peut-être, la dureté envers un atelier qu'il aurait voulu plus performant.

d. Inventaire au décès de Jeannette Marie

Marie Jeannette, l'épouse d'Amé-Noël, décéda à son domicile, situé rue d'Enfer⁵⁹ à Basse-Terre intra-muros, le 14 janvier 1833. A ce moment, étant marié sous le régime de la communauté avec contrat de mariage au profit du survivant, un premier inventaire des biens fut effectué le 30 avril 1835. Il permet d'évaluer l'état de la fortune du couple à cette date.

Celle-ci comportait des biens matériels importants :

- L'habitation sucrière Bologne, comprenant 111 esclaves dont 7 d'un grand âge. Il y en avait donc 21 de plus que lors de l'achat. Il y avait aussi 22 bœufs de cabrouet, 11 vaches, 10 mulets. La superficie de l'habitation était de 127 carrés de terres soit 120 ha 61 a et 20 ca. 7 carrés avaient été ajoutés à la superficie initiale. S'y ajoutaient, les bâtiments de la sucrerie, les logements des maîtres et des esclaves. Au moment du décès de Madame Amé-Noël, 25 carrés étaient en cannes et 20 en rejets ce qui permit de ne faire que 75 barriques de sucre à cause de l'ouragan du 24 août 1832 qui avait détruit une partie de la récolte.
- Une maison à Basse-Terre avec ses meubles⁶⁰,
- Une habitation caféière, La Duché, située à Village commune de Bouillante sur laquelle se trouvaient 146 esclaves dont 4 atteints d'infirmité ou d'un grand âge. 6 (5 hommes et une femme) étaient marrons et n'étaient pas comptés. Il y avait aussi, 5 bœufs, un

57. Auguste Chaulet était l'assesseur qui avait quitté le procès d'Amé-Noël avant le prononcé du verdict.

58. ADG : 2E3/132, mn 164, M^e Mollenthiel, le 26 novembre 1840. Denrées fournies par Amé-Noël à Gaëtan Valeau junior : 1839, 23 février, 27 barriques de sucre, 25 mars, 40 barriques, 9 décembre, café pour 2 200,50 F, 31 décembre, café pour 3 172,50 F, 1840 ; 18 janvier, café pour 3 245,40 F, 5 février, 14 barriques, 8 février, café pour 2 699,10 F, 27 février, 20 barriques, 11 mars, café pour 972,90 F, 22 avril, 15 barriques, 7 mai, 14 barriques, 12 juin, sucre pour 1 709,70 F.

59. Actuelle rue Félix L'Herminier.

60. La maison située rue d'Enfer (actuelle rue L'Herminier), où Mme Amé-Noël décéda.

bourriquet et 3 bourriques. La propriété foncière était composée de trois parties. Les terres d'en bas, soit 49 carrés (46 ha 53 a 42 ca), celles d'en haut, 50 carrés (47 ha 48 a 42 ca) et celles dite David de 6 carrés (5 ha 69 a 80 ca) soit 105 carrés de terre. Les plantations consistaient en 120 000 pieds de café sur l'habitation principale et 5 000 pieds sur David. Il y avait aussi un cheval qui fut conservé par M. Amé-Noël comme cela était prévu dans le contrat de mariage.

Ces biens représentaient une valeur considérable pour l'époque, 320 126 francs pour Bologne, 12 690 F pour la maison de Basse-Terre et 362 326 F. pour l'habitation de Duché, soit 695 142 F. somme à laquelle il fallait ajouter les créances qui étaient dues à Amé-Noël. Un patrimoine qui faisait d'Amé-Noël et de son épouse des personnes importantes dans la société coloniale de Basse-Terre et sa région.

Le couple n'ayant pas eu d'enfant, et Marie Jeannette n'ayant officiellement qu'une seule sœur, Lucile Marie épouse de François Félix, habitant propriétaire à Bouillante, elle devint l'héritière de la moitié des biens dont Amé-Noël restait l'usufruitier.

C. Amé-Noël et les esclaves

Pour mettre en valeur ses habitations, Amé-Noël avait besoin de main-d'œuvre constituée d'esclaves car selon l'adage qui était en vigueur aux Antilles, *la terre n'est rien sans les bras*. Rappelons que les caféières avaient été achetées juste avant ou pendant la période révolutionnaire marquée par la question des esclaves :

- l'abolition du système en février 1794,
- puis par la disparition d'une grande partie de la main-d'œuvre servile à la suite des mouvements révolutionnaires avant le rétablissement de l'esclavage.

Après 1802, l'esclavage fut rétabli mais une grande partie des esclaves s'était « évaporée », notamment les plus jeunes et les plus entreprenants qui avaient participé aux combats. D'abord contre les Anglais et leurs alliés créoles, puis dans la guerre que Victor Hugues avait menée dans toutes les Antilles. Une grande partie s'était enrôlée dans l'armée, d'autres sur les corsaires qui écumèrent la zone.

Les événements de 1802, face aux troupes dirigées par Richepance acheva de décimer la population guadeloupéenne par la mort ou la déportation.

La situation financière de la Guadeloupe et de ses habitants, suite à tous ces événements, était très difficile et on peut le dire, catastrophique. La reconstitution des ateliers se fit très partiellement et avec difficulté par manque de liquidité, le petit nombre de négriers arrivés, le blocus de la Guadeloupe par les Anglais suivi de leur occupation de 1810 à 1815-1816. Après leur départ, le Congrès de Vienne et les traités de 1815, avaient décidé l'interdiction de la traite pour la plupart des pays européens, et pour la France en 1817⁶¹.

61. Traité de Vienne : Article 118, n° 15 : Déclaration des Puissances sur l'abolition de la traite des nègres, du 8 février 1815.

Aussi, avec la rareté, le prix des esclaves s'éleva fortement⁶² et la grande préoccupation des habitants et particulièrement des habitants sucriers, à partir de cette date avec l'interdiction de la traite des noirs et surtout à partir de 1830 où la lutte contre les négriers clandestins s'intensifia, fut la constitution et le maintien d'ateliers suffisamment importants pour continuer les travaux d'exploitation agricole. Celui qui avait des liquidités, comme Amé-Noël, fut donc à l'affût de toutes les ventes possibles d'esclaves. Celui-ci, centré sur Bouillante, pour compléter son atelier, était prêt à acheter tous ceux qui se présentaient, sans être très regardant sur les conditions dans lesquelles ils venaient sur le marché.

Les esclaves, quant à eux étaient impatients d'avoir leur liberté. Elle avait été effective pendant la Révolution et le souvenir était conservé dans les ateliers avec l'espoir d'un retour plus ou moins proche. Cette idée fut confortée et renforcée à partir de 1833 car, dans les îles britanniques voisines, l'esclavage était effectivement aboli, avec toutefois une période de transition appelée apprentissage de 6 à 8 ans selon la qualité de l'affranchi⁶³.

a. Achat

En attendant, n'étant pas dans cette perspective, il fit plusieurs achats pour sa propriété de Village ;

- le 21 février 1817, un mulâtre à M. Lanaspèze,
- le 27 février 1819, Elise, 25 ans et trois de ses enfants, Joseph, 4 ans, Etienne et Luce, jumeaux de 14 mois, Bertille, 25 ans et deux de ses enfants, Michelin 8 ans et Thérèse, 2 ans⁶⁴, Marie Hélène, 55 ans, Marie Catherine, 22 ans, Jacques Philippe, 55 ans, Agathe, 57 ans, Marie-Jeanne, Capresse, 43 ans. Le tout pour 19 000 £ à Marie Anne Dupuy épouse séparée de Raimond Salager.
- Le 1^{er} mai 1828, un nègre nommé Jean-Baptiste, 36 ans qui appartenait à Joseph Noël Leroux et Catherine Rose Noël.

Ces achats étaient faits pour ses caféières de Bouillante mais à partir du moment où il acquit la sucrerie Bologne, celle-ci devint son principal objet de préoccupation car il avait besoin d'étoffer son atelier et remplacer les sur-âgés et les décédés.

Il acheta :

- Le 22 juin 1830, deux petits nègres, Jacques, 14 ans et François, dit Boguio, 12 ans pour son habitation de Bologne,
- En 1832, Lucile dite Vénus, 25 ans 40 moèdes (1427,20 F) à Cezain Duflo
- Le 31 octobre 1833, Jean-Pierre, 16 ans, 1 000 F, vendu par la Demoiselle Marie Joséphine au nom de son père Jean Série, habitant propriétaire à Vieux-Habitants⁶⁵,

62. La traite des nègres, mais non l'esclavage, fut interdite pour les Français à partir de 1817.

63. A partir de 1835 l'apprentissage a été abandonné dans toutes les îles britanniques et les anciens esclaves ont été complètement libérés.

64. Normalement les enfants de moins de 14 ans ne pouvaient pas être séparés de leurs mères.

65. ADG : E3/113, mn162, M^e Philippe Auguste Mollenthil, le 31/10/1833.

- Le 31 mars 1834, un esclave nommé Alexis, 38 ans pour 1 000 F.⁶⁶ au sieur Pamphile Germain, propriétaire à Vieux-Fort.

Pour se procurer de la main-d'œuvre, il était prêt à entrer dans des combinaisons complexes. Ainsi, le 22 avril 1841, Caroline, 25 ans et Constancius, son enfant furent vendus par la Demoiselle Fouquet à Augustine Roger veuve de Jean-Baptiste Bernard Guichard dit Chérimond, propriétaire à Basse-Terre, pour 1 100 F. payable le 22 octobre. Amé-Noël désirant les acheter et la dame Guichard n'ayant pas les moyens de payer sa dette à temps, il régla la dette et acheta les deux esclaves objet de la transaction⁶⁷.

Quelquefois, il n'était pas regardant sur la provenance de ces esclaves. Ainsi, le 1^{er} juin 1842, il acquit, au nom de sa seconde épouse, Delphine Rachel, deux esclaves, Louis, 17 ans et Thomas 41 ans. Ces derniers appartenaient à Alexis dit Mondelis Anatole et à son frère Achille Anatole fils naturel d'Anatole, marchand à Bouillante. Lorsque ce dernier mourut, les esclaves, par la volonté de leur père exprimée dans son testament, devinrent la propriété de ses enfants naturels, mais laissés à Mademoiselle Marie, leur tante. Lorsque celle-ci décéda, tous deux s'enfuirent de Bouillante et partirent en marronnage. Capturés, ils se retrouvèrent à la geôle de Basse-Terre où ils étaient encore retenus lorsque leur vente fut conclue avec Amé-Noël au nom de son épouse.

Celui-ci put les acheter pour un bon prix, 1 428,50 F. (714,25 F. chaque esclave)⁶⁸ somme sur laquelle fut retenue 46,15 F réglés au concierge de la prison « pour frais de capture et de nourriture... » Les propriétaires ne reçurent rien car la somme provenant de la vente de leurs esclaves fut versée à la maison de commerce Léon Valeau et fils aîné qui possédait une créance sur leur père et qui n'avait pas été remboursée après son décès. Le tribunal de Basse-Terre avait condamné les héritiers à régler les dettes en cours. Les esclaves furent donc retirés de la geôle et remis à Mme Amé-Noël. On peut penser qu'elle les a ramenés à Bouillante sur sa caféière de Village car on ne les retrouve pas dans l'atelier de Bologne⁶⁹.

Son neveu, Joseph Honoré Amé-Noël, qui vint habiter avec lui à Bologne, achetait également les esclaves qui étaient à vendre. Joseph alias Macou, 16 ans vendu par le Sieur Hamel, commerçant à Basse-Terre pour le compte de Jules Lambert Dever, négociant à Marigot (Saint-Martin), 1 268,50 F. le 15 mai 1833⁷⁰. L'année suivante, il acheta l'esclave Marie, environ 34 ans qui appartenait à M. Bosquet de Pincevoir, capitaine au 1^{er} régiment de marine et qui avait été envoyé en garnison en Martinique laissant son esclave ménagère en Guadeloupe⁷¹.

Ces différents exemples, nous éclairent sur la manière dont les ateliers se maintenaient, mais ils montrent également, que ceux-ci étaient

66. ADG : E3/114, mn 40, M^e Philippe Auguste Mollenthien, le 31/3/1834.

67. ADG : E3/135, M^e Philippe Auguste Mollenthien, le 1^{er} juin 1841, mn 120, 121.

68. En 1848, soit 6 ans plus tard, pour le calcul de l'indemnité, un esclave fut compté pour 470,29 F en Guadeloupe. Cependant, en 1842, les esclaves valaient beaucoup plus. Voir à ce sujet Cécile Ernatus, *L'indemnité coloniale de 1849, logique de solidarité ou logique coloniale ?* in Bulletin de la Société d'histoire de la Guadeloupe, n° 152, janvier-avril 2009.

69. ADG : E3/138, M^e Mollenthien, le 1^{er} juin 1842.

70. ADG : E3/113, M^e Philippe Auguste Mollenthien, le 15 mai 1833.

71. ADG : E3/114, M^e Philippe Auguste Mollenthien, le 31 mars 1834

constitués d'éléments disparates, dans lesquels, les noyaux constitués d'esclaves anciens ayant des relations familiales, amicales, formaient un bloc solidaire face aux événements qui traversaient les habitations notamment dans les relations de plus en plus tendues entre maîtres et esclaves.

b. Ventes et locations

Les esclaves étaient aussi une source de revenus pour le maître. Ainsi, il vendit au Sieur Saint-Prix, habitant propriétaire à la Rivière des Pères, 5 jeunes esclaves ; Félix, 13 ans, Alexis, 13 ans, Jean-Baptiste, 12 ans, Auguste, 12 ans et Pélagie, négresse de 9 ans.

Pourquoi vendit-il ces jeunes esclaves tirés de son atelier de Bologne, alors et nous le verrons, qu'il continuait à acheter tous les esclaves à vendre sur la place ? Étaient-ils rétifs à son autorité ? C'était souvent le cas quand les propriétés changeaient de maître. Quoiqu'il en soit, il était en contravention avec la loi, puisque ces enfants avaient moins de 14 ans, notamment la petite fille qui n'avait que 9 ans⁷². On voit bien dans ces circonstances, que les esclaves n'étaient pour lui, qu'un objet de spéculation et cela éclaire peut-être, d'un jour cru, son attitude qui aboutit à un procès en 1839⁷³.

En cas de besoin, il pouvait aussi louer ses esclaves et en recevoir ainsi un revenu régulier. Le 30 septembre 1833, le Sieur Auguste Alexandre, habitant propriétaire à Vieux-Habitants remettait une obligation à Amé-Noël de 360 Francs qui correspondait à la location d'une de ses esclaves, Pauline, pour deux ans, soit 15 F par mois et une autre de 180 F. pour une année de loyer de son esclave Pierre Pigeon, soit un total de 540 francs à payer courant janvier 1834. Pauline lui fut remise mais Pierre restait au service d'Auguste Alexandre pour 15 francs par mois⁷⁴.

II — JEAN-ANTOINE AME-NOEL ET LA JUSTICE

A. *Le procès du 21-25 août 1839*

a. Les faits

Amé-Noël, sa concubine Delphine et le commandeur de son habitation caféière *La Duché* furent jugés par la cour d'Assises de Basse-Terre lors d'un procès qui s'est déroulé du 21 au 25 août 1839. Celui-ci eut un grand retentissement aussi bien dans les colonies qu'en Europe car il apparaissait comme emblématique pour les deux camps, selon l'option politique, philosophique et sociale que l'on défendait.

Quels sont les faits ? Dans la nuit du 28 au 29 mai 1839, une patrouille de chasseurs à cheval de la milice commandée par Ernest Lafages, fils du maire de l'époque, alors qu'elle fouillait la case de l'esclave Romaine

72. Article XLVII de l'Edit du Roi de mars 1685.

73. ADG : 2E3/114, M^e Philippe Auguste Mollenthien. Inventaire de la communauté après décès de Jeannette Marie.

74. ADG : E3/113, mn 153, M^e Philippe Auguste Mollenthien, le 30 septembre 1833. Pour la pratique de la location des esclaves, voir aussi : *L'esclavage à Basse-Terre...* op. cit.

(Roxane)⁷⁵ sur l'habitation d'Abraham Lesueur, trouva un nègre qui ne voulut pas dire son nom et à qui il appartenait. Il fit mine de résister mais face au nombre de miliciens présents il vit que cela était inutile et se laissa attacher les mains derrière le dos par M. Paris Desjardons et Ernest Lafages. Amené sur l'habitation de M. Ancelin, il fut reconnu pour être l'esclave Jean-Pierre d'Amé-Noël en état de marronnage depuis longtemps.

M. Ancelin désigna un esclave pour accompagner le chef de la patrouille jusque chez son père, « m'ayant donné un vaillant nègre mâle nommé Dominique pour conduire Jean-Pierre par la corde, je renvoyai les chasseurs fatigués chez eux et nous nous mîmes en route pour l'habitation de mon père⁷⁶. »

Les témoignages lors du procès confirmèrent les dires d'Ernest Lafages. Sa maîtresse Roxane qui appartenait à Abraham (Victorin) Lesueur et dans la case de laquelle on arrêta l'esclave Jean-Pierre déclara : « C'est dans ma case qu'on a arrêté Jean-Pierre. C'était mon homme, il était très fort et bien portant. » Celui-ci était en marronnage, depuis dix-huit ans selon son propriétaire, Amé-Noël, entrecoupés de quelques rares périodes de retour sur l'habitation après capture. Cette fois-ci, il déclara à celui qui l'avait capturé, qu'il fuyait « la colère de son maître, parce qu'on lui avait fait dire qu'il avait surpris Delphine » la concubine de son maître « en soucougnan, et que ce propos lui était arrivé à ses oreilles... » Il est vrai, que selon le gouverneur, le bruit courait que les parents de Delphine avaient la réputation de connaître les simples et les sortilèges et que cette science lui avait été transmise. Il s'agissait en fait d'une famille de quimboiseurs.

Le lendemain, Ernest Lafages conduisit Jean-Pierre chez son maître à Village, sur l'habitation La Duché⁷⁷. Durant le trajet, il refusa brusquement d'avancer en disant qu'il ne voulait pas aller plus loin. Il tenta de briser la corde qui lui liait les mains et le sieur Lafages ne le maîtrisa qu'avec l'aide de deux esclaves qu'il avait avec lui. Dans la lutte, il le blessa sous l'œil gauche avec une pierre. Se voyant garrotté plus étroitement, il consentit à marcher et ils arrivèrent tous ensemble sur l'habitation d'Amé-Noël. Celui-ci était couché, malade. Le sieur Lafages lui rendit compte de la capture de Jean-Pierre, de sa résistance et des propos qu'il avait tenus sur Delphine. Celle-ci, présente, parut très affectée par ces paroles. Amé-Noël descendit de sa chambre et alla trouver Jean-Pierre qui avait été laissé sur la terrasse. Il l'aborda et lui donna deux coups avec le bâton qui lui servait de canne. Il paraissait en proie à la plus violente colère. Il se baissa, et se tenant accroupi face à face avec cet esclave, il lui dit : « Vous prétendez que vous avez surpris Delphine en soucougnan ! Eh bien, dites-moi comment vous l'avez prise ? » Sa voix était alors tremblante, ses yeux lançaient d'affreux regards à l'esclave, sa figure était tellement altérée que le sieur Lafages l'engagea à se maîtriser et à se rappeler qu'il était malade⁷⁸. Jean-Pierre protestait de son innocence, en assurant que les propos qu'on lui prêtait étaient faux. « A vous

75. Lorsqu'elle témoigna, elle est présentée comme s'appelant Roxane.

76. Le maire de Bouillante était à l'époque Laurent Lafages.

77. L'habitation d'Abraham Lesueur se situait entre Pigeon et Malendure.

78. Il était atteint de rhumatismes.

entendre, lui répliqua Amé-Noël, il semble que je veux vous tuer pour ce que vous avez dit sur Delphine, et cependant lorsque, il y a plusieurs années, vous avez été arrêté, je ne l'ai pas fait ? Vous étiez aux fers, et vous vous êtes sauvé ? Qu'avez-vous fait de mes nabots ?⁷⁹ »

Ces propos retranscrits à partir du témoignage du sieur Lafages, montrent que le reproche principal résidait dans les propos attribués à Jean-Pierre et qui concernaient Delphine. Lors de sa première arrestation, il avait été entravé mais avait réussi à s'enfuir malgré les abots qui lui avaient été mis. Il était en marronnage depuis quinze ans et avait ses habitudes dans la commune. Pourquoi a-t-il été arrêté à ce moment ? Était-il devenu dangereux et d'un mauvais exemple pour tous les autres esclaves dans cette période de transition alors que l'émancipation avait été proclamée dans les îles britanniques proches ?

Après avoir quitté l'esclave entravé, il entra en compagnie du sieur Lafages dans la salle principale de la maison. D'après les propos de ce dernier, il lui demanda ce qu'il lui conseillait de faire de Jean-Pierre. Il l'engagea à demander au gouverneur l'autorisation de le « faire exporter de la colonie », c'est-à-dire, le vendre dans une colonie étrangère où l'esclavage était encore en vigueur, une punition très grave qui coupait l'esclave de toutes ses connaissances, de sa famille et de ses proches pour le plonger dans un monde dont il ne connaissait rien ni personne et dont il ne parlait pas la langue⁸⁰. Amé-Noël se contenta de répondre qu'il allait prendre des mesures pour empêcher l'esclave de s'enfuir encore. Après le départ du Sieur Lafages, il fit appeler son économe, Bertin Bellony⁸¹ et lui dit : « Prenez cet esclave et faites-le conduire à la barre ». Ce dernier appela donc deux esclaves auxquels il ordonna de s'en saisir et de le conduire au « cachot », ce qu'ils firent suivis du maître qui voulait présider à l'exécution de son ordre. La prison était une petite « case étroite, obscure et privée d'air ». Le peu d'élévation du toit, lorsque le soleil atteignait le plus haut, faisait régner une chaleur intolérable. Au milieu, se trouvait un lit de camp, à l'extrémité duquel s'étendaient des jambières destinées aux esclaves condamnés à la barre. Amé-Noël désigna celles dans lesquelles il fallait fixer les pieds de Jean-Pierre. Il fut placé sur le lit, et ses pieds étroitement enserrés dans les jambières. Il ordonna qu'on lui laissât les mains liées derrière le dos, et de passer la corde à un chevron du toit, afin de les tenir relevées. Cette corde étant trop courte, il en fit chercher une autre qu'il fit attacher à la première et passer à un des chevrons de la toiture. C'est le commandeur qui fit ces dispositions du supplice.

Dans cette position, il était impossible à Jean-Pierre de ne faire aucun mouvement. Les jambes tendues et retenues à leur extrémité, le poids du corps faisant force sur les bras, il lui était impossible de se coucher ni de se pencher. L'immobilité était sa seule position. L'esclave Sylvestre dit Banguio fut préposé à sa garde. Delphine lui recommanda de la manière

79. En réalité il s'agit d'abot, anneau de fer mis aux pieds des esclaves marronneurs pour les empêcher de s'enfuir trop rapidement. Par corruption de langage, un abot est devenu un nabot.

80. A part les îles britanniques, toutes les autres (danoises, espagnoles, hollandaises) n'avaient pas encore aboli l'esclavage.

81. Orthographié aussi Bélony.

la plus expresse de veiller sur lui, afin qu'il ne puisse pas changer de position. Elle le menaça même de le faire mettre à sa place s'il parvenait à s'échapper.

On remettait par jour à son gardien qu'une « roquille » (125 cl)⁸² de farine de manioc et un petit morceau de morue de la taille d'un doigt. Dans la position où était le supplicié, son gardien ne pouvait le nourrir qu'en lui présentant la nourriture au bout d'une palette qu'il avait confectionné à cet effet, mais celui-ci refusait d'accepter de se nourrir et fut bientôt la proie d'une fièvre violente. Il demandait à boire mais Banguio avait l'ordre formel de Delphine de ne lui donner à boire qu'une fois par jour.

Amé-Noël et sa concubine venaient régulièrement constater les souffrances qu'éprouvait leur victime. Deux fois, ils vinrent armés chacun d'un bâton et en frappèrent impitoyablement Jean-Pierre à la figure, sur les bras, les jambes, les pieds. Ils accompagnaient ces coups de reproches et de sarcasmes. Jean-Pierre demandait grâce en protestant de son innocence et ses tortionnaires répondaient par de nouveaux coups et de nouveaux reproches. Banguio qui assistait horrifié à ce spectacle le raconta à tout l'atelier.

Les témoignages furent précis et circonstanciés : « Les liens qui avaient été passés autour du poignet du malheureux étreignaient si fortement la chair qu'il en était résulté un gonflement des plus douloureux. Le sang suintait à travers la peau et tombait goutte à goutte sur les planches du lit. Le malheureux gisait dans ses excréments, tant était restreinte la position dans laquelle on l'avait placé... »

Dans ces conditions, il était impossible de résister très longtemps. Le cinquième jour, le lundi matin, Banguio le retrouva raide et la tête penchée sur les genoux ; il avait trépassé. Il alla annoncer la nouvelle à son maître qui la reçut comme s'il s'y attendait et froidement il ordonna à l'esclave d'aller dire à Bellony de faire jeter le cadavre dans la falaise. L'économe fit exécuter cet ordre par trois esclaves ; Louison, Jean-Jacques et Balthazar. Ils emmenèrent le corps qui fut lancé dans le précipice.

Plus tard, en cachette, ils revinrent sur les lieux, creusèrent un trou et donnèrent une sépulture à Jean-Pierre.

C'est dans cette tombe sommaire que le cadavre fut découvert plus tard, sans cercueil, sans linceul et l'autopsie constata tous les sévices dont nous venons de parler. On trouva au poignet gauche la corde disposée en nœud coulant qui avait servi à tenir les mains relevées et « Comme Jean-Pierre était fortement constitué, la corde s'encastrait dans les chairs... ». Les traces de coups portés par les tortionnaires furent facilement relevées, l'estomac trouvé vide. La conclusion du rapport du médecin Cornuel signifiait que Jean-Pierre avait succombé sous l'effet des tortures qu'il avait éprouvées, tortures qui avaient déterminé la fièvre et par suite, la mort⁸³.

82. Une roquille correspond à un huitième de litre soit 125 cl.

83. Les faits ont été reconstitués à la suite des témoignages produits lors du procès. Ils se trouvent dans l'Arrêt de la cour de Cassation du 11 mars 1841, également dans la *Gazette des tribunaux* n° 4423 du 11-12 novembre 1839 et n° 4424 du 13 novembre 1839. ANOM : série géographique, Guadeloupe, carton 121 dossier 830.

b. Les protagonistes

L'affaire sortant du commun, le gouverneur Jubelin décida d'écrire un courrier spécial en direction du ministre pour lui donner des informations confidentielles à son propos.

Il amène un éclairage précieux sur les personnes en cause et sur les circonstances de « ce procès si déplorable pour la cause coloniale... ».

Il traça d'abord un portrait des accusés. « Amé-Noël, âgé de 72 ans vieillard vert encore. » Le rapport inséré dans *La Gazette des Tribunaux* le décrit ainsi : « Amé-Noël est un vieillard de soixante-douze ans, grand, sec et maigre, dont la tête est presque dégarnie de cheveux, il a les lèvres épaisses, les yeux vifs : il porte des boucles-d'oreilles. C'est un homme de couleur, à la peau foncée... Amé-Noël n'a aucune éducation et s'exprime difficilement⁸⁴... » Cette appréciation est-elle réelle ? Si oui, on peut penser que l'âge et la maladie y sont pour quelque chose car il semble avoir eu une vie sociale très riche. On peut aussi, imaginer qu'il s'agissait de le dévaloriser.

Le gouverneur poursuivait : Il jouit d'une belle fortune estimée de cinq à six mille francs. Elle consistait en une habitation-caféière dite La Duché située à Bouillante et d'un revenu annuel de 40 à 60 milliers de café. Elle est exploitée par l'un des plus beaux ateliers de la colonie comprenant 150 esclaves environ, la plupart créoles⁸⁵. Il possédait également l'habitation-sucrerie Bologne qui produisait 150 à 200 barriques de sucre.

N'ayant pas eu d'enfant, ni avec sa première femme, ni avec sa concubine, sa succession était convoitée. Il était mal vu par les libres de couleur, sans doute par un sentiment de jalousie mais aussi parce qu'il refusa toujours de contribuer à hauteur de sa fortune aux souscriptions et collectes faites autrefois dans l'intérêt de la cause commune. Il était sans doute près de ses sous et pour tout dire, un peu avare, ce qui devait dénoter dans la société coloniale où l'apparence et la prodigalité primaient plus que l'économie et la modestie. Un autre grief étant qu'il « avait des relations exclusives qu'avec la classe blanche et les services pécuniaires étaient rendus de préférence aux personnes qui appartiennent à cette classe... » En réalité, il faisait des affaires avec ceux qui en avaient les moyens et qui possédaient les biens matériels, propriétés et bâtiments qui pouvaient servir de caution.

D'autre part, selon le gouverneur, il n'avait eu qu'une éducation primaire mais c'était un homme de (bon) sens.

Delphine, 48 ans, mulâtresse de couleur sombre était la concubine d'Amé-Noël (24 ans de différence) *La Gazette des tribunaux* la décrit ainsi : « Elle est grande et a l'air assez doux... Elle s'exprime aussi avec beaucoup de peine⁸⁶... ». De parents esclaves et donc première génération d'affranchie. Sa famille avait une détestable réputation et passait pour très habile dans la connaissance des simples et dans la composition des philtres et des poisons. C'était donc une famille de « quimboiseurs ». Cette réputation s'était transmise à Delphine qui était la concubine

84. ANOM : C. 121 d. 830, *Gazette des Tribunaux* n° 4422.

85. Les esclaves créoles sont nés dans la colonie. Ils s'opposent aux « nègres de Guinée » nés en Afrique.

86. *Gazette des Tribunaux*.

d'Amé-Noël depuis 24 ans et du vivant même de sa femme morte en 1834. La rumeur publique la soupçonnait de n'avoir pas été étrangère à cette mort. Rien ne justifiait ce soupçon, disait-il, mais je le relève comme un fait. Delphine était sans aucune espèce d'éducation. On lui attribuait une grande influence sur l'esprit d'Amé-Noël et la crédulité publique l'expliquait par l'emploi de sortilèges et de philtres. Depuis la mort de sa femme, Amé-Noël a voulu disait-on, l'épouser mais par une singulière bizarrerie, elle avait toujours répondu à cette offre par des refus. Elle possédait dans le quartier de Bouillante, une habitation-caféière peu considérable acquise à l'aide des bienfaits d'Amé-Noël.

Bertin Bellony, âgé de 46 ans, libre de naissance, économe de l'habitation La Duché, est décrit par la *Gazette des tribunaux* comme « un mulâtre de petite taille, trapu et fort laid, surtout de profil. Il paraît avoir quarante ans. Il parle avec hardiesse et volubilité. » Avant d'être à gages d'Amé-Noël, il avait fait plusieurs entreprises de travaux publics qui n'avaient pas réussi. C'était un homme simple, d'un caractère doux et complètement illettré⁸⁷.

Sylvestre dit Banguio était l'esclave de confiance d'Amé-Noël et de sa compagne. Agé de 25 ans, il était Africain, ne parlait pas français et fort peu créole, c'était donc un esclave de traite introduit clandestinement en Guadeloupe et donc isolé dans l'atelier, ce qui explique la confiance que ses maîtres lui faisaient.

Il avait une place particulière dans l'habitation La Duché. Il était chargé de l'hôpital et soignait son maître. Il est possible qu'il ait repris le rôle qu'il avait en Afrique au moment de sa capture et de sa mise en esclavage. Dans son témoignage il a défini son rôle : « Je suis domestique dans la maison de mon maître. Je saigne et je pose les ventouses. » Les débats montrèrent qu'à plusieurs reprises il ne respecta pas les ordres et montra de la compassion pour son prisonnier. Révolté par l'attitude des accusés, il fit preuve de courage en maintenant ses déclarations et en tenant tête publiquement aux accusés. Il confirma tous les sévices envers Jean-Pierre et lors de sa détention, il fit tout son possible pour nourrir le condamné en confectionnant une petite palette pour lui donner sa pitance dans la position où il était. Cela étant difficile, il le détacha dit-il « de ma propre autorité, mais il avait le frisson de la fièvre et il s'affaissa sur le côté, M. Bellony étant venu, me demanda pourquoi j'avais détaché la corde, il me dit de la raidir et j'obéis ... » Plus tard, « je volais de l'eau et je me cachais pour lui donner... »

Alors que le président lui disait qu'Amé-Noël avait prétendu qu'il lui avait donné plusieurs fois l'ordre de détacher Jean-Pierre, il se retourna vers son maître et s'écria en créole : « Pardon maître, vous pas dit moi détacher corde là ! »

Jean-Pierre, selon le gouverneur « était un homme féroce et redouté. Souvent il avait dit que le premier blanc qui l'arrêterait dans son maronnage ne mourrait que de sa main. Il était doué d'une force tellement prodigieuse qu'on le désignait sous le nom de vingt-cinq ce qui signifie que la rumeur publique propageait l'idée qu'il pouvait lutter seul contre vingt-cinq hommes. Cela rendait ses menaces d'autant plus à craindre.

87. ANOM : Série géographique (SG), Guadeloupe, carton 121, dossier 830.

Lorsqu'il fut arrêté plusieurs habitants de Bouillante invitèrent Amé-Noël à exercer sur lui la coaction (sic) (coercition) la plus rigoureuse car ayant contribué à son arrestation, ils avaient à redouter ou le meurtre ou l'incendie. Ils devaient, en cas d'évènement, le rendre responsable de tout ce qui pouvait arriver⁸⁸. On voit ici la pression sociale qui était exercée sur Amé-Noël qui sans l'excuser explique sans doute en partie son attitude. On perçoit également la crainte que pouvait susciter un marron virulent, force de la nature qui avait conservé sa liberté par la crainte qu'il distillait envers ceux qui auraient pu le capturer ou le dénoncer pour sa capture. Ainsi, il semble que celle-ci se soit réalisée par hasard car les miliciens ne savaient pas au début qui était celui qu'ils avaient trouvé dans la case de l'esclave Roxane. Ils furent bien embarrassés quand il fut reconnu et à ce moment il craignirent sa vengeance s'il réussissait à s'échapper de nouveau, ce qu'il n'aurait pas manqué de faire s'il avait été remis au travail avec l'atelier d'Amé-Noël.

c. Le procès

1) Son déroulement

Les faits auraient pu être passés sous silence, car la nouvelle de la disparition d'un esclave, marron de surcroît, craint par tous les propriétaires du quartier de Bouillante où il avait ses habitudes, pouvait ne pas arriver jusqu'aux autorités de Basse-Terre. Bouillante était un quartier isolé d'où on ne partait et n'accédait qu'en bateau ou par une mauvaise route ou plutôt une piste cavalière qui longeait la côte.

Cependant, Michel, libre de couleur, frère de Jean-Pierre eut connaissance de la situation périlleuse dans laquelle se trouvait celui-ci : « la clameur publique m'ayant appris que mon frère endurait des tortures sur l'habitation de M. Amé-Noël, je suis allé informer le procureur du roi. Quelques jours après, ayant appris qu'il avait succombé, je suis retourné l'apprendre au procureur du roi. » La nouvelle s'étant répandue, le procureur du roi se sentit obligé d'agir. Une enquête fut diligentée et comme nous l'avons vu, sur les indications des esclaves, le corps de Jean-Pierre fut exhumé et autopsié par le docteur Cornuel qui confirma la mort à la suite des tortures qu'il avait subies. La chambre des mises en accusation « par arrêt du 22 juillet 1839, déclara qu'il y avait lieu d'accuser Amé-Noël, Delphine et Bellony Bertin d'avoir, le premier comme auteur, les deux autres comme complices, donnés, avec préméditation, la mort à Jean-Pierre, esclave, en commettant sur sa personne des actes de barbarie, crime prévu et réprimé par l'art. 44 de l'édit de mars 1685, 59 et 60 du même code ; Amé-Noël, en outre, d'avoir omis de faire, dans les délais de la loi, à l'officier de l'état civil de son quartier, la déclaration du décès dudit Jean-Pierre, son esclave, délit prévu et puni par l'art. 3 de l'ordonnance royale du 4 août 1838... »

L'acte d'accusation fut dressé le 7 août 1839 par le procureur général près de la cour royale de la Guadeloupe, M. Bernard qui fit une erreur en citant les articles de l'édit de mars 1685. Il ne pouvait pas s'appuyer

88. ANOM : Série géographique (SG), Guadeloupe, carton 121, dossier 830. Gouverneur Jubelin au ministre, le 14 septembre 1839.

sur les articles 44, 59 et 60 mais sur les articles 42 et 43 libellés ainsi : Article 42 « Pourront pareillement les maîtres, lorsqu'ils croiront que leurs esclaves l'auront mérité, les faire enchaîner et les faire battre de verges ou de cordes, leur défendant de leur donner la torture, ni de leur faire aucune mutilation de membre, à peine de confiscation des esclaves et d'être procédé contre les maîtres, extraordinairement.. »

Et article 43 : « Enjoignons à nos officiers de poursuivre criminellement les maîtres ou les commandants qui auront tué un esclave sous leur puissance ou sous leur direction et de punir le maître selon l'atrocité des circonstances et en cas qu'il y ait lieu de l'absolution, permettrons à nos officiers de renvoyer tant les maîtres que commandants absous, sans qu'ils aient besoin de nos grâces. »

Quoiqu'il en soit et en conséquence, les trois accusés furent arrêtés et envoyés devant la cour d'Assises de Basse-Terre.

Le procès se tint sous la présidence de M. Tolosé de Jabin, du 21 au 25 août. Au moment du tirage au sort des assesseurs (jurés) les accusés furent amenés par les gendarmes ; Amé-Noël assisté de M^e Lignièrès, Delphine de M^e Dain et Bellony Bertin de M^e Payen.

Les conseillers, c'est à dire les représentants de l'Etat étaient MM. Monestier et Le Royer Dubisson. Les assesseurs ou jurés tirés au sort furent MM. Toussaint Lacaze, Joseph Cléret (Claret), Charles Dain et Auguste Chaulet. M. Gustave Bouscaren fut désigné par le sort comme assesseur supplémentaire.

Le président qui connaissait bien la société basse-terrienne, voulut s'opposer d'abord à la désignation de Charles Dain car c'était le père du défenseur choisi par Delphine, mais la loi n'avait rien prévu dans ce cas.

Un autre litige apparut. Joseph Cléret, « homme de couleur, avait épousé la sœur de la femme d'Amé-Noël ». En réalité, Joseph Cléret ou Claret avait épousé la belle-sœur de l'accusé, mais il s'agissait de la seconde épouse de son frère Mathurin décédé. Il s'agissait donc de la mère de François-Joseph Amé-Noël, gestionnaire des biens de son oncle et son légataire universel. Il était évidemment partie prenante dans les intérêts de l'accusé principal⁸⁹. D'autre part, sa signature indique son appartenance à une loge maçonnique comme celle de l'accusé principal.

De plus, mais le président ne le releva pas, Auguste Chaulet était le voisin d'Amé-Noël, en affaire avec lui et l'un de ses amis. Il servit de témoin lors de la rédaction de son testament le 22 octobre 1842⁹⁰. Les autres étaient des habitants de la région qui possédaient des esclaves et

89. « Et quand au surplus de mes biens meubles et immeubles... je le donne et lègue à François-Joseph Amé-Noël, mon neveu, fils du second mariage de mon frère Mathurin Noël avec la dame Jacqueline Albert, aujourd'hui épouse du sieur Joseph Claret... » ADG : 2E 3/139, M^e Mollenthiel, 22/10/1842. Testament de Jean-Antoine Amé-Noël. Etat-civil de Vieux-Habitants : 13/04/1828, mariage entre Joseph Séraphin Claret, 43 ans, homme de couleur libre de naissance, né à Pointe-Noire, fils légitime de Joseph Claret et Agnès Corbelle et Françoise, Jacqueline Albert, 42 ans, femme de couleur libre, propriétaire domiciliée en ce quartier, fille de Joseph Albert et d'Elisabeth, Melchior Le Rubi, décédés, veuve en première noces de Mathurin Noël, homme de couleur libre, propriétaire au susdit quartier. GHC, p. 4913.

90. ADG : 2E 3/139, M^e Mollenthiel le 22/10/1842 ; Antoine Auguste Chaulet, négociant à Basse-Terre.

qui avaient tout intérêt à soutenir les prérogatives exorbitantes réclamées par les habitants propriétaires.

Le 21 août, à 10 heures du matin, la cour d'Assises se réunit. Les accusés furent amenés libres accompagnés des gendarmes pour empêcher leur évasion.

Après la présentation des accusés, Amé-Noël fut interrogé sur les faits qui lui étaient reprochés puis sur la demande du Ministère public, le président ordonna la lecture par le greffier du procès verbal faisant le descriptif du lieu où le nègre Jean-Pierre était mort. Puis le docteur Cornuel, après avoir prêté serment donna lecture du rapport qu'il avait fait lors de son transport sur les lieux où Jean-Pierre avait été enterré.

Ensuite vinrent les témoins principaux, témoins à charge : Ernest Lafages qui prêta serment et déposa, puis Sylvestre dit Banguio. Comme il s'agissait d'un esclave appartenant à l'accusé, il ne prêta pas serment et ne pouvait être entendu qu'après que son maître eut donné son consentement. Comme il ne parlait pas français, M. Daver fut requis comme interprète. Puis Elie et Astrée, qui avaient joué un rôle dans l'affaire, furent entendus.

Le lendemain, la séance commença avec le témoignage de Jean-Jacques. Tous ces esclaves appartenaient à Amé-Noël, ils n'osèrent pas répéter en public ce qu'ils avaient déclaré aux gendarmes lors de l'enquête. Le gendarme Fourrel qui avait pris leurs dépositions, fut appelé à la barre pour confirmer les premiers témoignages. Seuls Banguio et Elie firent preuve d'un courage hors du commun ou peut-être de (fausse ?) naïveté en restant fermes dans leurs propos.

Ensuite, comparut Michel, cultivateur libre, frère de Jean-Pierre, puis d'autres esclaves appartenant à Amé-Noël ; Louison, Marie-Louise. Banguio fut rappelé aux débats pour des renseignements, puis Narcisse, Vévé et Jean-François.

Tous ces témoins avaient été convoqués par le tribunal.

Puis vinrent ceux qui avaient été cités à la requête des accusés ; M. Batel, propriétaire à Vieux-Habitants et des esclaves considérés sans doute comme sûrs par les accusés, Romain, esclave du sieur Lesueur, Reinette, Mélanie, Balthazar, esclaves d'Amé-Noël, Dominique, celui qui avait conduit Jean-Pierre jusqu'à la Duché, esclave du Sieur Ancelin et Hyppolite, esclave de la dame Douënel.

L'audience fut levée à cinq heures et reprit le lendemain 23 août par l'audition des témoins à décharge : Petit-Moustier, propriétaire libre (de couleur) à Basse-Terre, Anténor Dagomel, Jacques Olympe Marsolle, Paris-Desjordon, propriétaires à Bouillante et Beauvallon, propriétaire à Basse-Terre et voisin immédiat d'Amé-Noël.

A ce moment, Banguio fut rappelé aux débats pour des éclaircissements. Les audiences se poursuivirent avec MM. Auguste Geoffroy, chirurgien, Lafond, employé au trésor, Beaugard, pharmacien, tous de Basse-Terre, Maréchaux, propriétaire à Pointe-Noire et Anasthase, esclave du Sieur Dagomel de Bouillante. A nouveau, Banguio fut rappelé aux débats pour des éclaircissements, puis l'on entendit M. Pannetras, prêtre, curé de Bouillante⁹¹, Tiburce et Euphrosine, esclaves des sieurs Dagomel, Dagomel Davidon et Azor propriétaires à Bouillante.

91. En 1839 il y eut 3 curés à Bouillante, MM. Aigenel, Magre et Pannetras.

A ce moment, Auguste Chaulet, émit la nécessité de se retirer et il fut remplacé par Gustave Bouscaren qui avait assisté aux débats en tant qu'assesseur suppléant.

Les débats se poursuivirent avec la comparution de la dame Dorville Dagomel, la veuve Monchy propriétaires à Bouillante, la demoiselle Izabeau, calandreuse (repasseuse), la veuve Auguste, Sophie Maurice, sans profession et la veuve Saint-Rémy, pâtissière à Basse-Terre.

A quatre heures et demie l'audience fut levée.

Le lendemain matin, le ministère public fit comparaître le Docteur Cornuel pour compléments d'informations, puis le président fit comparaître le témoin Geoffroy, chirurgien.

Le procès vit donc défiler à la barre, des représentants de la société basse-terrienne et plus largement de la Côte-sous-le-vent et toutes les catégories sociales y compris les esclaves, y furent représentées.

Le procureur général soutint l'accusation puis la parole fut à la défense, M^e Lignières, M^e Dain et M^e Payen. L'audience fut levée à 4 heures quarante-cinq.

Le lendemain 25, l'audience commença avec la réponse du ministère public, puis les réponses des avocats.

2) *Les arguments de la défense.*

Il va de soi que les témoins à charge confirmèrent tous les faits relevés par l'enquête, même si la plupart des esclaves appartenant à l'accusé, sans se rétracter, n'étaient plus aussi précis dans leurs souvenirs et souvent évasifs, à la réserve, nous l'avons vu, de Banguio et d'Elie. On comprend leurs motivations car ils avaient sans doute compris que leur maître serait relaxé et qu'ils paieraient au prix fort les témoignages qui l'accusaient.

Aussi, la défense et le principal accusé ne contesteront pas les faits. Amé-Noël ne nia pas les supplices auxquels avait été soumis Jean-Pierre, sous la restriction cependant que son intention n'était pas de faire mourir son esclave. Delphine, quant à elle, nia toute participation aux supplices mais les dépositions de Banguio, de Mélanie, de Marie-Louise, de Narcisse et les réticences d'Astrée, son esclave de confiance, l'accusaient sans détour. Bellony s'était contenté, dit-il, d'obéir aux ordres d'Amé-Noël et de Delphine mais c'était bien lui qui les avait fait exécuter. Il n'avait jamais ignoré les tortures auxquelles était soumis Jean-Pierre.

Les témoins convoqués à la requête des accusés, les défendirent. On entendit le médecin d'Amé-Noël, son pharmacien, et plusieurs habitants propriétaires. « Ils s'accordèrent à rendre compte le plus favorable de la moralité et de la douceur des accusés. Amé-Noël, disent-ils, passe pour gâter ses nègres par sa trop grande bonté. Delphine danse avec les esclaves et elle est si bonne qu'on dit qu'elle en est bête. Amé-Noël est très bon et on entend rarement le fouet chez lui.

Un curé, sur l'interpellation de M. le Président déclare que parmi la canaille, le bruit court que M^{lle} Delphine est en effet soucougnan, mais parmi les honnêtes gens, cette concubine d'Amé-Noël jouit de la meilleure réputation... »

Lors de sa plaidoirie, la défense a prétendu, *en point de droit*, qu'Amé-Noël, avait eu *le droit d'agir comme il a agi*; que tel était *le droit des maîtres sur leur esclaves*. « Le Code pénal, disait l'avocat d'Amé-Noël n'a

pas défini le mot *torture* ... La torture n'est donc pas un délit, un crime répressible. La loi, poursuit ce même avocat, la loi a enlevé au ministère public toute action pour tortures exercées par un maître sur ses esclaves ; autrement, ce serait autoriser le ministère public à se transporter, quand bon lui semblerait, sur les habitations pour juger de la discipline des ateliers... »

L'avocat de Delphine alla encore plus loin : « Le maître, disait-il, a le droit *d'éreinter son esclave* sous le poids des chaînes, de lourdes chaînes, sans cesser pour cela d'être dans la légalité. »

Ces affirmations furent, naturellement, contestées par le ministère public. « Il l'a fait avec élévation, avec énergie, malgré des interruptions, des invectives, réprimées quelquefois par l'intervention du président des assises ; enfin, les débats ont été marqués par des incidents pénibles, et par un rappel à l'ordre prononcé par le président contre des propositions qui révoltaient la justice et l'humanité⁹².... »

D'autre part, les avocats protestèrent du fait que la question de la culpabilité avait été posée par les membres de cour conformément à l'article 77 de l'ordonnance du 24 septembre 1828, appelée nouvelle législation⁹³. Ils demandèrent et obtinrent l'application de l'ancienne législation, soit les articles 44, 59 et 60 de l'édit de mars 1685⁹⁴.

Comme nous l'avons signalé plus haut, il semble y avoir, ici une erreur dans l'ordre des articles, car ceux qui sont cités ne correspondent pas à l'affaire traitée. Il s'agit plutôt de l'article 42 : « Pourront pareillement les maîtres, lorsqu'ils croiront que leurs esclaves l'auront mérité, les faire enchaîner et les faire battre de verges ou de cordes, leur défendant de leur donner la torture, ni de leur faire aucune mutilation de membre, à peine de confiscation des esclaves et d'être procédé contre les maîtres extraordinairement. » Suivi de l'article 43 : « Enjoignons à nos officiers de poursuivre criminellement les maîtres et les commandants qui auront tué un esclave sous leur puissance ou sous leur direction, et de punir le maître selon l'atrocité des circonstances, et en cas qu'il y ait lieu de l'absolution, permettront à nos officiers de renvoyer tant les maîtres que les commandants absous, sans qu'ils aient besoin de nos grâces. »

Cependant, aux différentes questions posées à la cour lors de sa délibération concernant les contraventions constatées, la cour répondit non « à la majorité voulue par la loi » et notamment à la cinquième question libellée ainsi :

« L'accusé est coupable d'avoir infligé à son esclave Jean-Pierre un châtiment autre que celui seulement permis par les lettres patentes, édits et déclarations du roi promulgués dans la colonie en lui portant des coups de bâton et en le faisant tenir pendant cinq jours consécutifs

92. ANOM : Série géographique (SG), Guadeloupe, carton 121, dossier 830. Arrêt de la cour de cassation, le 11 mars 1841.

93. ADG : Bulletin des lois, année 1828, p. 809 : Ordonnance du Roi concernant l'organisation de l'administration judiciaire et de l'administration de la justice à l'île de la Martinique et à l'île de la Guadeloupe et ses dépendances. Art. 77 : Les membres de la Cour royale et les assesseurs prononceront en commun : Sur la position des questions, sur toutes les questions posées et sur l'application de la peine. »

94. L'édit de mars 1685 est le texte le plus important et il est qualifié de Code Noir. Le Code Noir est aussi l'ensemble des lois et règlements qui concernent les esclaves et qui a été rassemblé dans un seul et même ouvrage.

attaché par les pieds à la barre dite de justice les mains liées derrière le dos et relevées avec une corde se rattachant à l'un des chevrons de la toiture de la case où ledit Jean-Pierre était enfermé ? »

Et la sixième question : « Ce châtiment a-t-il occasionné la mort du nommé Jean-Pierre arrivée pendant sa durée ? »

Aussi, l'arrêt rendu immédiatement, les acquitta des accusations principales et ne retint contre Amé-Noël qu'une contravention à l'article 2 § 3 de l'ordonnance royale du 4 août 1838 qui lui faisait obligation de déclarer le décès de son esclave à l'officier d'état civil du quartier dans les vingt-quatre heures, soit une amende de 300 francs plus les frais.

3) *Les commentaires*

Victor Schœlcher s'en fit l'écho dans son ouvrage : *Des colonies françaises : abolition immédiate de l'esclavage*⁹⁵. Il notait : « M. Amé-Noël est aussi un homme de mœurs remarquablement douces. Il n'a pas même de cachots sur ses deux habitations, et cependant il n'est que trop certain, malgré le scandale de son acquittement, il a fait périr un esclave dans les tortures. » Plus loin, liant Amé-Noël à d'autres propriétaires ayant été jugés pour des faits similaires, il ajoutait : « A considérer l'excellente renommée... des Amé-Noël, ... à considérer que ce sont des maîtres distingués par leur bienveillance, à considérer qu'ils n'avaient pas cru mal faire, comment ne pas arriver à cette conviction : qu'il faut à un maître plus de modération, plus de vertu que la nature n'en a départi à l'homme pour ne point abuser de ses droits... »

Il rappelait les faits : l'esclave Jean-Pierre aurait dit avoir surpris Delphine, la concubine de son maître, en « soucougnan »⁹⁶ et à la suite de la découverte de son corps qui avait été jeté dans une falaise, portant encore aux bras les cordes qui les étreignaient⁹⁷, son maître, Amé-Noël, fut accusé d'assassinat avec tortures. Un arrêt de mise en accusation fut lancé contre lui et ses complices présumés le 2 juillet 1839, soit Delphine, 48 ans, de condition libre, sa future deuxième épouse et Bélonny Bertin, l'économe. Arrêtés immédiatement, ils ont été mis en détention à la prison de Basse-Terre⁹⁸.

La défense des accusés était assurée par trois avocats de renom : M^e Lignières⁹⁹, Dain et Payen.

Pour justifier le crime, M^e Lignières utilisa des arguments que tous les membres du tribunal, eux-mêmes habitants, pouvaient comprendre sans peut-être les approuver. « Le code, dans ses punitions pour telle faute ou tel crime, a des bornes fixées d'avance et infranchissables, le maître, pour

95. Victor Schœlcher : *Des colonies françaises : Abolition immédiate de l'esclavage*, Reproduction de l'édition de 1842. Société d'histoire de la Guadeloupe et de la Martinique, 1976.

96. Dans la croyance populaire le soucougnan serait un individu lié aux forces maléfiques qui a le pouvoir de se dépouiller de sa peau (la nuit) pour prendre une autre forme, celle d'une boule de feu notamment, pour se livrer au mal.

97. Victor Schœlcher : *Des colonies françaises...* p. 54 note 1.

98. En plus des magistrats et assesseurs que nous avons notés plus haut, il donne le nom du commis greffier : Armand.

99. Victor Schœlcher reconnaît que la plaidoirie de « M. Lignières, créole, habitant... était « belle ». Parlant des cachots « que M. Lignières, créole, habitant, appela dans sa belle plaidoirie pour Amé-Noël, « des tombes à l'usage des vivants. » Op. cit, p. 39.

les fautes de ses esclaves, n'en connaît d'autres que son bon plaisir ! « Il ne relève que de Dieu et de sa conscience¹⁰⁰... »

Après délibération, la majorité de ses membres, « déclare les dits Amé-Noël, Delphine et Bélonie Bertin, acquittés de l'accusation portée contre eux quant aux faits principaux... » C'est-à-dire l'assassinat de l'esclave Jean-Pierre et ne retient que le fait que le maître n'ait pas déclaré le décès de son esclave dans les temps prescrits par l'ordonnance royale du quatre août 1833¹⁰¹.

Ainsi seul Amé-Noël fut condamné à payer une amende de 300 francs et aux frais auxquels la contravention dont il a été reconnu coupable a pu donner lieu¹⁰².

Que dire de ce jugement alors que tout le monde savait qu'il avait effectivement fait mourir son esclave par mauvais traitement et même tortures ? Cette condamnation est vraiment symbolique. Il était difficile de l'acquitter complètement, aussi, trouva-t-on cette infraction alors que comme le déplorait Victor Schœlcher à la même époque, les esclaves étaient souvent enterrés sans intervention des autorités laïques et religieuses et sans que personne n'y trouve à redire¹⁰³.

La revue *L'Abolitionniste français*, commentait ainsi les procès et les sentences iniques : « Nous disons que les esclaves restant soumis à la discipline de leurs maîtres, dans ces cas qui, suivant le défenseur, impliquent solidarité entre les propriétaires de la colonie, ne sont pas des témoins indépendants, et qu'on peut trop facilement commander, leur silence ou leur rétractation, pour que la justice aux colonies soit dans les mêmes conditions qu'en Europe.

Nous disons, de plus, que les magistrats ne devraient pas être intéressés dans la propriété des esclaves, et qu'il a été imprudent d'accorder dans la formation de la sentence la majorité aux assesseurs habitants, que quelques-uns de ces assesseurs soient de la classe de couleur, cela ne change pas le vice de l'institution. Il y a des hommes de couleur libres qui, oubliant leur origine autrefois si flétrie par le préjugé de la couleur, sont devenus de très grands partisans de l'esclavage dont ils profitent, et qui se rendent aussi coupables de sévices, comme l'avaient fait Amé-Noël et sa concubine¹⁰⁴... »

Nous remarquons que tous les membres de la cour, étaient issus de familles créoles propriétaires d'habitations et donc d'esclaves, y compris

100. Victor Schœlcher : *Des colonies françaises*... p. 40.

101. Article 2 alinéa 3 : « La déclaration du décès sera faite dans les 24 heures. L'inhumation ne pourra avoir lieu qu'après l'expiration du même délai et après autorisation du fonctionnaire qui aura reçu la déclaration. Toutefois, ces délais pourront être prolongés par des arrêts locaux, motivés sur la difficulté des communications. »

Les infractions aux dispositions du présent paragraphe seront punies des peines déterminées par l'article trois cent cinquante huit du code pénal... »

102. ADG : 1Mi576 (R2) : Arrêt de la cour d'assises de la Basse-Terre, le 25 août 1839 et ANOM Gr 1382.

103. « Presque toutes les habitations ont un cimetière à elles, du moins un champ appelé cimetière. Le noir qui meurt, est porté là par quelques camarades, sans prêtres, sans prières consacrées, sans aspersion, sans croix, sans avoir été introduit dans l'église comme l'exige le rit catholique ; enfin, sans aucune cérémonie que commande la religion professée. » Victor Schœlcher : *Des colonies françaises*... op. cit. p. 54.

104. ADG : 2Mi85, *L'abolitionniste français*, Bulletin mensuel de la Société instituée en 1834 pour l'abolition de l'esclavage. Tome premier, Paris, 1844. p. 40.

les avocats. Etant dans une période de transition, alors que les débats sur l'abolition battaient leur plein et que les esclaves, notamment ceux qui vivaient près des villes et encore plus près du chef-lieu étaient au courant de l'évolution statutaire dans les îles anglaises. Ils étaient donc impatients de jouir à leur tour de la liberté, tout en mettant de plus en plus de mauvaise volonté à obéir. Les habitants, dans leur majorité, se trouvaient en bute à cette indiscipline et à ce refus d'obéissance, aussi, le procès d'Amé-Noël comme ceux de MM. Mahaudière, Brafine étaient l'occasion de rappeler la toute puissance du maître et la subordination obligatoire de l'esclave. Par ces sentences, les tribunaux comptaient enlever tout espoir aux esclaves récalcitrants. Il s'agissait d'une sentence inique, ressentie comme telle par les abolitionnistes et à demi-mot par le gouverneur comme nous le verrons un peu plus loin. Une justice de classe¹⁰⁵ quand nous comparons cette sentence avec celles qui ont été prises le lendemain et les jours suivants par le même tribunal à l'égard d'esclaves.

Lors de ce procès, plusieurs esclaves appartenant à Amé-Noël furent appelés à la barre pour témoigner contre leur maître. Deux de ceux-ci, nous l'avons relevé, persistèrent dans leurs déclarations : Sylvestre dit Banguio et Elie. Celui-ci ayant été acquitté, la vie de ces deux esclaves risquait de devenir très difficile, aussi, la cour exprima le vœu que conformément au code d'instruction criminelle¹⁰⁶, M. le gouverneur de la colonie exerçât en faveur des deux esclaves Sylvestre dit Banguio et Elie sus nommés le droit que lui conférait ledit article 322.

L'affaire fut donc portée devant le Conseil privé qui en délibéra le 12 septembre suivant¹⁰⁷.

Le conseil privé entendit donc les conclusions des délibérations du tribunal qui étaient les suivantes :

« Attendu que dans le cours des débats qui se sont ouverts devant la cour d'assises aux audiences des 21, 22, 23, 24 et 25 août derniers ... plusieurs des esclaves appartenant au dit accusé ont été entendus comme témoins à charge contre lui,

Attendu que parmi ces esclaves cités comme témoins, deux d'entre eux, savoir : Les nommés Sylvestre dit Banguio et Elie, sont les seuls qui n'ont point rétracté ou modifié les dispositions qu'ils avaient faites devant le juge d'instruction,

Attendu que si, nonobstant les graves présomptions de culpabilité qui ont fait naître ces dépositions, l'accusé Amé-Noël a été déclaré non coupable à une majorité suffisante pour déterminer son acquittement il n'est pas moins certain, en fait, que la persistance des deux esclaves sus nommés donne lieu de craindre que le souvenir de cette persistance n'influe plus ou moins sur le traitement qu'ils pourraient recevoir ultérieurement de leur maître,

Par ces motifs, la cour après en avoir délibéré conformément à l'article 322 du code d'instruction criminelle précité, exprime le vœu que M^r le gouverneur de la colonie exerce en faveur des deux esclaves

105. Et non de race. Il s'agit bien ici de classe sociale basée sur la possession d'esclaves.

106. Ordonnance royale du 9 février 1827.

107. ADG : 5K23, n° 14, Conseil privé, 12 septembre 1839. Au sujet de la délibération de la cour d'assises

Sylvestre dit Banguio et Elie sus nommés, le droit que lui confère ledit article 322... »

Cette disposition est ainsi conçue :

« Lorsque, dans une affaire criminelle, la cour aura jugé convenable de recevoir la déclaration de l'esclave pour ou contre son maître, elle pourra par une délibération prise en chambre du conseil, exposer au gouverneur la nécessité qu'il y aurait que l'esclave sortit de la possession de son maître. Le gouverneur statuera en conseil privé, constitué conformément aux dispositions de l'article 179 de notre ordonnance du 9 février 1827 sur la délibération de la cour. Il ordonnera la vente de l'esclave qui ne pourra être acheté par les ascendants ou les descendants du maître de cet esclave... »

En conséquence, la pétition d'Amé-Noël est rejetée et le conseil décide à l'unanimité que la vente des deux esclaves se ferait par la voie des enchères publiques¹⁰⁸.

Amé-Noël, quant à lui, devant les attendus de la cour, exprima par lettre au procureur la volonté de vendre ses esclaves et la possibilité de vendre le premier « à l'étranger ou, au moins, dans une commune de l'île éloignée des localités où sont situées ses deux habitations... » car disait-il, « Banguio ayant sur ses habitations... des relations faites, les continuera s'il n'est vendu au loin... ». C'est un point important qui confirme le fait que les esclaves avaient leurs habitudes, leurs relations sentimentales, familiales qui s'étaient construites au cours du temps, d'autant plus importantes s'ils étaient créoles depuis plusieurs générations, ce qui n'était pas le cas de Banguio mais d'Elie. L'esclavage, comme on a trop tendance à l'imaginer, n'empêchait pas la construction d'un environnement familial, amical et d'intérêts quasi « normal » comme semble le suggérer la demande d'Amé-Noël¹⁰⁹.

4) *Autres procès.*

Parallèlement au procès d'Amé-Noël d'autres procès furent jugés par la même cour d'assises contre des esclaves. Nous avons retenu ceux qui étaient en relation avec Amé-Noël afin de montrer l'iniquité des sentences. En outre, ils indiquent, sans doute, une certaine désorganisation au niveau du fonctionnement de l'habitation Bologne et plus généralement le délitement de l'autorité des maîtres sur leurs esclaves dans cette période de transition. Cette transformation est perceptible par l'augmentation des évasions et l'évolution de la législation qui concernait l'esclavage.

Le 26 août, c'est-à-dire le lendemain de l'acquittement d'Amé-Noël et de ses proches, la cour d'Assises de Basse-Terre condamna Benjamin Ticou, âgé de 35 ans, esclave des héritiers Baujean et Marie-Françoise, âgée de 23 ans, esclave d'Amé-Noël à dix ans de chaîne des galériens pour l'un et cinq ans de la même peine pour l'autre, tous deux à une heure d'exposition sur la place publique de Basse-Terre et Ticou, à recevoir en présence de Marie-Françoise 29 coups de fouet pour avoir volé à l'aide d'effraction une somme d'argent appartenant à Amé-Noël.

108. ADG : 5K21, Délibérations du Conseil privé, 12 septembre 1839, n° 14.

109. ADG : 5K21, Conseil Privé, 12 septembre 1839, n° 14.

Le 28 août, la même cour, condamna le nommé Dutrop, 23 ans, esclave d'Amé-Noël, à trois mois de chaîne de galériens, à l'exposition et à 29 coups de fouet pour avoir, avec l'aide d'effraction et d'escalade commis des vols au préjudice de diverses personnes, à savoir la dame veuve Guéneau, la demoiselle Lamiral, la dame veuve Vidal et du Sieur Dacresin.

Ces condamnations furent examinées en Conseil privé afin de voir si les condamnés pouvaient bénéficier de la clémence royale. L'examen des dossiers ne montrant aucune circonstance atténuante, le gouverneur ordonna l'exécution des peines prononcées¹¹⁰.

Ainsi, les esclaves et le maître ont été en prison au même moment et ont été jugés par le même tribunal à quelques jours d'intervalle. Le verdict, est l'acquittement pour le maître et ses comparses qui sont accusés d'assassinat avec tortures et les peines extrêmement sévères pour les esclaves qui ont tout simplement commis des délits sans violence.

La violence restait la règle dans cette société car le 20 février 1840, la cour d'assises de Basse-Terre condamnait le nommé Bernard, esclave à 20 ans de travaux forcés et une heure d'exposition sur la place publique de Basse-Terre pour avoir porté des coups de couteau au condamné Benjamin dit Ticou, lesquels lui avaient occasionné une incapacité de travail personnel de plus de 20 jours¹¹¹.

5) *Les réactions au niveau national*

Selon le gouverneur, malgré le verdict d'acquittement, personne ne fut dupe et disait-il : « Ce qui acheva d'établir la culpabilité des accusés, c'est la courageuse persistance de Banguio et d'Elie qui n'ont cessé de reproduire, malgré la défection des autres témoins, la terrible accusation. » Il poursuivait : « L'arrêt d'acquittement a été stigmatisé par l'opinion publique. » Il doit cependant reconnaître que « quelques applaudissements se sont fait entendre, il est vrai, dans l'enceinte après la lecture de l'arrêt, mais ils étaient rares et ne sont partis que des parents d'Amé-Noël ou de ceux qui se sont signalés comme convoitant la fortune du vieillard. L'indignation des hommes sensés et impartiaux a fait justice de cette manifestation¹¹²... »

Nous avons vu les réactions des abolitionnistes, celles du gouverneur qui se devait d'être modéré, voyons ceux qui étaient partisans du maintien de l'esclavage.

Le journal *Outre-Mer* dans son numéro 64, du 11 au 14 novembre 1839, minimisait le crime. Il ne s'agissait pour lui que de la mort d'un esclave survenue à l'hôpital à la suite de fièvres : « Il a été reconnu par les débats publics, que le nègre Jean-Pierre était mort à l'hôpital, à la suite des fièvres, étant retenu à la barre... » Le commentaire qui suit est favorable à l'accusé principal : « Le sieur Amé-Noël est un mulâtre, un homme de couleur suivant l'expression consacrée dans la langue des colonies. De simple pêcheur, cet homme par son intelligence et son travail, est arrivé à posséder deux habitations dans les environs de Basse-Terre et tant sur ces deux habitations qu'en ville, Amé-Noël possède de

110. ADG : 5K23, Conseil privé, 12 septembre 1839, n° 16.

111. ADG : 5K24, Conseil privé, 6 avril 1840, n° 8.

112. ANOM : Série géographique, Guadeloupe, C. 121 d. 830. Gouverneur de la Guadeloupe au ministre des colonies, 14 septembre 1839.

nombreux esclaves. Il est septuagénaire, infirme, fatigué par l'âge et le labeur. Tout atteste dans les débats que son administration est douce, paternelle. Toutes les présomptions étaient donc en faveur de son innocence et la conscience des juges, comme celle des assesseurs, l'ont déclaré innocent....

Nombre d'habitants propriétaires se pressaient dans la salle d'audience et Amé-Noël, Delphine et Bellony ont été en quelque sorte portés en triomphe ! Bellony, un nègre, Delphine, une négresse, Amé-Noël, un mulâtre portés en triomphe par des habitants propriétaires, c'est absurde... »

Et l'auteur de l'article poursuivait : « Un fait ressort de ce triste procès, et nous ne pouvons le laisser passer parce qu'il confirme trop bien ce que nous avons dit dans un de nos précédent numéro sur la puissance des idées superstitieuses des Africains ou descendants d'Africains ; un frein aussi fort que celui de l'esclavage, disions-nous, peut seul les retenir dans le giron chrétien... » La suite se voulant une démonstration sur le fait que les descendants d'Africains ne pouvaient se détacher des superstitions¹¹³.

Le journal *Le Temps*, après s'être indigné sur un acquittement indigne et sur le système du défenseur de l'accusé principal qui avait soutenu que le maître dans ses rapports avec son esclave ne relevait que de Dieu et de sa conscience, concluait : « Au reste, le hideux procès d'Amé-Noël, où l'on a vu deux hommes de couleur et une négresse affranchie, torturant à l'envi un malheureux esclave, apprendra que les blancs n'ont pas le monopole de l'inhumanité dont on les gratifiait¹¹⁴... »

Ce verdict qui avait fait scandale et dont le retentissement s'était répandu en Europe, obligea les autorités administratives et judiciaires à porter l'affaire en cassation. La cour de cassation saisie par le procureur général Dupin statua le 11 mars 1841 et prit un arrêt qui « casse dans l'intérêt de la loi sur le pourvoi d'office de M. le procureur général Dupin l'arrêt de la cour d'Assises de la Basse-Terre (Guadeloupe) du 25 août 1839 qui acquitte Amé-Noël, Delphine et Belony Bertin de l'accusation de meurtre commis de l'esclave Jean-Pierre... »

L'arrêt fut publié dans *Le Moniteur Universel* et un exemplaire envoyé à la demande du ministre non seulement à la Guadeloupe mais aussi à la Martinique, Cayenne et Bourbon (La Réunion)¹¹⁵.

III — LE SECONDE VIE D'AME-NOËL

A. La gestion de l'usufruit

Rappelons que Jean-Antoine Amé-Noël avait épousé Jeannette Marie sous le régime de la communauté avec donation au dernier vivant. Après sa disparition, il devint naturellement l'usufruitier de la part de sa femme,

113. ANOM : SG Guadeloupe, C. 121 d. 830. *Outre-Mer*, Journal politique, commercial et littéraire fondé pour la défense des intérêts coloniaux, Paris. N° 64, du 11 au 14 novembre 1839.

114. ANOM : SG Guadeloupe, C. 121 d. 830. *Le Temps*, 14 novembre 1839.

115. ANOM : SG Guadeloupe, C. 121 d. 830, *Le Moniteur Universel*, 19 mars 1841.

part qui devait revenir à sa mort, à la sœur de celle-ci, Lucile Marie, veuve de François Félix qui résidait à Village, près de la caféière La Duché qui entraînait dans l'héritage.

C'est dans cette caféière que se produisirent les tortures qui aboutirent à la mort de l'esclave Jean-Pierre. Une partie des esclaves durent témoigner au procès de leur maître, de sa concubine et du commandeur et l'on peut très bien imaginer qu'ensuite, l'ambiance fut pour le moins tendue. A la suite de la relaxe de leur maître et de sa concubine qui se conduisait en maîtresse, les esclaves avaient compris qu'ils ne devaient rien attendre de la justice, aussi, une partie de l'atelier était prête à tenter un marronnage définitif ou grand marronnage¹¹⁶ en direction de territoires dans lesquels l'esclavage n'existait plus.

Dans la nuit du 18 au 19 avril 1840, 14 esclaves de l'habitation, accompagnés d'autres esclaves appartenant à des habitations avoisinantes, s'évadèrent de la colonie dans une pirogue appartenant à la Veuve François Félix. Furieux d'avoir perdu une partie de ses esclaves, par la faute de sa belle-sœur, il lui réclama 9 150 francs, montant de la moitié à laquelle il avait droit dans leur valeur, avec en outre l'intérêt de l'autre moitié dont il n'avait que la jouissance comme usufruitier de la succession de son épouse. Cette demande était fondée sur le fait que la dame François Félix avait laissé sa pirogue non enchaînée, sur la plage, au lieu de la déposer à l'endroit pour ce indiqué par l'autorité municipale. Elle se défendit en faisant savoir que la circulaire adressée par M. le maire de Bouillante aux habitants de la commune pour leur désigner un embarcadère général n'était pas arrivée jusqu'à elle.

Le tribunal par jugement du cinq décembre 1840¹¹⁷, débouta M. Amé-Noël de sa demande et le condamna aux dépens de l'instance.

Celui-ci fit appel mais des amis communs s'interposèrent et obtinrent un arrangement amiable par lequel :

« Article premier : M. Amé-Noël se désiste de l'appel dont il vient d'être question. En conséquence, il consent, et la dame veuve François Félix, également, à ce que les quatorze esclaves qui par leur évasion ont donné naissance à la demande du dit sieur Amé-Noël, lesquels esclaves (ceux-ci sont nommés)¹¹⁸, soient réputés s'être évadés pour leur compte commun, par moitié entr'eux.

De plus, le sieur Amé-Noël renonce à la répétition de toute espèce d'intérêts ou autres indemnités contre la dame François Félix, sur le prix des dits esclaves, soit comme copropriétaire, soit comme usufruitier.

Article deuxième : Finalement le sieur Amé-Noël prend par ces présentes, l'engagement de payer seul sans répétition contre la dame veuve François Félix tous les frais de l'instance par lui introduite contre elle, de la manière ci-devant expliquée, depuis et compris ceux de la citation

116. On distinguait « le petit marronnage » dans l'environnement immédiat de l'habitation et un retour dans un laps de temps plus ou moins long et le « grand marronnage » qui supposait une fuite définitive dans une autre île.

117. Enregistré le 14 décembre 1840.

118. Edouard Georges, nègre, 48 ans, Balthazar, nègre, 42 ans, Michel, nègre, 32 ans, Benjamin, nègre, 28 ans, Baptiste, nègre, 27 ans, Jean-Louis, nègre, 26 ans, Euphrosine, négresse, 26 ans, Cupidon, nègre, 23 ans, Rachel, négresse, 23 ans, Eugénie, négresse, 23 ans, Cyprien, nègre, 22 ans, Agatha, négresse, 19 ans et Fragile, 18 ans avec son enfant de 8 mois.

en conciliation, jusques et y compris ceux devant la cour royale. Lesquels frais comprendront ceux qui peuvent être encore dus à M^e Terrail, avoué de la dame François Félix, sous la déduction toutefois de deux doublons qu'elle lui a déjà comptés et auxquels elle déclare renoncer en faveur du sieur Amé-Noël pour qu'il puisse les opposer à M^e Terrail en compensation de ses honoraires.

Article troisième :

La dame François Félix déclare faire toutes réserves pour que le contenu aux présentes ne puisse, en aucune circonstance être invoqué contr'elle par ceux des habitants de Bouillante dont les nègres se sont évadés dans sa pirogue avec les quatorze esclaves ci-dessus dénommés. Entendant, la dite dame se maintenir dans tous ses droits et moyens pour repousser les demandes de ce genre qui viendraient à être plus tard formulées contr'elle.

Article quatrième.

Au moyen des présentes tous procès nés et à naître entre les parties demeurent éteintes et assoupies¹¹⁹... »

Cette évasion est à mettre en relation avec une histoire qui fut rapportée par un esclave à l'abbé Dugoujon alors qu'il se trouvait à Sainte-Anne : « Un vieillard des quartiers Sous-le-Vent... avait une trentaine d'esclaves ; il les aimait comme un père ses enfants. Sur le point de mourir, il y a quelques années, il appela son neveu qui devait être son héritier, il lui fit promettre de traiter ses esclaves comme il les avait traités lui-même. Le neveu eut bientôt oublié ses promesses et devint aussi dur à leur égard que son oncle avait été bon. Qu'arriva-t-il ? Un beau matin, personne ne répondit à l'appel. On courut aux cases, elles étaient vides ; tout le monde avait fui chez les Anglais : la pirogue du pêcheur avait été enlevée. Les voisins de ce planteur se cotisèrent pour réparer cet échec et en étouffer le bruit. Le fait a été peu connu¹²⁰... »

Il semble donc que le fait divers ait subi quelques transformations en se propageant parmi les esclaves. L'évasion par bateau a bien eu lieu, la transmission de l'oncle au neveu également, mais plus tard. L'intervention des voisins fut effective, mais pour éviter le procès entre le beau-frère et la belle-sœur. Quant à la bonté du vieil homme, nous savons à quoi nous en tenir.

Lorsque Lucile Marie sœur de Jeannette mourut à son tour, ses deux enfants, Nicolas et Saint-Elie Noël Félix devinrent ses héritiers. Propriétaires de caféières, mariés mais chargés d'une nombreuse famille, ils désiraient jouir de la part de leur mère. Aussi, alors qu'il était malade, leur oncle par alliance décida de leur céder la partie des biens qui leur revenait.

Le 8 septembre 1842, il donna procuration à un autre neveu¹²¹, François-Joseph Amé-Noël, le fils de son frère Mathurin, pour toutes ses

119. ADG : 2E3/135 M^e Mollenthien, minute 122, 1^{er} juin 1841. M^e Philippe Auguste Mollenthien : Désistement de poursuites par le sieur Amé-Noël au profit de la dame veuve François Félix...

120. « Lettres sur l'esclavage dans les colonies françaises par M. l'abbé Dugoujon » Lettre 12^{ème}, 3 décembre 1840 à Sainte-Anne. Paris, Pagnerre Editeur, 1845. p. 68.

121. ADG : 2E 3/139, M^e Philippe Auguste Mollenthien, Mn 144, le 8 septembre 1845.

affaires, dont nous parlerons plus loin et pour procéder au partage avec ses « beaux neveux », c'est-à-dire les neveux de sa première épouse.

Jean-Antoine Amé-Noël, décida de leur abandonner l'habitation La Duché avec 49 esclaves mais il désirait avant tout conserver l'habitation sucrière Bologne et une partie de ses biens à Bouillante. Le partage eut lieu dans cette dernière commune devant Maître Philippe Auguste Mollenthiel, en présence du maire Laurent Lafages.

Il conserva la partie David qui était nettement détachée de l'habitation La Duché, parcelle qu'il continuera à faire cultiver en café. Cependant, comme les bâtiments étaient cédés, il se réservait « Pour lui et pour la dame Delphine Rachel, son épouse, en seconde noces, le droit d'habiter, leur vie durant, le pavillon¹²²... » et « le droit de faire sécher sur les terrasses circonscrivant la maison et le boucan... les cafés qui proviennent de l'habitation Bergonz, appartenant à la dite dame Amé-Noël, dans le voisinage de la Duché, quelque extension qu'elle vienne à prendre par la suite... »

Il se réservait également, une partie des esclaves et huit cases à nègres qu'il se proposait de faire démonter et réédifier sur l'habitation Bologne, opération pour laquelle il désirait jouir d'un délai de dix-huit mois au moins.

En ce qui concerne les esclaves qu'il conservait en propriété, il prévoyait, que leurs jardins seraient respectés « jusqu'à ce que les esclaves aient le temps de profiter de toutes les plantations en vivres et légumes qui peuvent s'y trouver : Et il est expressément entendu que les dits sieurs..., loin de presser les nègres dans leurs opérations d'agriculture, leur laisseront, au contraire, toute latitude et facilité pour s'y livrer... »

Il gardait également un droit de préemption sur les terres qu'il livrait et sur les esclaves. Les nouveaux propriétaires, au cas où ils voudraient les vendre, devraient d'abord en aviser leur oncle par écrit, et il aurait la préférence à prix égal¹²³.

A l'occasion de cette mutation, nous pouvons nous rendre compte des difficultés des habitants caféiers, car la valeur des pieds de café qui étaient dénombrés en 1835 et comptés pour 80 centimes sur l'habitation principale et 50 centimes sur David avaient diminué en 1842 car ils étaient atteints par la rouille¹²⁴. Des 125 000 pieds dénombrés à cette époque, il n'en restait que 75 000 estimés à 65 centimes l'un.

Les experts justifiaient leurs appréciations de la façon suivante : « Mais à l'égard des caféiers y plantés, ils ont, à l'unanimité, reconnu que le nombre en avait considérablement diminué par suite de la rouille qui, depuis plusieurs années désolent les caféières, dans toutes les communes

122. « Construit en bois du pays et du nord, couvert en essentes, divisé en deux chambres... »

123. En ce qui concerne les esclaves, est-ce parce qu'il les connaissait bien qu'il désirait pouvoir les acheter en priorité en cas de vente ou avait-il peur de perdre l'occasion d'achat d'une main-d'œuvre qui était devenue plus difficile à acquérir avec l'abolition de la traite depuis 1817 et surtout depuis 1830 ?

124. Les caféiers de la Grande-Terre ont été en grande partie détruits par l'anguillule de la racine et ceux des zones montagneuses ont été atteints par la rouille, qui les a affaiblis mais qui ne les a pas fait disparaître. Voir Gérard Lafleur : *La culture du café en Guadeloupe de son introduction à sa quasi disparition*, in Bulletin de la Société d'histoire de la Guadeloupe, n° 145, sept.-déc. 2006, p. 59-120.

de la colonie sans exception, que de plus, les arbres restant avaient eux-mêmes plus ou moins souffert... »

Nous avons également des informations sur l'organisation de l'exploitation, car avant que le partage ne fut effectué, l'habitation La Duché était administrée par le sieur Joseph Honoré, auquel Amé-Noël, « abandonnait en paiement de ses appointements une partie de la récolte de café » pratique usitée jusqu'à la disparition quasi définitive de la culture du café dans notre région.

A travers ce document, nous percevons la réalité de la fuite des esclaves, soit dans la colonie même, soit par leur départ vers les îles anglaises qui avaient aboli l'esclavage dès 1833. Ainsi, en 1835, déjà, 6 esclaves sont déclarés « marrons, les uns depuis longtemps, les autres, depuis peu ». 5 hommes et une femme, d'âge respectable ; 37 ans pour les plus jeunes et 64 ans pour la femme¹²⁵. En 1842, 26 esclaves de l'habitation de Duché sont morts, et 23 sont « évadés dans les îles anglaises », ce qui met en valeur les relations entre les îles voisines et un quartier aussi isolé que Bouillante, dans lequel les nouvelles circulaient en provenance des territoires voisins. Cependant, Amé-Noël ne désespérait pas les récupérer, car il prévoyait par contrat, qu'il « profitera de ceux des esclaves actuellement marrons dans la colonie ou dans les îles étrangères qui viendraient pas la suite à rentrer... »

Enfin, l'article 9 prévoyait que le corps de feu madame Amé-Noël, inhumé sur l'habitation La Duché, sera exhumé et transporté à Bologne, ce qui a été fait¹²⁶.

Cet inventaire et le partage qui s'en est suivi, nous montre que toute la famille d'Amé-Noël avait investi dans les habitations caféières, ce qui renforçait sa position de notable. La famille de sa belle-sœur qui avait épousé le sieur Félix était propriétaire d'habitations caféières, les deux enfants étaient déjà propriétaires quand Amé-Noël décida de leur céder leur part d'héritage. Son frère Mathurin Noël, possédait également à Duché, une caféière qui était limitrophe de celle qui fut cédée.

B. Second Mariage de Jean-Antoine Amé-Noël.

Delphine Rachelle¹²⁷ la concubine d'Amé-Noël, alors que sa première épouse était encore en vie, fut la cause principale du meurtre de l'esclave Jean-Pierre et lui fut associée à l'acte d'accusation comme complice, lors du procès de 1839. Selon le gouverneur, elle avait toujours refusé de se marier malgré les demandes réitérées de son concubin. On peut aisément imaginer que ces épreuves les aient irrémédiablement liés face à la société. Ils décidèrent de régulariser leur situation, cela signifie, si l'on suit le raisonnement du gouverneur Jubelin, que Delphine accepta finalement de répondre positivement à la demande de son concubin.

125. Pauline, 64 ans, Jean-François, 58 ans, Pierre Pigeon, 55 ans, Colot, 37 ans, Julien, 37 ans et Jean-Pierre, 44 ans.

126. ADG : 2E 3/139, M^e Philippe Auguste Mollenthiel, le 4 octobre 1842, Mn 157, Inventaire d'Amé-Noël. Le corps a été inhumé dans le tombeau que nous pouvons voir sur l'habitation Bologne, rejoint par son mari un peu plus tard.

127. Le nom est orthographié Rachel ou Rachelle.

Le 8 février 1841, en vue du mariage, l'inventaire des ses biens fut effectué sous la responsabilité de M^e Mollenthiel. Delphine Rachel, native de la Rivière des Pères, était habitante propriétaire et demeurait précédemment à Bouillante. Le mariage devait se faire avec contrat de séparation de biens et obligation pour chaque conjoint d'acquitter personnellement les dettes à sa charge.

L'inventaire des biens et leur évaluation s'effectuèrent dans la salle de la maison principale de l'habitation caféière appartenant à la future mariée, située à Village et dite Bergonz. Les biens consistaient en divers meubles et linges se trouvant dans cette habitation et dans ses différents domiciles, à Rivière des Pères et Basse-Terre. Les biens principaux consistaient en une habitation caféière composée de 12 carrés soit 11 hectares 39 ares, deux centiares et trente centièmes de terre plantés d'environ 12 000 pieds de café et 7 carrés (6 ha 64 a 78 ca) irrégulièrement plantés de 6 000 pieds de café. Sur cette habitation se trouvaient une maison, un boucan (case à café) trois cases à nègres couvertes en essentes et deux autres couvertes de paille, un moulin à café, un moulin à manioc et 25 esclaves grands et petits, plus une jument et un âne se trouvant sur l'habitation la Duché appartenant à Amé-Noël.

Elle possédait également, un terrain situé près de la Rivière des Pères à Basse-Terre, sur lequel existait une « mauvaïse case banc »¹²⁸, terrain qu'elle avait acquis le 4 mai 1813, et un immeuble dont elle avait hérité de la demoiselle Rose Henriette dite Rose Laniboire, une maison située au Bas du Bourg de Basse-Terre.

Au passif, elle devait 2 000 francs à Charles Dain, avocat-avoué à la Basse-Terre, pour un billet à ordre qu'elle avait souscrit le 20 janvier 1840, payable en janvier 1842. Il s'agit vraisemblablement des honoraires qui lui étaient dus à la suite de son procès qui aboutit à sa relaxe¹²⁹.

Les deux témoins choisis conjointement par les deux futurs époux étaient Amédée Bodenan¹³⁰, 1^{er} adjoint au maire et Paul Hercule Petit, tous deux membres de la même loge maçonnique que le marié. Les experts chargés d'évaluer les biens étant Anténor Dagomel et Ernest Lafages, le capitaine de milice et fils du maire.

Deux jours plus tard, le contrat de mariage fut signé devant le notaire entre Delphine Rachel, fille naturelle, majeure de feu la demoiselle Rachel et Jean-Antoine Amé-Noël, en vue « du mariage projeté ... et dont la célébration aura lieu incessamment avec les solennités civiles et religieuses... ». Les dettes et les biens étaient rappelés ainsi que le fait que les futurs époux seront séparés de biens conséquemment leurs dettes, charges et hypothèques présentes et à venir¹³¹ et le lendemain, le jeudi 11 février 1841, le mariage fut célébré à Bouillante par le premier adjoint, Amédée Bodenan en présence des témoins Hercule Petit, Auguste Mollenthiel, Jean-Marie Annelat et François-Joseph Amé-Noël¹³².

128. Une « case banc » semble désigner une case posée sur quatre pierres.

129. ADG : 2E3/133, mn 36, M^e Mollenthiel, 8 février 1841. Inventaire des biens appartenant à la D^{elle} Delphine Rachel fait à l'occasion de son futur mariage avec le sieur Amé-Noël. L'acte notarié qui correspond à ce billet à ordre n'a pas été retrouvé.

130. Amédée Bodenan possédait une belle habitation caféière au lieu dit Le Marquis.

131. ADG : 2E 3/133, mn 38, M^e Mollenthiel, 10 février 1841. Contrat de mariage du sieur Jean-Antoine Amé-Noël avec la demoiselle Delphine Rachel.

132. ADG : 5Mi Etat-civil de Bouillante.

C. Transmission des biens de l'oncle au neveu

En 1842, Jean-Antoine Amé-Noël fut atteint d'une ophtalmie (cataracte ? conjonctivite ?) qui l'empêchait de « vaquer à ses affaires ». Il décida donc, selon les termes du notaire, d'en « confier l'administration à une personne probe et entendue... » C'est-à-dire, son neveu, François-Joseph Amé-Noël qui demeurait avec lui sur l'habitation Bologne, depuis plusieurs années. Il lui donna donc, pouvoir pour et en son nom, « gérer et administrer ses biens et affaires, tant activement que passivement, pourvoir à la direction des travaux d'agriculture et d'exploitation tant de cette habitation Bologne que d'une habitation caféière dite La Duché non moins importante, que le constituant possède en la commune de Bouillante, choisir pour l'aider dans la direction de ces travaux, tous économes, fixer les traitements et autres indemnités, leur donner congé,

Faire, sur les lieux ou dans les villes voisines, ou même en France, selon l'occurrence, toutes acquisitions d'esclaves, bestiaux, ustensiles, engrais et autres moyens d'exploitation qu'il jugera nécessaire ; et ce aux prix, charges, clauses et conditions les plus convenables,

Vendre ou échanger ceux des esclaves, bestiaux, ustensiles qui seraient par le mandataire constitué reconnus inutiles, ou susceptibles d'être avantageusement remplacés,

Vendre les revenus des dites habitations sur la place de la Basse-Terre ou les diriger sur les marchés de la Métropole suivant les circonstances, à telles conditions qu'il croira à propos d'établir dans les intérêts du constituant,

Pourvoir aux réparations et à la location s'il y avait lieu, de la maison que possède ce dernier en cette ville, signer tous devis, baux et marchés, donner tous congés,

Surveiller les opérations des seines appartenant au constituant, se faire rendre compte de leurs produits, introduire dans leur manière de fonctionner telles modifications que le mandataire constitué reconnaîtrait nécessaire,

Recevoir les sommes qui proviennent des ventes de denrées, loyers de maisons, produit des seines ci-dessus et généralement tout ce qui se trouvera être dû au constituant à n'importe quel titre,

Débattre, clore et arrêter tous comptes, en fixer les reliquats,

Payer et acquitter toutes celles qu'il se trouvera légitimement devoir, par contrats, billets et autres titres,

De toutes sommes reçues ou payées, fournir ou exiger toutes quittances et décharges, remettre ou demander la remise de tous titres et pièces. Signer tous acquits, mentions et subrogation avec ou sans garantie..... »

La suite prévoyait les éventuels recours et démêlés avec la justice, problèmes bien connus par Amé-Noël à la suite de ses péripéties judiciaires¹³³.

A travers cette procuration, Amé-Noël traçait, en définitive, les activités des dernières années de sa vie active. Il s'occupait de ses habitations, celle de Bouillante, à Duché, qu'il qualifie « de non moins importante » que celle de Bologne en parallèle avec cette dernière, symbole de

133. ADG : 2E 3/139, M^e Philippe Auguste Mollenthiel, Mn 144, le 8 septembre 1845.

sa réussite professionnelle. Ses revenus provenaient non seulement de produits des cultures commerciales (café, sucre et rhum) mais aussi des loyers provenant de ses maisons de Basse-Terre et plus étonnant, nous en parlerons plus loin, du produit des ses seines qu'il mettait au même niveau que les autres revenus.

D. Une fin de vie sereine

En 1844, Marc-Alexandre Fourniols, procureur du roi à Basse-Terre, lors de sa tournée d'inspection prescrite par l'ordonnance du 5 juin 1840, rencontra Jean-Antoine Amé-Noël à l'orée de sa vie. Il en fit une description qui montre un homme serein, retourné à son activité première alors que son neveu, François-Joseph se chargeait de la marche de la sucrerie et des affaires financières. Écoutons le témoignage du chef de la magistrature dans la colonie. Pour lui, Amé-Noël est un homme hors du commun : « Le jour de mon inspection, je me faisais rendre compte d'une de ces pêches du dimanche. J'obtenais ces renseignements d'Amé-Noël, homme de couleur, maître-seigneur considérable par son établissement de pêche, son activité malgré son grand âge, le sage emploi de ses économies, sa fortune bien supérieure à sa condition. Amé-Noël a commencé sa fortune avec ses filets : il est aujourd'hui propriétaire d'une habitation sucrerie qui domine le rivage où sèchent ses filets, et qui compte 134 esclaves. Ce propriétaire d'une sucrerie, cet homme qui commande 134 esclaves, a conservé les habitudes laborieuses et modestes de sa première jeunesse. Le sucrier est toujours maître-seigneur, et l'une de ses principales occupations, dans le salon de son habitation, véritable atelier de pêche est de faire du filet. Amé-Noël est sans enfant : cette fortune considérable sera partagée par ses neveux. Les renseignements que j'ai obtenus, m'ont été donnés par l'un de ses neveux qui est auprès du vieillard et qui dirige cette double exploitation. Amé-Noël eut été peu capable de me les fournir lui-même. Cet homme d'une grande simplicité n'a jamais su et n'a même jamais compris le besoin de savoir lire et écrire.

Le neveu d'Amé-Noël tient des écritures et des notes. C'est de ces notes que j'ai relevé la vente de la pêche du dimanche précédent : elle avait donné 151 francs 50 centimes. Celle des esclaves avait été partagée entr'eux dans des proportions inégales, suivant l'intelligence et les fatigues du travail, 3 francs à ceux-ci, 5 à 7 francs à ceux-là. Cette pêche était belle mais il y (en) a quelquefois de plus heureuses.

Les travaux des esclaves sont loin d'être pénibles. Le matin de bonne heure on pousse les pirogues. Chaque seine compte un grand canot de pêche armé par le maître-seigneur et de 4 à 5 rameurs, et 3 à 4 petites embarcations montées chacune d'un seul rameur. La grève choisie, le canot maître part avec une grande rapidité et déploie avec prestesse les replis d'un long filet : il a bientôt formé un grand arc et, tandis que les rameurs du grand canot jeté sur le rivage et dont le nombre est grossi par quelques autres pêcheurs étrangers, y tient la seine ; les rameurs des petites pirogues frappent la mer de leurs avirons en lançant des pierres le long du filet pour effrayer et contenir le poisson. Cette opération se répète si le premier coup de filet n'est pas satisfaisant. La pêche terminée, on charge de nouveau le grand canot du filet que l'on ramène près de la case principale du maître-seigneur ; on le débarque et l'étend à sécher sur des perches.

Si la pêche a été heureuse, ces travaux peuvent être terminés à huit heures, sinon vers 10 heures, quelques fois même midi. Pendant ce temps, on arme une pirogue dont le nombre de rameurs est proportionné à la richesse de la pêche. Elle va porter le poisson au marché de la ville. De ce moment, le reste de l'atelier est libre, va se reposer ou le plus souvent se livre à une pêche à l'hameçon ou à la nasse pour son propre compte. A trois heures on se réunit près des filets, on les ramaille ou l'on fait du lacet neuf et l'on charge la grande pirogue pour la pêche du lendemain. Le soleil qui se plonge à l'horizon de la plage, où se font ces derniers préparatifs, ramène les travailleurs à leurs cases¹³⁴. »

Témoignage intéressant et rare mais qui pêche par quelques préjugés inhérents à l'époque et aux personnages en présence. Contrairement à ce qu'affirme M. Fourniols, Amé-Noël savait parfaitement lire et écrire. Sa signature que l'on retrouve à toutes les époques de sa vie, montre une fermeté dans le trait qui indique une habitude de l'écriture. Il n'aurait d'ailleurs pas pu faire sa carrière sans la maîtrise de la lecture, de l'écriture et sans savoir compter. En réalité, nous l'avons vu, il ne pouvait pas lui donner des renseignements précis car sa maladie ophtalmique ne lui permettait plus de lire. De plus, son grand âge et le fait qu'il ait laissé la marche de ses affaires à son neveu, faisaient qu'il ne devait pas avoir envie de répondre à des questions précises sur son premier métier qui était devenu son passe-temps favori. Mais ce qui transparaît dans les propos du procureur Fourniols, c'est qu'un libre de couleur à la tête d'une sucrerie et d'un grand nombre d'esclaves pouvait paraître comme une anomalie dans la société esclavagiste, même au moment où elle était en pleine transformation.

Le fin du jour devant la case. — Dessin de Foulquier, d'après Taylor.
(Coll. Archives départementales Guadeloupe)

134. Marc-Alexandre Fourniols : *L'esclavage à Basse-Terre et dans sa région en 1844*. ... Société d'histoire de la Guadeloupe, Basse-Terre, 2000. p. 29-30.

Le procureur Fourniols qui était nécessairement au courant des déboires d'Amé-Noël avec la justice, et qui sont en grande partie à l'origine de l'ordonnance du 5 juin 1840, n'y fait aucune allusion, ni de l'accusation, ni de l'acquiescement, ni même de la cassation. Au contraire, il montre un personnage qui vit en harmonie avec ses esclaves qu'il traite, selon lui, avec équité, bonté et pour lesquels, les travaux qui leurs sont demandés leur laissent une grande liberté. Ce récit bucolique semble avoir inspiré l'artiste qui a imaginé la scène de la gravure ci-jointe.

E. Son décès

Le 31 mai 1845, à 8 heures du matin, Jean-Antoine Amé-Noël s'éteignit sur son habitation de Bologne. Le lendemain, le 1^{er} juin, son neveu, Fréjus Mathurin Noël, âgé de 33 ans, domicilié à Vieux-Habitants, accompagné de Louis Raphaël Guilliod, entrepreneur de Basse-Terre, se présenta à la mairie de l'Extra-Muros (Saint-Claude) pour déclarer le décès de son oncle. Sur le registre on précise qu'il est ancien officier de milice. Il est donc mort à l'âge de 76 ans, étant né le 19 mars 1769 à Vieux-Habitants¹³⁵. La mort ne l'avait pas surpris et il l'avait prévue en faisant un testament. Celui-ci fut signé le 22 octobre 1842, alors qu'il pensait qu'il allait mourir. Sa maladie empirant, il fit venir le notaire Philippe Auguste Mollenthiel et lui dicta le testament en commençant par recommander son âme à Dieu, « suppliant sa divine bonté de lui faire miséricorde », il légua des sommes d'argent aux pauvres des trois communes qui comptèrent dans sa vie ; Cinq cents francs à ceux de la commune de Bouillante dans laquelle il avait commencé la construction de sa fortune, quinze cents francs à ceux de Vieux-Habitants, son lieu de naissance et d'une grande partie de sa parentèle et enfin, deux mille francs à ceux de Basse-Terre, commune qui abrita ses activités commerciales, industrielles et agricoles qui le firent reconnaître comme un personnage majeur de la vie locale. Il est vrai que le maire du chef-lieu en était M. Lignièrès, l'avocat qui l'avait défendu avec tant de talents lors de son procès de 1839 et qui resta l'avocat de la famille dans les procès ultérieurs.

Il avait prévu que le premier legs, vu sa modicité, serait payé une année après son décès qui est intervenu effectivement en mai 1845, les autres en trois termes égaux et annuités exigibles deux, trois et quatre ans après son décès¹³⁶.

Il demanda également qu'une somme de deux cents francs soit prévue annuellement pour qu'une messe chantée ou non, soit dite pour le repos de son âme, celle de feu sa première épouse et ses parents. La somme étant supérieure au prix pratiqué, il désirait qu'il n'y ait pas plus de deux messes à cette intention par an.

Le spirituel étant réglé, il pensa au matériel :

135. ADG : 5Mi 25 (R1) Etat civil de la commune d'Extra-Muros (Saint-Claude) ; acte de décès du 1^{er} juin 1845.

136. ADG : Testament de Jean-Antoine Amé-Noël, du 22 octobre 1842, M^e Philippe Auguste Mollenthiel, 2E 3/139 n° 169 et *Gazette Officielle de la Guadeloupe* des 25/1, 5/2, 10/2 et 15/2/1848.

Il pensa d'abord à sa seconde épouse, Delphine Rachel avec laquelle il était marié sous le régime de la séparation des biens. Il prévoyait pour elle, l'usufruit de la maison principale et de la cuisine¹³⁷ de l'habitation Bologne, et pour ses besoins le sucre et les sirops ainsi que les légumes du jardin et l'usufruit de ses trois esclaves qui étaient sur son habitation caféière située à Bouillante, soit Adonis, Sophie et Mirabeau. Il lui reconnaissait la propriété des meubles meublant sa maison de Bologne et celle de Basse-Terre achetés sur les deniers lui appartenant, l'une de ses boîtes d'argenterie et les deux esclaves Caroline et Coutancine qu'il avait achetées le 1^{er} juin 1841 à la veuve Bernard Guichard (Chérimond) avec des fonds provenant des revenus de l'habitation caféière de Bouillante appartenant à son épouse.

Il lui léguait également les six carrés qu'il s'était réservé (la partie nommée David) lorsqu'il avait cédé son habitation La Duché située à Village (Bouillante) aux neveux de sa première épouse.

Il léguait à chacune de ses nièces, Madame Jeanne Baptiste Gertrude Noël veuve du sieur Louis Michel Michaux et Madame Reine Sophie Noël veuve du sieur Joseph dit Fréjus filles du premier mariage de feu Mathurin Noël son frère avec défunte dame Marie-Jeanne Le Ruby, des sommes correspondant à la valeur d'un poids en sucre brut (25 milliers soit 12 500 kg) vendus pour de l'argent comptant, moitié quatre ans et moitié, cinq ans après son décès payée à la légataire particulière par son légataire universel. En précisant que leurs enfants doivent bénéficier du même legs « dans le cas où elles me précèderaient (dans la mort). »

La même somme était léguée aux enfants de feu Catherine, Rose Noël, décédée épouse du sieur Joseph Noël Le Roux, et à ceux de feu Elisabeth Noël, épouse du sieur Jean-Jacques Gaspard, sœurs des précédentes.

Il désirait également, aussitôt son décès, que son esclave, Rosemond, capre, « soit affranchi pour jouir de la liberté comme les autres libres et affranchis de ces îles. ». Celui-ci fut effectivement affranchi suite à la démarche de François Joseph auprès du maire de la commune de l'Extra-Muros le 18 juin 1845. Il portera le prénom de Joseph et le nom patronymique de Rosamé élaboré en mêlant le prénom de l'esclave et le nom de son ancien maître (Rosemond et Amé)¹³⁸. Tout le surplus ira à son neveu François-Joseph Amé-Noël, fils issu du second mariage de son frère Mathurin et de dame Jacqueline Albert « aujourd'hui épouse du sieur Joseph Claret » qui gèrait ses biens depuis son incapacité due à son âge et surtout à sa maladie des yeux.

Il ne léguait rien à son autre neveu, Fréjus Mathurin Noël, le frère de François-Joseph issu du second mariage de son frère Mathurin, et il le « recommandait à la générosité de son légataire universel.... ne doutant pas, qu'au besoin il viendra, en bon frère, au secours de ce dernier... » Il lui recommandait également son épouse.

Ce testament a été dicté au notaire qui l'a lu au testateur en présence des témoins soit, Saint-Jean Massieux, gèreur de l'habitation sucrerie dite les pères blancs (l'ancienne habitation Petit-Marigot, appartenant

137. Comme dans toutes les maisons aux Antilles, la cuisine est séparée du bâtiment principal en raison, notamment, des risques d'incendie.

138. ADG : Dép. 18 – Saint-Claude, 190-197. Registre des affranchissements.

précédemment aux Dominicains), Victor Emmanuel Armand, commis greffier à la cour royale de la Guadeloupe, Alexandre Lafon, chef de comptabilité au trésor royal et Antoine Auguste Chaulet, négociant.

Ainsi s'achevait 76 ans d'une vie riche en péripéties qui commença modestement et se terminait à la tête d'une importante fortune construite patiemment pour se terminer dans un lieu symbolique de la puissance aux Antilles, une habitation sucrerie travaillée par un atelier d'esclaves. Cela était d'autant plus symbolique, qu'Amé-Noël était né libre de couleur et que tout son environnement amical et familial se situait dans le même milieu.

Tombeau de Jean-Antoine Amé-Noël et de Jeannette Marie

IV – LA SUCCESSION ET SES DIFFICULTES

A. 1847, des relations difficiles entre le maître et les esclaves.

Lors de l'année 1847, une série d'incidents se produisit sur l'habitation Bologne, difficultés entre l'atelier et le nouveau propriétaire et ancien gérant, François-Joseph Amé-Noël. Le vieux propriétaire, Jean-Antoine, tant qu'il était vivant, avait une emprise sur ses esclaves, qu'il connaissait bien. Il était craint même si dans les dernières années de sa vie, il avait laissé les rênes de l'habitation à son jeune neveu. Après sa disparition, en juin 1845, ce dernier devint le seul maître face à un atelier qui l'avait connu tout jeune.

Deux incidents importants dans les relations de travail entre les esclaves et le maître incitèrent celui-ci à porter plainte auprès du procureur de Basse-Terre qui envoya son substitut sur place afin qu'il enquêtât, qu'il tentât de rétablir l'ordre et des relations sereines entre l'atelier et le maître.

Les témoignages des protagonistes, et notamment des esclaves, nous informent sur le fonctionnement quotidien du travail sur l'habitation dans une période difficile et dans un contexte particulièrement tendu.

1. La vie sur l'habitation

Des différentes allégations des uns et des autres, il ressort que sur l'habitation Bologne comme sur les autres habitations, l'on distinguait « le temps de la récolte » ou « temps de la roulaison » pendant lequel la loi autorisait le maître à exiger deux heures de travail supplémentaire de ses esclaves et le « temps hors récolte » où la journée de travail était rythmée de la façon suivante :

L'atelier se réveillait au coup de canon donné par le fort, à cinq heures du matin.

A cinq heures un quart tout le monde sortait des cases et l'atelier se rendait devant la maison du maître pour faire la prière qui durait un quart d'heure,

A cinq heures et demie, l'atelier allait au travail jusqu'à huit heures et demie,

De huit heures et demie à neuf heures, les travailleurs déjeunaient,

De neuf heures jusqu'à onze heures et demie, retour au travail,

A onze heures et demie, les esclaves allaient chercher des herbes et ils étaient libres jusqu'à deux heures de l'après-midi.

A deux heures, travail jusqu'à six heures,

A six heures, avant de vaquer à leurs occupations, les esclaves étaient obligés d'aller chercher des herbes, ou de la paille de canne qu'ils déposaient soit au piquet des bœufs, soit dans le parc à mulets. Le temps nécessaire pour faire ces deux paquets d'herbes qui servaient à nourrir à bon compte les animaux de traits, était pris sur le temps libre des esclaves. Et selon le commandeur, « pour faire un paquet d'herbes comme ceux que font les nègres il ne faut qu'un moment de temps, » L'un des témoins, Victorine, déclara qu'il fallait une demi-heure pour faire un paquet d'herbes, mais elle ajouta que quelquefois le paquet d'herbes se faisait quand on sarclait la pièce de cannes tout en travaillant.

La loi du 18 juillet 1845, fixait la journée du travail, de six heures du matin à six heures du soir avec un repos de deux heures et demie¹³⁹. On peut donc penser que le propriétaire était en accord avec la loi quand il faisait commencer le travail à cinq heures et demie en donnant en tout, trois heures de repos soit, une demi-heure le matin et deux heures et demie à la mi-journée.

139. Loi du 18 juillet 1845, art. 3 : « Le maximum du temps de travail obligatoire pourra être prolongé de deux heures par jour à l'époque de la récolte et de la fabrication. A l'époque des travaux continus, les heures de travail obligatoires pourront être reportées du jour dans la nuit, à la charge de ne pas excéder le maximum fixé pour chaque période de vingt-quatre heures... »

Pour la pratique de la vie religieuse sur l'habitation, nous avons le témoignage du procureur Fourniols qui fit son inspection en 1844. Il écrivait : « Mais dans mon inspection de l'Extra-muros, j'ai été frappé par deux faits suivants : sur l'habitation Amé-Noël, j'ai rencontré un des frères de Ploërmel (le même que j'avais entendu à la chapelle de la geôle). Deux fois la semaine il vient y faire le catéchisme. Il en a reçu l'autorisation du curé de la paroisse et de la haute administration. L'atelier tout entier assiste à ses instructions. Elles ont lieu deux à trois heures, sur le temps consacré au travail du maître. Le soir, après la prière, la leçon est répétée par un commandeur noir âgé, respecté de tous et s'acquittant exactement de ses devoirs religieux. Le frère se loue des progrès de ses néophytes ; de son côté le maître croit remarquer chez plusieurs de ses esclaves des habitudes plus laborieuses, des mœurs moins déréglées. Pour moi, je compte 4 mariages légitimes sur cette habitation¹⁴⁰... » Il ne faut toutefois pas s'illusionner sur ce point. Dans les témoignages recueillis auprès des esclaves, s'ils parlaient de la prière du matin, ils ne firent en aucun cas mention de la prière du soir. Nous avons vu que le procureur était très favorable, dans son ton, à la famille d'Amé-Noël, sans doute pour compenser leur mauvaise réputation consécutive à la publicité donnée par le verdict du procès de 1839 intervenu alors que le procureur général Bernard dont il assurait l'intérim était en fonction¹⁴¹.

Pendant la récolte, quand le moulin marchait, M. Amé-Noël faisait lever ses nègres à quatre heures du matin. Cette heure matinale fut confirmée par la plupart des témoins, certains assurèrent même que quelquefois, ils étaient levés avant quatre heures, plusieurs parlèrent même de trois heures du matin, temps qu'ils appelaient la veillée. Elle était employée à charroyer la paille ou la bagasse jusqu'au coup de canon, qui annonçait le début d'une journée ordinaire.

Pour les esclaves employés à la sucrerie, le travail pouvait se poursuivre jusqu'à huit heures du soir, et quelquefois quand la tâche l'exigeait, ils étaient retenus après huit heures et demie du soir. Il est vrai que la loi du 18 juillet 1845, dite loi Mackau, lui donnait l'autorisation de prolonger la durée du travail de deux heures par jour à l'époque de la récolte et de la fabrication. Elle prévoyait également que les heures de travail obligatoire pourraient être reportées du jour dans la nuit. Sans excéder le maximum fixé pour chaque période de vingt-quatre heures. Aussi, selon certains témoignages, quand les nègres de la sucrerie restaient pour travailler particulièrement au-delà du temps qu'ils devaient, M. Amé-Noël leur donnait une pièce à chacun et du sirop en plus de la pièce. D'autres, affirmèrent qu'il ne leur donnait que du sirop. On peut penser que la pièce était une sorte de salaire pour le travail effectué en plus du temps réglementaire.

L'ordonnance du roi du 5 juin 1846, « concernant la nourriture et l'entretien des esclaves », prévoyait par son article 4 que « Tout esclave âgé de plus de 14 ans pourra, s'il en fait la demande, disposer d'un jour par semaine, à charge pour lui de subvenir à sa nourriture.

140. Marc-Alexandre Fourniols : « *L'esclavage à Basse-Terre ...* » op. cit. SHG, p. 57.

141. Marc-Alexandre Fourniols était le neveu de Victor Hugues, le conventionnel qui amena l'abolition de l'esclavage en 1794, mais qui le rétablit en Guyane en 1802.

L'arrangement à intervenir à cet effet entre le maître et l'esclave sera conclu verbalement, en présence de quatre esclaves adultes de l'atelier.

Tout propriétaire devra, immédiatement après la publication de la présente ordonnance, adresser au juge de paix de son canton la liste de ses esclaves, avec l'indication spéciale de ceux qui auront demandé la disposition d'un jour par semaine.....

L'esclave qui disposera, aux jours qui lui seront réservés, de louer son travail, soit à son maître, soit à d'autres propriétaires de la commune¹⁴²... » Le législateur préparait ainsi la liberté complète par laquelle l'esclave libéré pourra se louer et acquérir également la liberté économique.

On peut penser, également, que les maîtres d'esclaves n'avaient pas fait connaître cette possibilité à leurs esclaves, cependant ils furent mis au courant par d'autres voies et ceux de l'habitation Bologne, qui se trouvaient près du chef-lieu, semblent avoir demandé l'application de l'ordonnance, raison de l'incident du 17 février 1847.

2. Incident du 17 février 1847

Ce jour-là, à huit du matin, M. Joseph Antoine Amé-Noël se présenta au procureur de Basse-Terre pour porter plainte contre quatre de ses esclaves. Son substitut se rendit sur la propriété et reçut la déclaration du propriétaire.

« Lundi je fis couper des cannes pour mettre au moulin le mardi à quatre heures du matin. Les nègres furent effectivement appelés à cette heure, mais une mortalité sur l'habitation motiva un retard et ce ne fut qu'à cinq heures advenu du matin que le quart du moulin se présenta. Il me fallut jusqu'à dix heures pour avoir suffisamment de vesou pour chauffer. J'appelai donc à cette heure là, les nègres de sucrerie aux fourneaux qui m'annoncèrent qu'ils avaient été au travail de jardin dès six heures et avaient comme tout l'atelier, joui de sa demi-heure de déjeuner. Les nègres de sucrerie se présentèrent à mon appel et prirent leurs travaux.... » Cela sous-entendait qu'ils acceptaient de travailler mais qu'après six heures du soir, ils devraient recevoir une compensation pour le travail fourni en sus.

Les nègres des fourneaux, Guillaume, Hyppolite et André, quant à eux, avaient obtenu le jour suivant libre, en application de l'ordonnance du roi du 5 juin 1846 et avaient prévu de se rendre à Basse-Terre, sans doute pour y travailler à leur compte. Ils pensaient donc partir dès 6 heures du soir après le travail journalier accompagné de l'esclave Hozaine qui avait le même droit. Amé-Noël tenta de les faire remplacer, mais les autres nègres ne le voulurent pas. Il est vrai que le travail aux fourneaux dans la chaleur, était assez pénible. Aussi, en arrivant dans la sucrerie, le nommé Guillaume, fit savoir à la cantonade que puisqu'on lui refusait cette autorisation, il abandonnerait le travail dès que le soleil se coucherait.

« En effet, vers 6 heures du soir, au moment de la cessation du travail du grand atelier, Guillaume abandonna les fourneaux de la sucrerie

142. ADG : *Bulletin officiel de la Guadeloupe*, 1846, p. 305-315 : Ordonnance du roi concernant la nourriture et l'entretien des esclaves, 5 juin 1846.

entraînant par son exemple ses trois autres camarades, Hyppolite, André et Pizard. Force fut alors d'arrêter toute la sucrerie quoique j'eus une batterie presque en sirop. Je perdis par là et le chauffage et le temps passé à préparer cette batterie¹⁴³.... »

En présence d'une désobéissance aussi grande, le propriétaire se saisit des coupables et les mit à la barre de discipline¹⁴⁴ sauf le nommé André qui refusa d'obéir et s'échappa marron. Le lendemain matin, à la première heure, il se rendit au tribunal pour porter plainte contre ses esclaves pour abandon de travail obligatoire.

Il se basait sur le fait qu'en période de roulaison la loi lui donnait onze heures et demie de travail, soit deux heures de plus que la journée normale. Il argumentait en s'appuyant sur les textes : « Les conventions me dispensent de donner le midi à ceux qui sont employés à la sucrerie et au moulin en remplaçant ce midi par deux repas par jour, deux coups de rhum, du vesou à discrétion.... Quant à l'heure du déjeuner, mon quart est assez nombreux pour que les nègres qui fabriquent prennent tour à tour la demi-heure. Si je prends quelques instants de plus que les onze heures et demie ... il y a compensation avec les prestations qui précèdent, c'est du reste rare, car les nègres ne devront me donner que cinq batteries par jour..... »

Les esclaves en cause, quant à eux, estimaient que puisqu'ils avaient commencé le travail à 6 heures du matin avec le grand atelier, et qu'ils n'avaient pas eu les deux heures et demie de repos entre onze heures et demie et deux heures, ils avaient fait le temps que la loi les obligeait à fournir au maître. Il était donc légitime qu'ils cessent le travail en même temps que le grand atelier.

Après avoir reçu les déclarations du propriétaire, le substitut du procureur se rendit auprès des trois esclaves qui étaient à la barre de discipline et reçut les témoignages des témoins et des esclaves en cause. Guillaume, le leader, reconnut les faits et accepta d'être remis au travail aux fourneaux. La punition était laissée à l'appréciation du maître avec des recommandations de modération.

Devant, le substitut, le maître s'engagea à ne pas demander à traiter journellement plus de 5 grandes ou deux barriques et demie de vesou. Dans ces conditions, chaque partie ayant fait un effort, le substitut put quitter l'habitation en laissant les nègres au travail soit au moulin, soit aux fourneaux¹⁴⁵.

Après cet arrangement, on peut supposer qu'André qui avait fui, était revenu sur l'habitation car nous le retrouvons plus tard sur la liste des ouvriers. Cependant, on peut très bien imaginer que cet épisode laissa

143. La batterie est le nom de la dernière chaudière dans lequel se fait « le sirop batterie ou gros sirop », étape qui précède la mise en forme du sirop cuit pour la purgerie. L'ensemble des chaudières s'appelle l'équipage. Ici, il ne comporte que 4 chaudières.

144. « La barre de discipline est un appareil en bois, quelquefois en fer, (elle prend alors le nom de cep) adapté à un lit de camp et destiné dans les salles de police à retenir les esclaves dans le cas d'ivresse furieuse, de batterie, de marronnage ou de maraude incorrigible. La barre de discipline est quelquefois d'un utile secours à la médecine, lorsqu'il faut surveiller étroitement l'esclave atteint de certaines maladies. » Procureur Marc-Alexandre Fourniols in *L'esclavage à Basse-Terre...* SHG, p. 68, note 71.

145. Transport sur l'habitation Amé-Noël à l'occasion d'une plainte du maître contre quatre esclaves. Le 17 février 1847.

des traces dans les esprits. Le maître avait eu besoin d'une intervention extérieure pour ramener le calme dans son atelier, l'administration judiciaire avait opposé et comparé les témoignages du maître et des esclaves, presque au même niveau, cela donna, on peut l'imaginer, l'impression que la loi et toute la loi avec ses modifications au profit de l'esclave, devait être appliquée. Cela s'ajouta aux séquelles de l'affaire précédente qui concernait le vieux maître et qui était beaucoup plus grave. Cette ambiance aboutit à un nouvel incident, le 2 juin 1847.

Cela indique aussi, des relations difficiles avec des esclaves qui, pour deux d'entre eux, Hyppolite et André, étaient nés sur l'habitation et avaient connu les différents propriétaires. Hyppolite avait 29 ans en 1830 au moment de l'achat de l'habitation et André 8 ans. Ils avaient donc 46 ans et 25 ans au moment de l'incident. Ils étaient aussi familiers des lieux, et André, qui partit marron, n'eut sans doute aucun mal à se cacher. Cela explique aussi, qu'ils aient eu le front de résister aux ordres de leur nouveau et jeune maître. Cela était d'autant plus dangereux, que l'on peut supposer que les membres constituant le noyau de l'atelier étaient plus ou moins parents, sinon très proches des récalcitrants.

3. Incident du 2 juin 1847

Le second incident qui se déroula le 2 juin 1847, semble être la suite logique du précédent. A huit heures du matin, Joseph-François Amé-Noël, propriétaire de l'habitation Bologne, se rendit à nouveau chez le procureur du roi et déposa à nouveau plainte contre ses esclaves. La veille, il avait décidé de mettre son moulin en marche et se rendit compte qu'il n'avait pas suffisamment de cannes pour l'alimenter dès le début de la matinée. Il donna, alors, l'ordre à son atelier de se lever à 4 heures du matin au lieu des 5 heures habituelles afin qu'il charroie des cannes pour amorcer l'alimentation du moulin, car, comme il le précisa, la loi du 18 juillet (1845) lui donnait « la facultéd'augmenter de deux heures, pendant le temps de la récolte, le travail obligatoire de mes nègres¹⁴⁶... » Les esclaves quittèrent le travail la veille en murmurant. Le matin, à quatre heures, n'entendant pas le bruit qui accompagnait généralement le lever des esclaves, il se leva et se rendit vers les cases à nègres. Il rencontra son commandeur, nommé Garçon, qui y revenait et qui se rendait seul sur le lieu de travail. Il lui dit qu'il avait appelé les esclaves mais que ceux-ci ne voulaient pas sortir de leurs cases. Il s'y rendit donc lui-même et devant la case de Jacques, l'appela et lui dit d'ouvrir sa porte. Celui-ci lui répondit qu'il n'ouvrirait pas et qu'il pouvait défoncer la porte s'il le voulait. Ce que fit le maître. Jacques sortit donc et lui dit qu'il n'irait pas charroyer de la paille, aussi, il le saisit et le mit à la barre de discipline. Il revint et passa dans plusieurs cases où il ne rencontra personne, sauf dans celle de Sainte-Croix qui était fermée. Celui-ci fit semblant de s'éveiller en disant que le sommeil l'avait trompé. Il sortit donc en appelant sa femme qui elle, refusa de sortir et qui lui fit des « observations » acerbes « qui ne parurent pas d'un bon exemple pour le reste

146. « Le maximum du temps du travail obligatoire pourra être prolongé de deux heures par jour à l'époque de la récolte et de la fabrication. ... » article 3, *Loi relative au régime des esclaves dans les colonies françaises*, 18 juillet 1845. BOG, p. 345-351.

de l'atelier ». Il la fit conduire également à la barre. Alors elle lui dit que puisqu'elle était à la barre de police de l'envoyer s'il voulait à la geôle mais qu'elle ne voulait pas travailler. Montout, son second commandeur ne s'était pas présenté non plus. D'après le maître, les raisons de cette désobéissance venaient du fait que les esclaves étaient persuadés qu'ils ne devaient (que) 10 heures de travail et ils estimaient donc, que leur maître leur demandait un travail auquel il n'avait pas droit.

Le procureur, accompagné de deux gendarmes se rendit donc sur l'habitation et interrogea les esclaves qui avaient été accusés de refus de travail.

D'abord Moutout, le commandeur en second qui ne s'était pas présenté à quatre heures. Celui-ci lui expliqua qu'il avait découché et qu'il ne s'était pas réveillé à temps pour être sur l'habitation à l'heure indiquée, mais qu'il était arrivé (comme par hasard !) à cinq heures du matin pour prendre son travail. Il déclara qu'il n'avait aucun reproche à faire à son maître quant à la quantité de travail demandé, cependant, le procureur indiqua qu'avant sa déclaration, il avait expliqué à Moutout que son maître était en droit d'exiger 9 heures $\frac{1}{2}$ de travail en temps ordinaires, temps qu'il pouvait prolonger de deux heures « dans le temps de la récolte quand les besoins de la roulaison l'exigeaient ». Le témoignage d'Honoré, cultivateur était sensiblement le même. Il n'était pas sur l'habitation et le « sommeil l'a trompé » Il est donc arrivé sur les lieux à cinq heures. « Si j'avais été sur l'habitation j'aurais été au travail » dit-il. La veille, il s'était rendu à Basse-Terre pour chercher à manger et il y avait couché. Cependant, il émit des récriminations contre son maître car quand il est arrivé devant sa case, il a trouvé sa porte ouverte et la serrure défoncée. Angélique et Jacques, cultivateurs, n'avaient pas entendu l'appel du commandeur alors qu'ils dormaient, sinon disaient-ils, ils se seraient rendus au travail. Jacques, qui était nommé avec sa femme dans la plainte du maître, raconta que ce dernier était venu frapper à sa porte pour lui dire d'aller au travail, et qu'il lui avait demandé de lui donner le temps de mettre une chemise, alors il avait défoncé sa porte car il n'allait pas assez vite à son goût, l'avait poussé dehors mais il ne l'avait pas battu. Il se défendit de lui avoir dit qu'il n'irait pas au travail, et « M. Amé-Noël sait bien que je ne suis pas un mauvais sujet ».

Certains en profitèrent pour accuser leur maître d'irrégularités dans le temps de travail exigé. Pizarre, un des protagonistes de la première affaire, accusa son maître de les faire lever ordinairement à trois heures du matin pour faire la veillée. Celle-ci est employée pour charroyer de la paille ou de la bagasse jusqu'au coup de canon. Le procureur lui fit remarquer que sa déposition contredisait celles de ses camarades et de préciser si « M. Amé-Noël faisait lever son atelier à 3 heures dans tout le courant de l'année temps ordinaire comme temps de récolte ». Il a répondu que oui et a déclaré ne plus rien avoir à ajouter.

Henry, muletier, affirma que leur maître les faisait lever habituellement à 3 heures du matin et ajouta « Les heures que nous donne M. Amé-Noël nous paraissent courtes de façon qu'il nous semble que l'horloge marche vite pendant le temps qui nous appartient. » Cette idée fut reprise par Honoré qui affirma : « Je dois déclarer que bien souvent il arrive que la cloche sonne pour nous appeler au travail à deux heures moins dix ou moins quinze. » Ce sont les propres expressions du témoin,

note le procureur. Il en rajouta pour le soir : « Quand le moulin marche, c'est-à-dire pendant la récolte on nous fait lever à quatre heures et quelquefois avant quatre heures et nous sommes retenus quelques fois au travail après huit heures et demie du soir ».

Toutes ces petites contradictions dans les témoignages furent prises avec circonspection par le procureur mais elles indiquaient une forte tension entre une partie de l'atelier qui aspirait à la liberté complète avec la possibilité de circuler et de travailler en dehors de l'habitation et le maître qui s'en tenait à la loi pour les obliger à travailler gratuitement. Nous voyons que cette circulation était possible en-dehors des heures de travail, notamment la nuit, et lors du jour qui était accordé par les nouvelles dispositions de la loi. Les prétentions du maître étaient encadrées par les règlements, ordonnances et lois qui étaient parfaitement assimilés par les esclaves. N'oublions pas que l'habitation Bologne se trouvait à proximité immédiate du chef-lieu et que les esclaves étaient en contact avec de nombreux libres de couleur et des magistrats sourcilleux, comme nous le verrons plus loin.

Cependant, cette enquête mit en lumière des faits plus graves. La cultivatrice, Victorine ne s'était pas présentée au travail car elle avait mal au pied droit, et elle montra en effet, son pied qui était enflé. Le procureur ayant demandé si M. Amé-Noël était au courant, elle répondit qu'elle ne l'avait pas encore prévenu, l'excusant ainsi, sans doute par crainte d'être ennuyée plus tard. Mais c'est surtout le cas d'Hélène qui attira l'attention. Hélène, cultivatrice née sur l'habitation, avait 23 ans. C'était sans doute une forte femme au caractère trempé qui disait tout haut ce que les autres pensaient tout bas.

Elle déclara que M. Amé-Noël les avait fait lever à quatre heures du matin ce jour-là, mais au procès qui suivit, elle donna une autre version, disant que Madame l'avait fait appeler à trois heures du matin pour lui faire faire quelque chose et qu'elle refusa de se lever. A quatre heures, elle refusa une nouvelle fois, et dit-elle on m'appela trois fois jusqu'à ce que son maître vienne en personne pour lui ordonner de sortir. Elle lui répondit qu'elle ne pouvait pas sortir toute nue, « donnez-moi le temps de m'habiller ! » Il la maudit et elle lui répondit que seuls son parrain et sa marraine pouvaient lui dire qu'elle était maudite. Lorsqu'enfin elle sortit, il lui donna deux soufflets et l'amena en la tenant par le bras. On peut imaginer que cela ne se fit pas en silence, aussi, « arrivé du côté du fromager qui est près du canal, il m'a donné un coup de bâton sur la tête¹⁴⁷ ». Elle précisa que le coup n'était pas assez fort pour lui casser la tête mais que celle-ci lui faisait mal. Ils arrivèrent enfin à la salle de police où elle fut attachée à la barre de discipline et elle n'eut qu'un peu de pain et un peu d'eau pour subsistance. Le procureur la fit immédiatement libérer et poursuivit son interrogatoire par lequel, elle confirma que quelquefois les travailleurs restaient dans la sucrerie jusqu'à huit heures et demie le soir. « Quand on reste jusqu'à cette heure, M. Amé-Noël paie ou ne paie pas selon sa volonté. Quand il paie, il donne du sirop ».

147. Que cela se soit passé près du fromager était-il fortuit quand on connaît les croyances qui sont en relation avec cet arbre ?

La suite accusait le maître : « M. Amé-Noël m'a fait mettre à la barre de police deux fois : la première fois il y a longtemps j'y suis restée trois jours, la seconde fois, j'y suis restée dix jours, jour comme nuit. On me faisait sortir de la barre pour m'envoyer au travail puis on me remettait à la barre. Le commandeur vous dira si c'est vrai. »

Le commandeur, nommé Garçon, confirma les faits et à propos d'Hélène il amena des précisions : « Hélène a été à ma connaissance deux fois à la barre de police. La première fois pendant la récolte passée, elle est restée six jours, elle partait pour aller au travail mais on la replaçait à la barre de huit heures et demie à neuf heures, de onze heures et demie à deux heures puis pendant la nuit. La seconde fois elle est restée deux jours à la barre de police, mais comme elle ne voulait pas manger, M. Amé-Noël l'a envoyée à la Basse-Terre. La seconde fois, M. Amé-Noël n'a pas fait travailler Hélène pendant qu'elle était à la barre de police avec les autres nègres de l'atelier. »

On voit donc, une femme en pleine révolte contre le système et contre son maître, capable de résister alors qu'elle est punie en refusant de se nourrir et de mettre sa vie en danger. Le maître qui la connaissait bien, et qui savait jusqu'où elle était capable d'aller, préférerait la confier aux autorités judiciaires en la faisant transférer à la geôle¹⁴⁸.

Et pour atténuer ses propos qu'il savait être en défaveur de son maître, le commandeur ajouta : « Hélène a un caractère un peu choquant ce qui veut dire qu'elle insulte le monde assez souvent, je suis obligé de lui passer beaucoup de choses, mais elle n'a pas mauvais lieu (sans doute mauvais fonds). »

Après les témoignages des esclaves, le procureur demanda au maître de s'expliquer sur le temps de travail et sur la mise à la barre d'Hélène à deux reprises.

Alors qu'il semblait acquis que les esclaves se levaient en temps normal à cinq heures, M. Amé-Noël affirma que « Pour avoir les nègres à six heures devant ma porte je les fais appeler de leurs cases un quart d'heure avant, ils ne sont jamais avant six heures devant ma porte, après une prière qui dure un quart d'heure, on les envoie au jardin. » Il dit leur donner un quart d'heure avant onze heures et demie et avant six heures du soir quand il leur demande d'amener de l'herbe aux bœufs ou aux mulets. Quant au travail fait en plus dans la sucrerie, il déclara qu'il le faisait toujours payer en argent.

Il donna également les raisons pour lesquelles Hélène avait été mise à la barre. La première fois parce qu'elle avait levé la main sur son économe. Il reconnaît qu'effectivement, elle travaillait avec les nègres et était remise à la barre lors des temps de repos.

La seconde fois, dit-il, Hélène a été détenue en vertu d'un ordre de M. le juge de Paix qu'il ne pouvait pas présenter immédiatement mais il promit de remettre le lendemain. Ce qui effectivement a été fait. Le lendemain, il présenta une lettre du juge de paix de Basse-Terre, datée du 24 février 1847, qui autorisait Amé-Noël à mettre sa négresse Hélène à la barre pour 6 jours.

148. A ce propos, voir Marc-Alexandre Fourniols : « L'esclavage à Basse-Terre... » op. cit.

Selon l'article 5 de l'ordonnance du roi du 4 juin 1846, le maître devait tenir un registre sur lequel devaient être inscrites les punitions¹⁴⁹. Le registre qui fut présenté, commençait le 10 août 1846 et était paraphé par le juge de paix, le 10 mars 1847, soit après l'affaire du 17 février, date à laquelle il avait été signé par le substitut du procureur. Les punitions consécutives à cette affaire étaient portées à la date du 18 et du 20 février. Quelques punitions étaient inscrites pour septembre, octobre et décembre 1846, mais celles infligées à Hélène, n'y figuraient pas.

Pour sa défense, M. Amé-Noël argua du fait que la première punition avait été infligée avant que la loi lui fasse obligation de tenir un registre des punitions.

Ici aussi, les esclaves qui étaient en rébellion étaient des familiers des lieux, nés sur l'habitation, résidant tout près de la ville, ils eurent vent des changements qui se préparaient et passaient, peut-être sans en être complètement conscients, de la résistance passive à la résistance active en refusant d'obéir et même, pour Hélène, recourant à la grève de la faim pour obliger son maître à céder. Ils avaient compris que la meilleure façon de mettre le propriétaire en difficulté, c'était de faire le travail minimum qui était prévu par la loi (sans doute en allant le plus lentement possible). Ils refusaient les heures supplémentaires et connaissaient la nouveauté instaurée par l'ordonnance de 1846, l'octroi d'un jour supplémentaire de liberté¹⁵⁰.

4. Procès en Correctionnelle, audience du 7 août 1847

Ces deux contraventions ayant été constatées et reconnues par le procureur, celui-ci décida de faire juger le propriétaire devant la chambre correctionnelle de Basse-Terre. L'audience se tint donc le samedi 7 août, Joseph-François Amé-Noël étant prévenu d'avoir infligé un châtiment illégal à Hélène, son esclave, en lui portant, le trois du mois de juin, deux soufflets et un coup de bâton à la tête. Et de n'avoir point porté le châtiment infligé à Hélène sur le registre à ce destiné....

A cette audience, ont comparu deux témoins, Hélène qui a été l'objet des punitions illégales et Garçon, le commandeur, témoin des faits ainsi que le prévenu, Amé-Noël qui avait reconnu avoir frappé son esclave, mais, dit-il « un moment de vivacité qui avait été provoqué par les

149. ADG : BOG 1846, p. 312-315. *Ordonnance du Roi concernant le régime disciplinaire des esclaves*, 4 juin 1846, article 5 : « Il sera tenu, sur chaque habitation et chez tout propriétaire des villes et bourgs possédant des esclaves, un registre coté et parafé par le juge de paix, et sur lequel seront inscrites toutes les punitions qui auront lieu conformément aux dispositions ci-dessus, avec mention des manquements qui les auront motivées, du nom, du sexe, de l'âge et de l'emploi de l'esclave qui les aura subies, ainsi que de la personne qui les aura ordonnées et de celle qui aura été chargée de leur exécution. S'il s'agit d'un emprisonnement, la durée en sera constatée. Si la punition est corporelle, le registre constatera, en outre, l'heure et les autres circonstances prévues par l'article 4 ci-dessus. Les inscriptions devront toujours avoir lieu le jour même où la punition aura été infligée.

Des extraits certifiés par le maître seront remis aux magistrats chargés du patronage, à chacune de leurs tournées, indépendamment de l'exhibition qui devra leur être faite dudit registre pour être par eux visé et arrêté. »

150. Les esclaves en cause qui étaient présents lors de la vente à Amé-Noël sont : Garçon, 27 ans, Montout, 24 ans, Sainte-Croix, muletier, 26 ans, Tiguet, muletier, 19 ans, Victorine, 28 ans, Angélique, 28 ans, Honoré, 6 ans, Henry, 1 an, Hélène, 6 ans.

réponses insolentes de cette femme quand je lui disais de se rendre au travail... »

Le tribunal, examina l'autorisation du juge de paix produite par le prévenu et qui était sensée permettre la mise à la barre d'Hélène et les différents témoignages des esclaves et décida : « Il résulte des notes d'audience que le premier fait fut établi par deux dépositions et avoué par le prévenu. Quant au défaut d'inscription d'une punition, sur le registre à ce destiné, Amé-Noël répondit « Je n'en suis pas coupable, puisque j'ai annexé à mon registre l'ordre du juge de paix d'infliger la punition dont il s'agit.

La Cour : attendu que les faits établis aux débats ne constituent pas contre le S^r Amé-Noël le délit de voies de fait prévu par la loi.

En ce qui touche l'omission sur le registre des punitions de la peine disciplinaire infligée à l'esclave Hélène le 22 février,

Attendu que cette peine a été infligée par l'ordre du juge de paix et que cet ordre a été annexé au registre.

A renvoyé Amé-Noël des fins de la plainte.... »

Il est donc acquitté.

Cependant, le procureur général, Mouillard estima que cet acquittement était scandaleux et décida de porter l'affaire en cassation. Le 20 septembre 1847, il écrivit au ministre pour donner les raisons de sa décision en s'élevant contre « l'arrêt d'acquittement passé en force de la chose jugée et rendu contre les conclusions du ministère public en faveur d'Amé-Noël. Il rappelait les circonstances et les constatations faites sur place et argumentait. Selon la loi du 18 juillet 1845, « ... à l'égard des femmes tout châtimement corporel est interdit et par conséquent, toute voie de fait est punissable... et deux coups de bâton appliqués dans un moment de colère et qui n'ont pas fait grand mal, sont tolérés finalement par le juge.

A mes yeux, c'est un mal : *on s'habitue à frapper quelques fois, puis on frappe souvent et on finit par frapper fort*. Le maître encore sous l'empire des anciennes idées ne peut se résigner à regarder un coup comme une faute ; il persiste à faire venir la brutalité à son aide, il s'opiniâtre dans le vieux système et le vieux système conduit à d'horribles tortures. Pour rompre avec le passé, il faut une surveillance incessante de la justice, il faut que des avertissements toujours modérés, proportionnés à la faute, mais toujours inexorables, apprennent à tous les maîtres que *le corps de l'esclave, que le corps de la femme, surtout, est respectable*.

L'arrêt signalé va contre ce but, dans sa concision, il recèle un principe funeste. On ne tarderait pas à le mettre en évidence, à conclure qu'on peut impunément donner des soufflets et des coups de bâton même à une femme, pourvu qu'on ne leur fasse pas grand mal¹⁵¹... »

Quant au défaut d'inscription, le procureur général montre son scepticisme. « En fait, la punition avait été autorisée et non ordonnée par le juge de paix.

L'ordre ou l'autorisation avait été si peu annexé au registre, qu'en soumettant ce registre à l'examen du magistrat on n'a pas pu lui présenter l'autorisation du juge qui n'a été envoyée que le lendemain.

151. C'est nous qui signalons les parties importantes par les italiques. Le soulignement a été le fait du magistrat dans le texte original.

En droit, cette annexe n'était pas suffisante. Elle faisait connaître ni la cause de la peine, ni sa durée. On conçoit d'ailleurs quel inconvénient aurait ce système de feuille volante que l'on écarterait ou ferait paraître à volonté. Comment alors le magistrat pourrait-il savoir si l'administration du maître est juste ou injuste, douce ou cruelle ?

A ce point de vue, encore, l'arrêt est mal rendu et par un double motif, je pense qu'il y a lieu d'en provoquer la cassation dans l'intérêt de la loi.... »

Cette lettre nous éclaire sur les sentiments de la haute administration à propos des relations entre les maîtres et les esclaves. On perçoit l'évolution des idées vers une abolition que l'on sait inéluctable à l'exemple de ce qui s'était déjà fait dans les îles anglaises voisines. Mais si l'abolition était proche, elle était accompagnée par la loi et les règlements et rien n'était encore décidé sur la manière d'y parvenir. Cependant, les esclaves, et nous le voyons avec ceux de l'habitation Bologne, étaient impatientes et attentifs à leurs nouveaux droits.

5. Abolition de l'esclavage et organisation du travail

L'abolition de l'esclavage signifiait que la liberté, si ardemment attendue par les esclaves de l'habitation était enfin arrivée. Avec le décret du 27 avril 1848, appliqué le 27 mai en Guadeloupe, elle était devenue effective et chacun pouvait se gouverner par lui-même. Cependant, il fallait une période de transition, notamment pour les esclaves qui pouvaient partir de l'habitation mais qui perdaient l'usage de la case et du jardin sur lequel se trouvaient les vivres plantés et les arbres fruitiers qui fournissaient la nourriture nécessaire à la vie quotidienne, sans parler des petits cheptels (cabris, moutons) et peut-être une vache ou un bœuf mis au piquet sur les terres en friches ou dans les fossés.

Si le maître conservait la propriété foncière, il lui fallait les bras pour la mettre en valeur. Aussi, une fois la liberté fêtée, il fallut bien s'organiser pour l'avenir. Pour les esclaves, il s'agissait aussi de gagner du temps pour récolter les produits du jardin et, pour les plus entreprenants, se ménager un cadre de vie hors de l'habitation.

L'administration préconisait la signature de « sociétés agricoles » entre les anciens maîtres et les anciens esclaves afin d'organiser le travail et partager les bénéfices des habitations. Quelques exemples avaient été publiés dans la *Gazette Officielle de la Guadeloupe* et le journaliste officiel commentait : « Ce traité, dont toutes les conventions, librement discutées, donnent une légitime satisfaction aux intérêts des deux parties, est d'un favorable augure dans la situation actuelle de la colonie.... Il est sage, il est utile que l'autorité supérieure, protectrice naturelle de tous les citoyens, sans prendre une part active à des débats dont la conclusion est essentiellement subordonnée à la nature du sol et à la situation topographique de chaque habitation, intervienne cependant pour donner à ces conventions la sanction morale qui doit en assurer la durée et la stabilité¹⁵².... »

Une société de ce type fut signée entre Jean-François Amé-Noël et ses anciens esclaves le 22 septembre 1848 devant M^e Ruillier, notaire à

152. ADG : *Gazette officielle de la Guadeloupe*, supplément au numéro du 10 juillet 1848. A ce propos, voir mon ouvrage : *Saint-Claude, histoire d'une commune de Guadeloupe*, Ed. Karthala, 1993, p. 292-300.

Basse-Terre. Comme il a été signé un peu plus tardivement que les autres, le contrat était plus précis.

Amé-Noël fournissait les terres composant l'habitation Bologne, à la réserve d'un peu plus de 9 hectares composant sans doute l'habitation La Coulisse, du jardin potager et des jardins travaillés par les personnes attachées au service de sa maison. D'un moulin à cannes et d'une sucrerie bien organisée, les platines à manioc qui serviront à l'ensemble du personnel, les bestiaux et instruments nécessaires à l'exploitation de la sucrerie.

Chaque cultivateur associé conservait sa case et son jardin. Le propriétaire continuait à assurer la maîtrise de l'organisation du travail, les horaires étant fixés très précisément : de 6 h du matin à 10 h 45 et de 2 h à 5 h 30 de l'après-midi. Les nourrices travailleraient de 7 h à 10 h 45 le matin et de 3 h à 5 h 30 l'après-midi.

Nous remarquons que les ouvriers avaient su négocier des horaires de travail nettement plus favorables que lorsqu'ils étaient esclaves.

Les dispositions financières étaient bien précises et extrêmement élaborées. Par l'article 17, il était prévu que les frais de remplacement des boucauts seraient de 2/3 pour le propriétaire et 1/3 pour les cultivateurs associés. Quant aux bénéfices, les sucres seront également partagés selon les mêmes proportions, 2/3, 1/3. Les sirops provenant de « l'égout des sucres mis sur les limandes », c'est-à-dire la mélasse issue de la purgerie des sucres, reviendra à Amé-Noël « à l'exception de vingt-huit litres dont il fera la remise à ses associés pour chaque boucaut de sucre qui fera partie du tiers leur afférant. » Les vivres en général, c'est-à-dire la farine de manioc produite par la société ainsi que les autres vivres, seront partagés dans les mêmes proportions. Nous voyons donc que le contrat était plus favorable aux cultivateurs que les contrats signés par les autres habitants qui ne laissaient qu'un quart des revenus aux cultivateurs.

Le compte précis qui en est fait ne laisse aucune disposition dans l'ombre :

1/3 pour Amé-Noël représentant l'intérêt de son capital	4/12
2/12 pour Amé-Noël représentant sa moitié des dépenses de faisant valoir	2/12

	6/12
Ensemble	
1/3 pour les cultivateurs associés représentant leurs salaires pour les travaux....	4/12
2/12 pour les cultivateurs associés représentant leur part dans les dépenses de faisant valoir	2/12

Ensemble	6/12
Total entier	12/12

Il était convenu dans le contrat que le tiers des revenus qui représentaient les salaires des cultivateurs serait insaisissable par les créanciers d'Amé-Noël.

Cette société était prévue pour une période de deux, quatre ou six ans. Tout changement devait être demandé par voie judiciaire trois mois avant l'expiration de la période courante¹⁵³. La signature eut lieu dans

153. A. D. Guadeloupe, E 1/30 M^e Rullier, min. 101, le 22/09/1848. Société agricole entre Amé-Noël et divers cultivateurs.

l'étude du notaire M^e Rullier entre Amé-Noël et Léonard Sénécal, commerçant à Basse-Terre, représentant les soixante cultivateurs de la société devant Jean Isidor et Martial Souque, habitants propriétaires de la commune de Basse-Terre Extra-Muros (Saint-Claude).

La signature de celui qui représentait les cultivateurs, montre que l'atelier était politisé et pris en main par des forces politiques organisées.

Léonard Sénécal se présentait comme « schoelchériste » de la première heure. Il échangeait une correspondance suivie avec le grand abolitionniste et Perrinon¹⁵⁴. Il était craint des autorités de la colonie et joua un rôle important dans les événements troubles qui suivirent immédiatement l'émancipation des esclaves. Il était intervenu dans l'affaire Cabou et l'accusé avait agi sur ses conseils pour sa défense. Sénécal, lui-même avait fait un faux témoignage en sa faveur, affirmant l'avoir vu en ville au moment où le feu prenait sur l'habitation Bélost. Il était protégé par Babeau, chef de la police de Basse-Terre qui logeait chez lui. Ce dernier fut destitué et nommé chef du service de l'intérieur en Guyane. Mais à la suite de l'arrestation de Sénécal et de la découverte de notes prévoyant une insurrection des gens de couleur contre les blancs de la Basse-Terre, Babeau fut arrêté en Guyane et ramené en Guadeloupe¹⁵⁵. Le procès de Sénécal et de son complice fit grand bruit et, malgré l'enthousiasme affiché par les autorités, la remise au travail et surtout la discipline dans les habitations n'allèrent pas de soi, d'autant que l'émancipation fut suivie d'élections lors desquels les forces en présence, les tenants de la puissance économique et les nouveaux citoyens devenus électeurs au moment où ils trouvaient la liberté, s'affrontèrent pour le pouvoir¹⁵⁶.

6. Modernisation de l'habitation

En juin 1853, alors que François-Joseph étant devenu le seul propriétaire de l'habitation, et que le calme semblait être revenu dans la colonie, le gouverneur accompagné du directeur de l'intérieur et de ses aides de camp, se rendit sur l'habitation Bologne pour voir le fonctionnement de l'appareil centrifuge ou turbine récemment établi. Cet appareil qui utilisait toute la force hydraulique à l'inverse de la roue traditionnelle à godets, devait améliorer le rendement en sucre au moment où les cours continuaient à chuter de façon dramatique. Il suscita un grand intérêt auprès de tous les acteurs économiques et il aurait pu se développer dans l'île montagneuse¹⁵⁷ alors que la machine à vapeur se développa dans l'ensemble de la colonie et notamment dans les îles plates. La visite des autorités administratives au plus haut niveau devait montrer l'intérêt de ces nouveaux appareils. La *Gazette Officielle de la Guadeloupe* du 30 juin 1853 en rendit compte et décrivit les opérations qui avaient été effectuées devant l'assistance.

154. Léonard Sénécal, régisseur de la plantation domaniale du Grand Marigot avait été arrêté le 5 décembre 1849 et accusé d'incitation à la guerre civile. *Journal du conseiller Garnier*.... Op. cit. p. 287.

155. ADG. *Gazette officielle de la Guadeloupe*, 30/06/1853.

156. Voir mon ouvrage : *Saint-Claude : histoire d'une commune de la Guadeloupe*, p. 301.

157. Les turbines se sont développées dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e siècle pour fournir de l'électricité à des maisons particulières, notamment à Matouba et à Saint-Claude. Voir mon ouvrage : *La paroisse de Saint-Pierre du Matouba à l'origine de Saint-Claude* (à paraître).

Il ne s'agissait pas de la purgation de sucres récemment fabriqués... Il s'agissait de traiter à nouveau du sucre de qualité inférieure et n'ayant point cours sur le marché, pour le rendre propre à l'exportation. Ce sucre était en effet presque compact, mal granulé, de couleur maron (sic) foncé. Mêlé avec du gros sirop pour donner au mélange la consistance d'une pâte molle, il en a été introduit dans la turbine environ cinquante kilogrammes. Après quelques minutes de mouvement, la force centrifuge avait déjà rejeté au dehors un sirop noir et épais, et ce sucre, à deux ou trois reprises différentes, de l'eau mêlée d'un peu de sirop clair pour achever la décoloration.

Douze minutes ont suffi pour produire la métamorphose. L'appareil a été arrêté et l'on en a retiré du sucre bien cristallisé, bien supérieur enfin à ce qu'on appelle la bonne quatrième...

Il s'agissait donc de rendre commercialisables des sucres de mauvaise qualité. Le journaliste officiel mettait l'accent sur le progrès amené par cet appareil et il précisait que le prix, depuis l'expiration du brevet¹⁵⁸ était descendu à 1 500 francs l'unité et pouvait traiter trois boucauts de sucre par jour, d'un sucre livrable dans le commerce dans les vingt-quatre heures.

Celui de Bologne était le premier dans la colonie qui fonctionnait « au moyen d'un courant d'eau servant de moteur au moulin » mais il signalait que des appareils établis sur le même principe fonctionnaient dans les usines centrales, mus par la vapeur.

158. La turbine avait été inventée par Benoît Fourneyron en 1832. Elle équipa les forges, les moulins à huile et à grains, dans les massifs français (Jura, Massif central) avant de se répandre en Europe et dans le reste du monde.

Turbines à eau

En 1861, selon le tableau de classification des habitations publié dans la *Gazette officielle de la Guadeloupe* du 1^{er} février, l'usine Bologne était inscrite pour 140 ha et une production annuelle de 135 000 kg de sucre¹⁵⁹.

Devant la dégradation des conditions économiques cela ne suffisait plus. Le 29 juin 1864, pour faire face à leurs obligations financières, François-Joseph Amé-Noël et son épouse, Marie-Louise Hamel empruntèrent 75 000 francs au Crédit Foncier colonial, remboursables en trente ans avec des remboursements de 3 775,14 francs par semestre.

Celui du 30 juin 1874 n'ayant pas été effectué, le Crédit foncier colonial demanda l'expropriation et la vente de la propriété aux enchères afin de se faire rembourser.

Entretemps, le 5 avril 1873, il avait vendu quatre hectares à la société Le Dentu et compagnie qui était en formation et dont l'objet était la création d'une usine sucrière. C'est sur ces quatre hectares que furent construits les bâtiments de l'usine.

La constitution de cette société marquait la fin d'une période et un nouveau tournant dans l'industrie sucrière du sud de la Basse-Terre. C'était la réponse aux difficultés économiques et aux crises latentes. La raison sociale en était « Usine de la Basse-Terre » et M. Emile Le Dentu en assurait la fonction de gérant. Elle était en commandite en actions et le capital se montait à un million de francs.

159. ADG. *Gazette officielle de la Guadeloupe*, 1/02/1861. Tableau de classification des habitations.

Cette vente avait permis de diminuer la dette des époux Amé-Noël car le prix du terrain, soit 16 000 francs, avait été versé directement au Crédit foncier colonial à titre de remboursement anticipé et la dette réduite à 58 916,77 francs, remboursable en vingt-et-une années à compter du 31 décembre 1873 par annuités de 6 544,50 francs. En plus des quatre hectares, il était accordé, pour toute la durée de cette société, la jouissance du canal qui conduit l'eau de la Rivière des Pères au moulin de l'habitation.

Les époux Amé-Noël n'ayant pu régler la demi-annuité du 30 juin 1874, leur expropriation fut décidée par le jugement du tribunal de première instance de Basse-Terre en date du 23 février 1875. L'habitation Bologne fut adjugée à M. Emile Le Dentu pour son compte personnel moyennant le prix de 78 500 francs outre les charges.

Il ne possédait pas toute la somme nécessaire et demanda au Crédit foncier colonial de maintenir à son profit le prêt consenti aux époux Amé-Noël. Encore une fois, un achat de terres hypothéquées alors que la conjoncture n'était pas favorable. De plus, afin d'être agréable aux anciens propriétaires, Emile Le Dentu leur céda verbalement, en 1875, la petite habitation La Coulisserie d'une superficie de sept hectares et demi, vestige d'une importante fortune.

Ainsi s'achevait l'aventure commencée par Jean-Antoine Amé-Noël.

CONCLUSION

Du 21 au 25 août 1839, se déroula, à Basse-Terre, un procès qui eut un énorme retentissement, aussi bien au niveau local qu'au niveau national et international. Jean-Antoine Amé-Noël, sa concubine et son commandeur furent jugés pour assassinat avec tortures sur la personne de l'esclave Jean-Pierre.

Cette affaire et son protagoniste principal, à son corps défendant, devinrent un symbole brandi par les abolitionnistes européens pour demander, avec encore plus de vigueur, une abolition immédiate de l'esclavage.

Au moment où leur lutte commençait à porter ses fruits d'abord dans l'empire britannique avec l'émancipation partielle en 1833 puis complète, au moment où la société coloniale construite sur le système servile pratiqué aux Antilles depuis plus d'un siècle et demi connaissait une crise sociale sans précédent qui la mettait en péril, alors que même la Révolution française n'avait pas réussi à la transformer, Amé-Noël apparaissait comme un symbole de cet ordre qui refusait de mourir et de disparaître pour donner naissance à une société coloniale nouvelle caractérisée par des rapports différents (normaux ?) entre individus.

Personnage symbolique, il est cité à plusieurs reprises par Victor Schœlcher, le grand abolitionniste mais aussi par tous ceux qui, à cette époque s'élevaient contre l'esclavage. Il était présenté comme exemple pour appuyer les idées philosophiques qui sous-tendaient leurs luttes pour une société meilleure et surtout égalitaire entre tous les hommes. Ils ne stigmatisaient pas l'homme lui-même mais le système qui permettait que des hommes se conduisent en esclavagistes purs et durs,

s'arrogeant droit de vie et de mort sur ceux qu'ils avaient en leur possession. La norme qui était perçue à l'époque¹⁶⁰, aurait voulu ou voulait voir dans l'esclavage un clivage basé et justifié par la couleur épidermique. Or, Amé-Noël, possesseur d'esclaves, propriétaire de cafésières et surtout d'une importante habitation sucrerie d'implantation ancienne située sur le territoire du chef-lieu, faisait partie de la classe intermédiaire des « libres de couleur ». Il avait construit sa fortune peu à peu, profitant des occasions qui lui avaient été fournies par les événements révolutionnaires et les opportunités qui se présentaient et qu'ils savaient saisir. Alors que d'autres, se lançaient dans les aventures militaires et politiques, il s'attacha surtout à acquérir des biens fonciers et à spéculer sur les terres et sur ce qui faisait la fortune de l'habitant¹⁶¹, les esclaves.

Son aventure commença sur la Côte sous le Vent entre Vieux-Habitants et Bouillante, un peu avant la Révolution française, et s'acheva, par son décès en 1845, quelques années avant l'émancipation définitive des esclaves. Elle se poursuivit un temps à travers son neveu Jean-François qui prit sa suite.

Cette étude met en valeur le destin d'un couple de libres de couleur qui commença, très jeune, à construire sa fortune alors que la Révolution allait bouleverser l'environnement politique, économique et social. Le théâtre de sa vie se passa dans une île qui participa activement à l'affrontement contre les Anglais et qui subit tous les aléas de la lutte révolutionnaire pour s'achever dans des combats meurtriers, des déportations.

Le bilan se solda, en définitive au point de vue humain, par une forte saignée dans les forces vives de la population. Cette période trouble qui vit se consommer la ruine d'un grand nombre d'habitants, l'effondrement et l'immigration des grandes familles blanches, la mort et la disparition des plus entrepreneurs qui s'étaient investis dans l'armée coloniale puis dans les combats, lui permit de se renforcer et d'asseoir les fondements d'une fortune qu'il s'attacha à conforter avec acharnement quelques soient les différents régimes politiques.

A travers ce destin hors du commun, se dessinent les contours d'une politique qui évolua constamment dans les rapports maîtres/esclaves, évolution à travers la législation mise en place à partir de la métropole et des affrontements avec les Anglais. D'abord l'interdiction de la traite des noirs, véritablement appliquée à partir de 1830, puis l'influence de l'émancipation des esclaves dans les îles voisines sous domination britannique pour arriver à l'affirmation de droits pour les esclaves avant l'abolition définitive de 1848.

Au-delà du destin de Jean-Antoine Amé-Noël et de sa famille, c'est toute la société et notamment celle de la Côte sous le vent et de la ville de Basse-Terre qui est décrite dans ses détails et dans son fonctionnement. Relations entre blancs, libres de couleur et esclaves, qui évoluent en fonction des événements mais aussi et surtout grâce à la pression des

160. Ce serait plutôt, un anachronisme qui fit que plus tard, on considéra que seuls les blancs possédaient des esclaves. Les contemporains d'Amé-Noël, considéraient sans doute, comme normal que des libres de couleur, possédassent des esclaves, d'où une contradiction dans les arguments voulant justifier l'esclavage par la couleur épidermique.

161. Habitant est pris dans le sens conservé dans les anciennes colonies françaises, c'est-à-dire un propriétaire terrien, (planteur) celui qui possède une habitation (plantation).

abolitionnistes européens qui se concrétise par de nouveaux textes législatifs qui vont tous vers des droits de plus en plus affirmés pour l'esclave malgré les réticences pour ne pas dire plus, des propriétaires qui s'opposent aux magistrats venus de Métropole.

C'est cette situation qui est perçue à travers la vie de Jean-Antoine Amé-Noël qui est devenu, malgré lui, un exemple.

ANNEXES

1) Parentèle de Jean-Antoine Amé-Noël

Noël HAMON × Henriette LEBRUN	
!	!
Jean-Antoine AMÉ NOËL	Mathurin NOËL
× 1) Marie JEANNETTE	× I) Marie-Jeanne RUBY (1 ^{ère} épouse)
× 2) Delphine RACHEL	° 1) Jeanne Baptiste Gertrude NOËL
	× Louis Michel MICHAUX
	° 2) Reine Sophie NOËL
	× Joseph dit Fréjus
	° 3) Catherine Rose NOËL
	× Joseph Noël LE ROUX
	° 4) Elisabeth NOËL
	× Jean-Jacques GASPARD
	× II) Jacqueline ALBERT
	(2 ^{ème} épouse)
	° 1) François-Joseph AME NOËL
	° 2) Fréjus Mathurin NOËL
	(33 ans en 1845)
	Jacqueline ALBERT remariée avec
	Joseph CLARET.

2) Gazette Officielle de la Guadeloupe : les 25/1/, 5/2, 10/2, 15/2/1848

Avis :

Du testament de M. Joseph-Antoine Amé-Noël, de son vivant habitant propriétaire, domicilié en la commune de la Basse-Terre (Extra-muros), ledit testament reçu par M^e Philippe-Auguste Mollenthiel, en présence des témoins, le 22 octobre 1842, a été extrait ce qui suit :

Je donne et lègue :

1) La somme de ... etc.

2) Celle deetc.

3) Et celle de deux mille francs aux pauvres de la commune de Basse-Terre.

Le premier de ce legs, vu sa modicité devra être acquitté par mon exécuteur testamentaire, une année après mon décès.

Mais à l'égard des deux autres, ils ne pourront être réclamés de mon légataire universel qu'en trois termes égaux et annuels, exigibles deux, trois et quatre ans après ma mort, sans intérêts, à moins d'inexactitude aux échéances.

Pour extrait conforme,
Le maire de Basse-Terre,
A. Lignièrès.

3) Révolte sur l'habitation Bologne

L'an mil huit cent quarante sept ce deux juin à huit heures du matin,
Devant nous, procureur du roi de l'arrondissement de la Basse-Terre,
Est comparu le Sieur Joseph François Amé-Noël, habitant propriétaire de la commune de Basse-Terre extra-muros,

Le prévenu a fait la déclaration suivante :

Hier soir n'ayant pas le nécessaire pour charger la sucrerie et comptant faire marcher le moulin, j'ai prévenu l'atelier qu'il devait se lever aujourd'hui à quatre heures du matin pour charroyer sa paille qui m'était nécessaire. En agissant ainsi j'avais la faculté que me donnait la loi du 18 juillet (1845) d'augmenter de deux heures pendant le temps de la récolte le travail obligatoire de mes nègres.....

Mais ce matin, à quatre heures, n'entendant aucun bruit qui dénotait que mes ordres étaient exécutés, je me levai et me rendis aux cases à nègres. Je rencontrai le commandeur Garçon qui se rendait au lieu où le travail devait se faire. Il me dit qu'il appelait inutilement les nègres, qu'ils ne voulaient pas sortir de leurs cases, j'allais moi-même les appeler. Quelques uns seulement se rendirent au travail, mais le plus grand nombre resta dans les cases dont les portes étaient fermées.

Je fus à la case du nommé Jacques. Je l'appelai et je lui dis d'ouvrir la porte ; il me répondit que je pourrai la défoncer si je voulais. Je la poussais en effet, et elle céda. Jacques me dit alors qu'il sortirait mais qu'il n'irait pas charroyer de la paille, alors je m'en emparai et je le fis mettre à la barre. Après avoir mené Jacques à la barre, je retournai aux cases à nègres. Je passai dans plusieurs cases où je ne trouvai personne à part à celle de Ste Croix qui s'éveilla et joua en me disant que le sommeil l'avait trompé et qu'il n'avait pas entendu l'appel du commandeur. En sortant il appela Letin sa femme qui ne voulut pas sortir alors je l'appelai moi-même elle me répondit très brusquement à mes observations que je lui fis à cet égard, elle me demanda de quelle manière je voulais qu'elle ... Je lui ordonnais d'aller au travail, elle me ditque c'était assez que je voulusse la faire sortir que les observations que me faisait cette femme me parurent pas d'un bon exemple pour le reste de l'atelier, je la fis conduire à la barre. Alors elle me dit que puisqu'elle était à la barre de police de l'envoyer si je voulais à la geôle mais qu'elle ne voulait pas travailler. Montout, mon second commandeur ne s'est pas présenté non plus.

4) Extrait du procès du 7 août 1847 contre Jean-François Amé-Noël.

**MM. Cléret, de Bougerel,
Le ministère public contre Amé-Noël, 33 ans, habitant prop. de la Basse-Terre Extra-Muros.**

1^{er} témoin :

– Je me nomme Hélène, esclave du prévenu. Madame a voulu à 3 heures du matin m'envoyer faire quelque chose. Je restai couchée parce qu'il était trop bonne heure. Après cela, M. Amé-Noël survint et me donna une calotte et un coup de bâton sur la tête mais sans me faire beaucoup de mal. On était venu trois fois pour m'envoyer au travail, après cela, M. Amé m'a fait mettre au banc six jours et je suis restée trois jours à la geôle. M. nous envoie au jardin au coup de canon.

2^{ème} témoin :

Garçon esclave commandeur du prévenu.

– M. Amé m'a fait aller aux cases à nègres à quatre heures pour le travail extraordinaire de l'habitation. Arrivé chez Hélène, elle ne voulut pas sortir. M. Amé est arrivé et à ce que l'on m'a dit, a donné une calotte à Hélène et l'a frappée avec son bâton mais légèrement. Elle a été ensuite mise à la barre : ce n'est que pendant la récolte que les nègres se lèvent de bonne heure : hors de la récolte nous allons au travail au soleil levant et lorsqu'il apparaît sur la montagne et nous rentrons au soleil couchant. C'est toujours comme ça que les nègres vont au jardin.

Interrogatoire du prévenu.

- Il avoue avoir donné à Hélène une calotte et un léger coup avec son bâton, mais c'est un mouvement de vivacité qui avait été provoqué par les réponses insolentes de cette femme quand je lui disais de se rendre au travail. Quand à la contravention au registre, je n'en suis pas coupable puisque j'ai annexé à mon registre l'avis du juge de paix d'infliger la punition dont il s'agit.

Le ministère public requiert, M. Lignières défend le prévenu.

Fait à l'audience publique du 7 août 1847.

5) Documents

Extrait des registres des baptêmes de la paroisse de Vieux-Habitants.
Baptême de Jean-Antoine Hamon (Amé-Noël)

le 10 août 1789

Cour d'assises de la Bassée

Arrêt

Ministère public
Dolphine de la Bassée
Bellegu Bastien

18.3

L'accusé d'assises de l'arrestation et
de la Bassée, a rendu l'arrêt suivant.
Vu par la cour l'arrêt en date du vingt
sept Juillet 1789, rendu par la chambre des mises
en accusation, portant accusation et mise en accusation
la cour d'assises contre 1.^{er} Anne Phil, agé de
vingt-cinq ans, de condition libre, habitant
propriétaire d'habitation près la Bassée,
né à la commune des habitants, 2.^o Dolphine
agé de quarante-huit ans, de condition libre,
habitant né et domicilié près la Bassée,
3.^o Bellegu Bastien, de condition libre, agé de
quarante six ans, économe, né à la Bassée,
demeurant au commandement de la Bassée, lesdets
accusés détenus en la maison de Justice établie
près la cour d'assises de la Bassée, ouverts
à l'interdiction de porter de corps du dit jour
vingt-sept Juillet 1789.

L'acte d'accusation rédigé par le Procureur
Général de la cour du présent mois d'août

L'original de signification faite auxdets
accusés, tant de l'arrêt de mise en accusation que de l'acte
d'accusation précédés par exploit de l'huissier
Mallouin en date du sixième du mois courant.

Et la déclaration de la cour sur la
culpabilité d'Anne Phil, Dolphine et Bellegu
Bastien, la dite déclaration négative quant

à tous les faits présumés de l'accusation pour
contenir et affirmative quant au fait de
contravention à l'ordonnance royale du quatre
avril 1822 relative à l'ami Noël.

Après avoir entendu M^{rs} Couss
Ristolhueber, substitut du Procureur général
du Roi en ces réquisitions et M^{rs} M^{rs} Lige
Dum et Pigeon, avocats, conseils des accusés
en leurs moyens de défense.

Après en avoir délibéré en la chambre
du conseil

Un l'article 253 de la loi du 20 mai
dont il a été donné lecture par le Président et
est ainsi conçu :

Art. 253, l'adjudication de décès sera faite
dans les 24 heures. L'inhumation ne pourra avoir lieu
qu'après l'expiration du même délai et après avis
du fonctionnaire qui aura reçu la déclaration de
mort. Les délais pourront être prolongés par des ordres
motivés en cas de difficulté des communications.

Les infractions aux dispositions du présent
paragraphe seront punies des peines d'interdiction
par l'article trois cent cinquante huit du code de

La Cour déclare les dits amis Abel, Dum
et Pélony, Bostin, acquittés de l'accusation
contenue quant aux faits présumés.

Condamne, à la majorité, voulu par la
loi, à l'amende de trois cents francs et
frais auxquels la contravention dont il a été

Handwritten signature of Amé Noël, featuring a large, stylized circular flourish. The signature is written in cursive. To the right of the signature, the name "Pauvres" is written in a similar cursive style. The background shows faint, illegible handwriting.

Signature d'Amé Noël le 6 Prairial An VI

Handwritten signature of Jean-Antoine Amé-Noël, featuring a large, stylized circular flourish. The signature is written in cursive. To the right of the signature, the name "Mollenthiel" is written in a similar cursive style. The background shows faint, illegible handwriting.

Signature de Jean-Antoine Amé-Noël le 6 mai 1841

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I – SOURCES :

1) Archives nationales d’Outre-mer (ANOM) – Aix-en-Provence

- G¹469, Dénombrement de la Guadeloupe, 1664.
 - G¹468, Dénombrement et terrier de la Guadeloupe, 1671.
 - G¹ 500 : Etat nominatif des citoyens de tout âge existant dans la commune de Bouillante, 1^{er} Vendémiaire an cinquième.
 - G¹ 503 : Etat nominatif des citoyens de tout âge existant dans la commune de Bouillante, 1^{er} Vendémiaire an sixième.
 - Service géographique (Guadeloupe).
 - C. 121 d. 830.
 - *Outre-Mer*, Journal politique, commercial et littéraire fondé pour la défense des intérêts coloniaux, Paris. N° 64, du 11 au 14 novembre 1839.
 - *Le Temps*, 14 novembre 1839.
 - *Le Moniteur Universel*, 19 mars 1841.
- Greffe Guadeloupe (Gr.)

2) Archives départementales de la Guadeloupe (ADG)

- 2Mi 85, *L’abolitionniste français*, Bulletin mensuel de la Société instituée en 1834 pour l’abolition de l’esclavage. Tome premier, Paris, 1844.
- 5K23, Conseil privé, 12 septembre 1839, n° 16.
- 5K24, Conseil privé, 6 avril 1840, n° 8.
- *Gazette officielle de la Guadeloupe* puis *Journal officiel de la Guadeloupe*.
- Bulletin officiel de la Guadeloupe.
- Bulletin des lois
- Minutes notariales (2^E)
- Conseil privé (5K)

II – BIBLIOGRAPHIE :

A – Articles :

1) Bulletin de la Société d’histoire de la Guadeloupe

LAFLEUR (Gérard) :

n° 103 : « La distillerie Bologne : Du sucre au rhum. » p. 75-110

n° 145 : « La culture du café en Guadeloupe de son introduction à sa quasi disparition » sept-déc. 2006, p. 59-120.

n° 152 : « L’environnement familial et social du chevalier Saint-Georges. » p. 119-124.

2) Généalogie et Histoire de la Caraïbe

– ROSSIGNOL (Bernadette et Philippe) : *Ascendance Noël et Michaud en Guadeloupe*, n° 194, juillet-août 2006, pp. 4912-4914.

– LAFLEUR (Gérard) : *Affranchissements et noms patronymiques en Guadeloupe*, n° 224, avril 2009, p. 5866-5871.

B – Ouvrages :

- ADELAIDE-MERLANDE J., BELENUS R., REGENT F. : *La rébellion de la Guadeloupe (1801-1802)*, Société d'histoire de la Guadeloupe, 2002.
- DEBIEN Gabriel :
- *Journal du conseiller Garnier à la Martinique et à la Guadeloupe, 1848-1855*, Société d'histoire de la Martinique, Fort-de-France, 1969.
- *Les esclaves aux Antilles françaises (XVII^e-XVIII^e siècles)*, Société d'histoire de la Guadeloupe, 2000.
- FOURNIOLS Marc-Alexandre : *L'esclavage à Basse-Terre et dans sa région en 1844*. Texte présenté et annoté par G. Lafleur. Société d'histoire de la Guadeloupe, 2000.
- LE CODE NOIR OU RECUEIL DES REGLEMENTS RENDUS JUSQU'A PRESENT Paris, M DCC LXVII. Reproduction par la Société d'histoire de la Guadeloupe, 1980.
- LACOUR M. A. : *Histoire de la Guadeloupe*, Basse-Terre, 1855, Tome 1, p. 137.
- LAFLEUR Gérard :
- *Bouillante ; cœur de la Côte-sous-le-Vent*, Editions Karthala, Paris, 2004.
- *Saint-Claude : histoire d'une commune de Guadeloupe*, Editions Karthala, Paris, 1993.
- SCHËLCHER Victor : *Des colonies françaises : Abolition immédiate de l'esclavage*, Reproduction de l'édition de 1842, Société d'histoire de la Guadeloupe, 1976